



# Cause

COMPRENDRE LE MONDE  
AGIR POUR LE CHANGER

MARS  
AVRIL  
2026

# 48

# commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 12 DOSSIER

# FACE À L'IMPÉRIALISME

p. 3 ÉDITO

Un congrès à gagner

p. 6 POÉSIE

Pablo Neruda :  
*Incitation au nixonicide*

p. 55 STATISTIQUES

Concilier aide  
et vie personnelle :  
le défi quotidien  
des proches aidants

p. 8 GRAND ENTRETIEN

Charlotte Balavoine : **Cuba, un pays asphyxié,  
a plus que jamais besoin de notre solidarité**

Parti communiste français

### 3 ÉDITO

**Guillaume Roubaud-Quashie** Un congrès à gagner

### 6 POÉSIES

**Victor Blanc** Pablo Neruda : *Incitation au nixonicide*.

### 7 REGARD

**Élodie Lebeau-Fernández** Le Printemps d'Ernest à Cordes-sur-Ciel

### 8 LE GRAND ENTRETIEN

**Charlotte Balavoine** Cuba, un pays asphyxié, a plus que jamais besoin de notre solidarité

### 12 DOSSIER

#### FACE À L'IMPÉRIALISME

**Constantin Lopez** Déclin impérial et montée des périls

**Vincent Boulet** Construire une politique indépendante de la France pour l'application du droit international

**Jean-Charles Schmidt** 1997, la fin du service national et l'imposture de l'armée de métier

**Vijay Prashad** Nous sommes à l'âge de l'hyperimpérialisme

**Francis Wurtz** « Helsinki 2 » : plus invraisemblable et plus indispensable que jamais !

**André Chassaigne** Le devenir de Cuba n'est pas qu'une affaire cubaine

**Kevin Guillas-Cavan** Contre l'hégémonie du dollar : les droits de tirage spéciaux, embryon d'alternative

**Jean-Paul Lecoq** Quelles perspectives pour l'Organisation des Nations unies ?

**Claudio Katz** La théorie marxiste de l'impérialisme aujourd'hui

### 40 CHRONIQUE EUROPÉENNE

**Vincent Boulet** Suspendre l'accord d'association Union européenne-Israël !

### 42 CONTROVERSE

**Gérard Streiff** La politique à l'entreprise

### 44 PHILOSOPHIQUES

**Jean-Michel Galano** Edmund Husserl et les voies d'un humanisme original

### 47 FÉMINISME

**Rémy Ponge** Lutter contre les souffrances au travail

### 50 HISTOIRE

**Nicolas Kssis-Martov** Histoire politique des figures du football au XX<sup>e</sup> siècle

### 54 SONDAGE

**Gérard Streiff** Un paysage droitisé ?  
Ça se discute

### 55 STATISTIQUES

**Adrien Montbrisson** Concilier aide et vie personnelle : le défi quotidien des proches aidants

### 56 LIRE

**Gérard Streiff** Un pas de côté Tanguy Viel

### 58 CRITIQUES

- **Denis Kambouchner** *Des enfants instruits*
- **Emmanuel Defouloy** *Ambroise Croizat. Justice sociale et humanisme en héritage*
- **Juan Sebastián Carbonell** *Un taylorisme augmenté. Critique de l'intelligence artificielle*
- **Jérôme Baschet, Laurent Jeanpierre** *Mondes postcapitalistes*

## Cause commune

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Rédacteurs en chef : Dorian Mellot, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux, Chantal Guerre, • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Victor Blanc, Aurélien Bonnarel, Vincent Boulet, Saliha Bousseadra, Evelyne Bussiére, Pierre Crépel, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Constantin Lopez, Igor Martinache, Mathieu Menghini, Hoël Le Moal, Michaël Orand, Flavien Ronteix--Jacquet, Julien Rossi, Nicolas Tardits, Pierre Wadlow • Direction artistique, illustrations et mise en page : Frédo Coyère • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : mars/avril 2026 - N° 48 - ISSN 2265-4585 • N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

# Un congrès à gagner

**L**es communistes tiennent leur 40<sup>e</sup> congrès dans quelques semaines. Pour les dizaines de milliers de membres du PCF, c'est un moment majeur de réflexion collective : un projet de base commune a été élaboré par une commission élue par la direction nationale et enrichi par celle-ci, il est déjà le fruit de bien des élaborations collectives ; trois textes alternatifs ont été conçus en outre par plusieurs centaines de communistes, brassant là encore réflexions et expériences. Début juin, les adhérents choisiront le texte qui servira de base commune de discussion. À mesure qu'ils s'efforcent de lire ces textes pour fixer leur choix, les communistes entrent plus avant dans le partage des idées qui constitue un des grands intérêts de la forme parti. En lisant ce que d'autres camarades ont pris la peine de penser et d'écrire, ils vont nécessairement au-delà de ce que, seuls, ils auraient pu voir. Mais à mesure qu'ils s'efforcent de lire, ils voient aussi, au miroir de ce qu'ils savent et vivent, les limites de ces textes, leurs points aveugles, les zones de désaccord. C'est cette deuxième étape qui est sans doute la plus fondamentale parce que la plus créatrice : c'est celle qui, sous la forme d'amendements, va traduire l'apport de dizaines de milliers de réflexions individuelles qui vont se confronter à des textes, aux argumentations des camarades de cellule ou de section. Quelle richesse ! Pour le dire autrement, oui, il est formidable qu'un congrès organise le partage d'une réflexion dense et argumentée avec des dizaines de milliers de militants mais il est ô combien précieux que, dans l'autre sens, des dizaines de milliers d'yeux et de cerveaux contribuent à construire le positionnement politique de notre parti. ▶▶

- À ce stade, j'ai déjà sans doute perdu plusieurs lecteurs. Je les entends d'ici : que de portes ouvertes enfoncées ! quelle langue de bois ! quelle vue théorique !

Je ne suis pas d'accord : le principe de congrès dans une organisation révolutionnaire démocratique est une grande, belle et forte chose, qu'on le considère comme occasion (descendante) de mettre en circulation large réflexions, arguments, positions ou qu'on le regarde comme le moment de fixation d'une ligne politique par l'intégration réussie (ascendante) de tout un savoir militant ainsi coordonné. Il faut aussi apprécier tout cela en l'inscrivant dans le paysage politique contemporain, à l'heure des mouvements-clics qui fuient le contrôle comme la co-élaboration et de bien des partis en crise dans lesquels bien souvent s'affrontent des écuries que les adhérents doivent soutenir sans jamais avoir à penser par eux-mêmes, à prendre la parole pour proposer quelque chose qui n'était ni dans la motion A, ni dans la B, ni dans la C, etc.

---

Rien ne sera à la hauteur des défis présents s'il n'est construit *a minima* avec tout ce que sait, sent et juge la force militante communiste dans sa richesse d'implantation et d'expérience.

---

Ceci posé, reste la réalité d'une situation bien difficile. Matérielle, d'abord : épuisés par des campagnes municipales qui les ont beaucoup mobilisés, les communistes sont appelés à lire quatre textes en un nombre de semaines fort limité, surtout si on met ce temps mince en vis-à-vis avec, d'une part, des textes longs et nombreux et, de l'autre, des pratiques de lecture qui ont tout l'air de fondre. Ce n'est franchement pas satisfaisant mais y avait-il une alternative si emballante ? Organiser une conférence nationale à l'été et un congrès à l'automne ? N'était-ce pas mettre la charrue avant les bœufs avec une réunion à l'objet tactique circonscrit avant un moment démocratique porteur de réflexions d'ensemble ? Tout reporter à la fin de l'année 2026 pour disposer d'un temps suffisant de débat et d'élaboration, au risque d'être cantonné à une partition *mezzo voce* jusque-là quand les autres montent

au contraire la voix en cette époque si particulière ? Car c'est bien sûr la deuxième dimension des difficultés auxquelles est confronté notre congrès : la situation politique elle-même. Si on aurait tort de la juger désespérée – combien de faux prophètes, à l'été 2024, juraient notre peuple acquis aux Le Pen/Bardella avant que les urnes ne fassent entendre d'autres voix –, on ne saurait sous-estimer la gravité du péril historique qui se dresse devant nous avec une extrême droite qui n'a jamais été aussi proche du pouvoir depuis 1944. Face à ce péril, rien n'a l'évidence d'une perspective Nevski. Au fond, c'est sans doute d'abord pour cette raison qu'il nous faut réussir ce congrès : c'est parce que la situation est aussi périlleuse que difficile que nous avons besoin, plus encore que d'habitude, de toute l'intelligence de tous les communistes, de toute leur connaissance de notre peuple, dans sa diversité et jusque dans ses contradictions – à l'heure où les évidences ici peuvent se tourner en leur contraire à quelques centaines de kilomètres. Rien ne sera à la hauteur des défis présents s'il n'est construit *a minima* avec tout ce que sait, sent et juge la force militante communiste dans sa richesse d'implantation et d'expérience.

---

Il est formidable qu'un congrès organise le partage d'une réflexion dense et argumentée avec des dizaines de milliers de militants mais il est ô combien précieux que, dans l'autre sens, des dizaines de milliers d'yeux et de cerveaux contribuent à construire le positionnement politique de notre parti.

---

Le pari n'est pas d'avance remporté – il y a des doutes, des lassitudes, des désespoirs, des anathèmes aussi, des manipulations parfois – mais comment être plus utile à notre classe, à notre peuple et à l'état du monde qu'en faisant tout notre possible pour voir clair et agir au mieux ? Comment être plus utile qu'en gagnant notre congrès ? ●

**Guillaume Roubaud-Quashie,**  
directeur de *Cause commune*.

## Pablo Neruda : *Incitation au nixonicide*

Dernier recueil de poèmes publié du vivant de Pablo Neruda, *Incitation au nixonicide* paraît dans les derniers instants de la « révolution chilienne », avant que soient assassinés Salvador Allende, Victor Jara et tant d'autres, parmi lesquels, on le sait aujourd'hui, Neruda lui-même. Le Chili fait alors face à une déstabilisation violente orchestrée par les États-Unis qui aboutiront au coup d'État de Pinochet. Le plan Condor est en marche et Neruda malade, presque avalé par l'océan sur son *Isla Negra*. Mais sa poésie ne désarme pas. Si le livre s'ouvre par une adresse à Walt Whitman, le grand poète progressiste étasunien, le ton se fait tour à tour féroce, épique, militant contre les États-Unis et son incarnation sanguinaire, le président

des États-Unis, alors Richard Nixon, aujourd'hui un Père Ubu à chevelure peroxydée. Féroce, *Incitation* puise dans le grand fonds de la poésie satirique hispanique, et particulièrement chez Francisco de Quevedo (1580-1645), comme le poète le reconnaît lui-même. Neruda trouve en Quevedo un prédécesseur et une langue toute prête à vitupérer les tyrans et leur petitesse. Ainsi de ce néologisme « politijarpas » (traduit par « *politigangsters* ») qui semble tout droit sorti d'un vers de Quevedo. Épique, aussi, car Neruda n'oublie jamais la lutte. Il se fait le chantre de l'histoire en marche, avec le Vietnam et Cuba, exemples d'humiliations étasuniennes et preuves pour tous les peuples du monde que l'impérialisme peut être vaincu. Militant enfin,

de façon presque imprévue, dans le vers : on pourrait comprendre les trois dernières strophes du poème « Cuba, toujours » au sein d'une poétique plus déclarative, une poétique du tract, du slogan et de l'affiche qui inscrirait chez Neruda une tentation agit-prop (voir Maïakovski, bien sûr, ou certains mouvements des années 1970...). En ces heures où les États-Unis rejettent leur pogne griffue sur Cuba, le Chili, l'Amérique latine et le monde, cette lecture redonne du cœur à l'ouvrage, et Neruda nous rappelle que l'antiaméricanisme primaire, salutaire sentiment de classe s'il en est, peut se raffiner en poésie, se politiser : devenir anti-impérialiste. ●

**Victor Blanc**

### L'HÉRITAGE

Ainsi règne Nixon par diktat du napalm :  
ainsi détruit-il les peuples et les nations :  
ainsi lugubrement gouverne l'Oncle Sam :  
avec des assassins cachés dans leurs avions,  
ou par les dollars verts qu'il s'en va distribuer  
entre les politigangsters et les larrons.  
La géographie t'a rencogné, ô Chili,  
entre les flots de l'océan et le printemps,  
entre neige et souveraineté, ô Chili,  
il en aura beaucoup de notre sang coûté  
pour notre dignité. Et c'était un délit  
que la joie à une époque à peine passée.  
Se souviennent-ils des massacres dérisoires ?  
Ils nous font héritiers d'une patrie en sang  
par la succession des cachots et des hachoirs !

### EN TRAIN DE LIRE QUEVEDO PRÈS DE LA MER

Je vis entre ces deux terribles démesures,  
qu'on appelle aussi Quevedo et l'océan,  
et en lisant la mer, en étudiant la peur  
du poète mortel et dans son lamento  
je comprends la raison de mon écoëurement.  
C'est parce que mon cœur ne connaît de repos.  
Le Chili est frappé par ces mêmes personnes  
qui nous forcent de vivre étranglés d'un garrot  
et qui par dents et par griffes nous arraisonnent.  
Les intérêts sont bien pareils à des typhons,  
ils déchirent la terre que rien n'y survive :

ils font exploser au Vietnam les invasions,  
et se brisent dans l'écume des Caraïbes.

### CUBA, TOUJOURS

Et je pense aussi à Cuba la vénérée,  
celle qui relève son front indépendant  
avec le Che, mon camarade révérend,  
qui, avec Fidel, le valeureux commandant,  
et contre les fourrés, et contre les vauriens,  
hissèrent tout haut l'étoile des Caraïbes  
au sein de notre firmament américain.  
J'annonce que ce sont les mêmes adversaires  
du Vietnam, ce sont bien les mêmes beaux messieurs,  
avec leur procession de Cubains mercenaires,  
Armés de leur mitraille et d'argent généreux,  
ceux qui érigés contre ton vent libertaire  
envahirent soudain la nouvelle clarté.  
Ceux qui venaient assassiner ta liberté  
y laissèrent la leur ou trouvèrent la tombe.  
Nixon, où que tu sois et où que tu te terres,  
Cuba ne fait ni de quartier ni de largesse !  
le Vietnam et Cuba nous sont des devancières  
Contre toute agression que notre temps professe !  
(Le Chili défendra de ses bras sans faiblesse  
ainsi que ces peuples insoumis gémeillaires  
sa dignité vaillante et révolutionnaire.)

Pablo Neruda, *Incitation au nixonicide et éloge de la révolution chilienne* (Les Éditions français réunis, 1973).

# Le Printemps d'Ernest à Cordes-sur-Ciel



Vue de l'exposition « Le Printemps d'Ernest », Maison Ladevèze, Cordes-sur-Ciel  
 Au centre de l'image : Ernest Pignon-Ernest, Bertolt Brecht, 1978, affiche sérigraphiée.

Perchée, à l'assaut du ciel, la cité médiévale de Cordes accueille ce printemps une exposition d'une soixantaine d'affiches originales d'Ernest Pignon-Ernest, en partenariat avec Les Amis de *L'Humanité*. Comme l'an passé avec « Le Printemps de Pablo », en hommage à Picasso, Patrick Maurières a transformé l'entrée de sa maison en galerie pour inviter les passants curieux à la découverte et à la discussion. C'est en 1978 qu'il fait la connaissance d'Ernest. Quelques années auparavant, en 1974, il avait été fasciné par son œuvre *Le Havre éclaté* installée dans les rues de cette ville portuaire. Il le contacte pour réaliser une affiche sur Bertolt Brecht, alors à l'honneur dans le centre culturel qu'il anime. L'artiste réalise un portrait en pied du dramaturge, accompagné d'un poème, imprimé en sérigraphie et collé dans les quartiers populaires de Caucriaville et Aplemont, sur les hauteurs du Havre. Positionnée au centre de l'exposition, cette affiche replace cette rencontre au cœur de la déambulation.

Sous les hauts plafonds de la maison Ladevèze, classée aux Monuments historiques, résonne la voix de Jean Ferrat qui, comme en chœur, anime ces visages héroïques figés dans le temps. Ce sont plus de cent cinquante ans de luttes qui

sont célébrés ici : du combat pour le droit à l'avortement en France à la condamnation du génocide actuel en Palestine, de Jean Jaurès à Angela Davis et les Black Panthers, de Garibaldi à Nelson Mandela, ou encore de Louise Michel à Mumia Abu-Jamal, l'histoire de la résistance se dessine à l'échelle du monde, aussi passionnée que tragique, parfois victorieuse, toujours actuelle...

Majoritairement caractérisées par leur contenu politique, ces affiches – ainsi que les livres ou les disques auxquels l'artiste a contribué – racontent aussi une histoire culturelle avec des portraits d'Arthur Rimbaud, Colette Magny, Jean-Paul Sartre, Pasolini, ou encore ses collaborations pour le festival d'Avignon ou le Printemps des poètes.

Cette exposition est un vibrant hommage à Ernest Pignon-Ernest et à son art de l'affiche, vecteur de poésie, de résistance et de célébration de la dignité humaine. ●

**Élodie Lebeau-Fernández**

« Le Printemps d'Ernest », Maison Ladevèze, 71 Grand Rue Raimond VII, Cordes-sur-Ciel (81), du 20 mars au 10 juin 2026, vendredi, samedi et dimanche de 10 heures à 18 heures  
 Entrée libre.

## Cuba, un pays asphyxié, a plus que jamais besoin de notre solidarité

Responsable de la campagne Cuba pour le PCF, **Charlotte Balavoine** répond aux questions de *Cause commune*. Elle dresse un bilan d'étape de cette forte mobilisation des communistes pour Cuba qui subit une véritable asphyxie de la part du gouvernement étasunien.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **NICOLAS TARDITS** —

### © Comment qualifier la situation à Cuba face à cette crise structurelle provoquée par le blocus ? Concrètement, quels sont les effets du blocus sur la population cubaine ?

La situation à Cuba est plus dramatique que jamais. Non contents d'imposer un blocus commercial, politique et financier à l'île depuis 1962, les États-Unis ont renforcé les mesures coercitives unilatérales contre Cuba le 3 janvier dernier. Depuis, plus une goutte de pétrole ne parvient dans le pays, hormis par l'intermédiaire d'un bateau russe qui est passé entre les mailles du filet il y a plusieurs semaines

déjà. Le système énergétique du pays étant très largement dépendant du pétrole, cela signifie que les transports et les grandes infrastructures industrielles sont à l'arrêt. Avec les coupures d'électricité allant jusqu'à vingt heures par jour c'est tout le système éducatif et de santé qui est désormais en péril. Les denrées alimentaires ne peuvent plus être conservées, les déchets s'accumulent et le manque d'électricité conduit à des coupures d'eaux prolongées (le système d'eau étant alimenté par des pompes électriques) le traitement des eaux usées ne peut se faire et fait peser le risque de la multiplication d'épidémies telles que le choléra.

Concrètement, d'après l'ONU qui alerte depuis le 4 février dernier sur « l'effondrement humanitaire » du pays, ce sont près de quatre cent mille élèves qui risquent une rupture scolaire, dans un pays où l'éducation est un modèle à l'échelle internationale. Ce sont également plus de cent dix mille opérations d'urgence qui ont dû être reportées et plus de onze mille enfants qui n'ont pas pu être soignés. La mortalité infantile, une des plus faibles au monde, remonte aujourd'hui en flèche. Autrement dit : le blocus fait des morts ! Ce n'est pas une « politique d'austérité » qui est imposée à Cuba, c'est une véritable guerre et un siège énergétique visant à pousser la population à bout et à générer des émeutes pour justifier une intervention militaire directe. Le gouvernement de Donald Trump a choisi le 1<sup>er</sup> mai pour franchir une nouvelle étape dans sa politique de guerre économique contre Cuba. Ce jour-là, il a posé un ultimatum aux entreprises étrangères qui entretiennent des relations commerciales avec l'île. Par l'intermédiaire du Bureau

« Ce n'est pas une "politique d'austérité" qui est imposée à Cuba, c'est une véritable guerre et un siège énergétique visant à pousser la population à bout et à générer des émeutes pour justifier une intervention militaire directe. »

du contrôle des avoirs étrangers (OFAC ou office des « sanctions extraterritoriales » des États-Unis), le gouvernement étatsunien exige que les entreprises étrangères quittent Cuba et mettent fin à leurs activités liées aux secteurs stratégiques de l'économie. Il n'est plus question seulement du pétrole mais aussi d'empêcher toute relation avec Cuba dans des secteurs clés tels que le tourisme, l'exploitation minière, l'énergie et les services financiers, y compris les banques.

Dans le même temps, Trump fait peser sur Cuba la menace d'une intervention militaire. Les autorités cubaines prennent très au sérieux le risque d'une invasion ou de frappes contre les infrastructures essentielles du pays. Des rumeurs évoquent une possible opération dès le début du mois de juillet. L'heure est grave.

Les Cubains parlent de « politique génocidaire » pour qualifier l'action des États-Unis. Dès le mémorandum Mallory du 6 avril 1960, l'objectif était explicite : provoquer « la faim, le désespoir et forcer le renversement du gouvernement » en étranglant l'économie cubaine. Aujourd'hui encore, cette politique vise à punir toute la population. Ce qui est certain, c'est qu'elle bafoue le droit international et peut être considérée, au minimum, comme un crime de guerre, voire un crime contre l'humanité.

**© Le PCF a organisé récemment des journées internationales d'action. Quel bilan peut-on tirer de ces mobilisations, y compris à l'échelle internationale ?**

Nous avons discuté avec nos partenaires cubains et internationaux pour mettre en place ces journées à la suite du convoi humanitaire global orga-

« Pour Donald Trump il n'est plus question seulement du pétrole mais aussi d'empêcher toute relation avec Cuba dans des secteurs clés tels que le tourisme, l'exploitation minière, l'énergie et les services financiers, y compris les banques. »

nisé à La Havane en mars dernier. Les 11 et 12 avril 2026, c'est donc plus de quarante rassemblements et initiatives qui ont eu lieu en France à l'initiative du PCF, en lien avec les forces syndicales, les associations et les autres forces de gauche. Les objectifs étaient de :

- dénoncer et informer sur la réalité du blocus imposé à Cuba ;
- exiger que notre gouvernement réagisse en condamnant clairement cet acte de guerre et qu'il envoie du matériel humanitaire pour briser le blocus.

En parallèle, nous avons travaillé avec nos partenaires européens ; des rassemblements et des initiatives se sont tenus en Belgique, aux Pays Bas, en Allemagne, en Autriche, en Suède, au Portugal et en Espagne. En Italie, plus de six mille personnes ont manifesté à Rome ce jour-là et plusieurs dizaines de milliers il y a quelques jours lors de la visite de Marco Rubio en Italie. Cela nous a permis de passer un cap dans la mobilisation au niveau national comme international. Mais nous ne pouvons pas en rester là ! Dans les prochaines semaines nous devons multiplier les initiatives. Nous y travaillons.

**© Quels sont les principaux leviers d'action pour les**

**militantes et militants communistes, et comment éviter que la campagne puisse être uniquement portée par quelques individus déjà convaincus ?**

Ça va peut-être faire un peu cliché de dire ça, mais notre premier levier d'action, c'est notre unité. Cette campagne pour Cuba s'est d'abord construite autour de la volonté de quelques camarades dont je fais partie qui ont dû militer pendant des années sans l'appui du parti sur cette question. Ils ont contribué, par le biais syndical ou associatif, à faire vivre le mouvement de solidarité avec Cuba au moment où les organisations politiques (y compris la nôtre) désertaient ce terrain. Je crois que c'est très important de le souligner car, pour ces camarades, ça a été à la fois une très grande frustration que notre parti ne soit pas à la hauteur sur cette question pendant des années, et un très grand soulagement, lorsqu'au 39<sup>e</sup> congrès on nous a dit « C'est bon, on y retourne ».

Cette campagne ne fait plus débat au sein du PCF. Elle rassemble au contraire les militants communistes, et c'est déjà une victoire. Il faut mesurer le chemin parcouru pour comprendre pourquoi nous ne mobilisons pas « spontanément » des milliers de personnes sur cette question. Cuba ne sera jamais au centre de l'actualité : trop dérangeante pour les défenseurs du capitalisme, pas assez « rentable » électoralement pour certains. Pourtant, cette solidarité est au cœur de l'engagement de générations de militants. Relancer cette ►►

« Au niveau de la collecte matérielle nous avons mis en place le site [uncontainerpourcuba.fr](http://uncontainerpourcuba.fr) »

« La solidarité avec Cuba est au cœur de l'engagement de générations de militants. Relancer cette campagne de long terme est à la fois un soulagement et une manière de reconstruire des pratiques militantes délaissées. »

► campagne de long terme, c'est à la fois un soulagement et une manière de reconstruire des pratiques militantes délaissées depuis des années.

La mise en place d'une « coordination resserrée » avec André Chassaigne, Vincent Govelet et Rachel Ramadour a permis de répartir les tâches en lien constant avec les fédérations pour suivre régulièrement l'évolution, les obstacles mais également les idées depuis la base. Je crois que ce qui est assez enthousiasmant, c'est justement de voir que plus les camarades s'investissent dans cette campagne plus ils ont envie de poursuivre sur le long terme et pas uniquement au « coup par coup ». De l'organisation de soirées salsa, de débats, de formations, de concerts, de déambulations, de rassemblements, de voyages, de rencontres... chaque semaine charrie son lot de surprises et de bonnes idées qui montrent que, loin d'être une campagne niche, Cuba suscite bien au-delà de nos rangs la sympathie et l'indignation face à l'attitude criminelle des États-Unis.

Et puis, il faut le dire, nous avons une « carte joker » dans cette campagne : c'est André Chassaigne. Cuba est une des grandes causes de sa vie. Son expérience politique lui permet d'obtenir régulièrement ce dont nous n'aurions pas osé rêver : négocier avec Air France la livraison de 25 m<sup>3</sup> de matériel médical en mars dernier, ou avec les collectivités de plusieurs départements et l'État français travailler d'arrache-pied à la mise en place d'une

coopération médicale avec Cuba et la venue de médecins cubains en France. Pour résumer, les deux vrais leviers de cette campagne c'est : l'unité et l'acharnement et ça tombe bien, nous n'en manquons pas, nous, les communistes !

© **Quelles sont les prochaines étapes de la campagne dans les semaines et mois à venir ?**

Au vu de l'urgence de la situation, nos priorités immédiates sont au nombre de quatre :

- poursuivre la pression institutionnelle. Nous avons demandé à être reçus par le ministre des Affaires étrangères ; dans le même temps, le groupe GDR à l'Assemblée déposera lors de sa niche parlementaire une résolution pour demander à la France de condamner le blocus énergétique et de s'inscrire dans le plan d'urgence humanitaire lancé par l'ONU ;
- au niveau de la coopération territoriale, nous devons multiplier les vœux dans les municipalités pour condamner le blocus, exiger que l'État réagisse mais aussi mettre en place des coopérations énergétiques pour la réélectrification des écoles cubaines. Je crois que cette campagne s'articule bien avec le travail de nos élus pour l'accès à l'éducation : permettre, en France comme à Cuba, aux enfants d'aller à l'école. Nous pouvons monter des projets communs avec l'UNESCO à ce sujet et essayer de développer des partenariats avec l'organisation

des énergéticiens sans frontières par exemple ;

- au niveau de la mobilisation politique, il faut donner une suite aux mobilisations des 11 et 12 avril derniers. Nous devons amplifier les relations avec nos partenaires européens pour permettre une riposte commune. Nous allons également travailler à de nouvelles journées d'action, peut-être sous forme de diffusions massives de tracts. Cuba sera au cœur de plusieurs fêtes de l'*Huma* régionales, et les initiatives politiques doivent se multiplier sur tout le territoire : des conférences et des formations à l'organisation de meetings pour briser le silence autour du blocus et exiger une réaction plus ferme de la France ;
- au niveau de la collecte matérielle, nous avons mis en place le site [uncontainerpourcuba.fr](http://uncontainerpourcuba.fr). Il y a quelques jours nous avons dépassé la barre des 100 000 euros de souscription ! Nous avons donc demandé à nos partenaires cubains d'identifier un hôpital ou un centre de santé qui pourrait bénéficier d'une partie de cette collecte pour acheter les panneaux solaires nécessaires à sa réélectrification. L'objectif est de rester dans le domaine de la santé. Nous travaillons également à l'envoi

« Avec la CGT du Val-de-Marne nous allons récupérer plus de 80 m<sup>3</sup> de mobilier d'un centre national de cancérologie, ce qui devrait nous permettre d'envoyer deux conteneurs à Santiago. »

## « Briser le silence autour du blocus et exiger une réaction plus ferme de la France. »

de conteneurs depuis Moulins, Épinal, Marseille, Toulouse, Nantes, Lille... Dans l'immédiat, nous allons récupérer plus de 80 m<sup>3</sup> de mobiliers d'un centre national de cancérologie avec la CGT du Val-de-Marne, ce qui devrait nous permettre d'envoyer deux conteneurs à Santiago.

À moyen terme, nous travaillons à une délégation pour le centenaire de Fidel Castro à La Havane, le 11 août prochain. Cuba aura toute sa place au congrès du PCF début juillet, avec un temps dédié pour informer les congressistes et adresser un message politique fort. Nous préparons un grand moment autour de Cuba à la Fête de l'*Humanité* en septembre, puis, à l'automne, une conférence au siège du PCF sur l'apport de Fidel Castro au marxisme et à la lutte anti-impérialiste.

À plus long terme, nous voulons faire de cette campagne un point d'appui durable pour nos luttes, en France comme à l'international. Cela passe par la reconstruction de pratiques militantes, mais aussi par des partenariats durables entre municipalités, fédérations du PCF et partenaires cubains. Nous voulons également contribuer à bâtir en France un front durable réunissant syndicats, associations, organisations professionnelles et forces politiques autour de la souveraineté des peuples face à l'impérialisme et à la guerre.

**© En quoi la campagne Cuba peut-elle être un point d'appui pour reconstruire une conscience de classe internationaliste aujourd'hui ? La bataille pour Cuba peut-elle rassembler plus largement contre l'impérialisme et la guerre ?**

Nous ne soutenons pas Cuba par charité, ni même uniquement parce qu'il s'agit d'un combat juste. Nous menons cette campagne car elle nous permet de répondre à plusieurs questions idéologiques, notamment sur l'internationalisme qui n'est pas un supplément d'âme ou un « devoir moral » lorsqu'on est communiste mais bien une des conditions matérielles de la lutte des classes au moins à trois niveaux.

Le premier est de contrer l'hégémonie capitaliste des États-Unis. Si nous ne freinons pas dès maintenant l'impérialisme étasunien, il sera encore plus difficile de le faire demain. La solidarité avec Cuba s'inscrit dans cette logique : ne pas laisser les autres subir ce qui pourrait demain nous être imposé. Car jusqu'où s'arrêtera le gouvernement

nationale. Depuis la révolution de 1959, et depuis l'affirmation du projet socialiste en 1961, l'île a joué un rôle majeur dans les luttes de libération nationale. Aujourd'hui, Cuba conserve toujours une forte portée symbolique dans les combats anti-impérialistes à travers le monde. Cette campagne peut donc poser les bases d'un rassemblement anti-impérialiste plus large et renforcer nos liens avec nos partenaires internationaux, notamment dans les pays du Sud.

Le troisième est la construction d'un projet de société alternative au capitalisme. Il ne s'agit donc pas d'« ériger Cuba en modèle » (aucun pays ne l'est) et les conditions historiques, politiques et culturelles de la révolution cubaine ne sont pas celles de la France. En revanche, cette campagne sur Cuba peut nourrir nos propres voies d'émancipation. Depuis 1959, la société cubaine constitue un laboratoire d'idées et d'expériences sur le rôle central de l'internationalisme dans la défense des intérêts nationaux et de la classe travailleuse.

## « Cuba n'est pas une question secondaire à l'échelle internationale. Depuis la révolution de 1959, et depuis l'affirmation du projet socialiste en 1961, l'île a joué un rôle majeur dans les luttes de libération nationale. »

de Washington ? Après le Groenland, pourquoi pas la Guyane française ou les territoires français des Caraïbes ? La doctrine Monroe, remise en avant par Donald Trump et son corollaire « Donroe », repose sur l'idée simple de faire de l'Amérique latine la zone d'influence exclusive de l'Oncle Sam. Le deuxième est de construire un rapport de force. Cuba n'est pas une question secondaire à l'échelle inter-

Cette campagne peut jouer un rôle décisif, non seulement pour notre parti, mais aussi dans la reconstruction d'une conscience de classe en France et d'un nouveau rapport de force à l'échelle internationale. S'il est une chose que Cuba nous a apprise, c'est la résistance. À nous de montrer aujourd'hui que les Cubains ne sont pas seuls à résister. ●

# FACE À L'IMPÉRIALISME

## Déclin impérial et montée des périls

PAR **CONSTANTIN LOPEZ\***

L'année 2026 aura été l'occasion pour de nombreux observateurs des relations internationales de redécouvrir naïvement une réalité qui, pour n'avoir pas cessé d'exister depuis la fin de la guerre froide, était pourtant restée dissimulée derrière des artifices rhétoriques d'inspiration libérale-humaniste : l'impérialisme étasunien.

**L**e président Trump, entraîné dans une frénésie d'agressions militaires (contre l'Iran, le Venezuela...) ; apportant son soutien au génocide en cours à Gaza (qu'il a même proposé de reconvertir en « Riviera » moyen-orientale une fois débarrassé de sa population) ; menaçant tous azimuts – Cuba, la Chine, la Russie, y compris ses propres alliés européens – assume désormais d'être à la tête d'un empire dont la domination repose sur la force brute et dont la vocation est de piller les richesses des autres pays et de les plier à ses in-

térêts de gré ou de force. Par son arrogance brutale et stupide, Trump a rappelé au monde entier que le rôle des États-Unis ne se limitait pas à celui d'un gendarme bienveillant garant de l'ordre mondial, mais qu'il s'agissait bien d'une puissance coercitive jouant ses propres intérêts contre ceux des autres pays, contribuant du reste à saper son acceptabilité et sa dimension hégémonique.

### UN IMPÉRIALISME QUI NE DATE PAS D'AUJOURD'HUI

Il va pourtant de soi que cet impérialisme ne date pas de cette année. Forts de leur statut hégémonique, les États-Unis ont constitué progressivement un arsenal de moyens coercitifs de nature militaire, politique, juridique et économique. Parmi ces moyens, l'outil guerrier occupe une place prépondérante : premier budget militaire mondial de très loin avec 37% des dépenses militaires mondiales en 2024 (seulement 12% pour la Chine, qui arrive deuxième) et environ huit cents bases militaires réparties sur l'ensemble de la planète. Il faut ajouter à cela la « communauté

---

« Dans cette course folle, les États-Unis sont de plus en plus tentés de rejeter en bloc les cadres légaux et multilatéraux de la diplomatie traditionnelle, accélérant le délitement de l'ordre international. »

---



du renseignement des États-Unis » (huit cent mille employés et 72 milliards de dollars de budget en 2025) à laquelle appartient la célèbre CIA, dont un document fourni par Edward Snowden estimait le budget à 15,3 milliards de dollars en 2012. Forts de leur contrôle de la monnaie mondiale, le dollar, les États-Unis ont mis en place des outils illégaux (lois extraterritoriales contraires au droit international) leur permettant de punir quiconque réaliserait des transactions en dollars avec leurs adversaires placés sous sanctions, entravant la capacité de ces derniers à commercer et à se développer. À cela, s'ajoute la capacité qu'ont les États-Unis – particulièrement notable dans le cas des petits pays d'Amérique et des Caraïbes – de conditionner l'accès à leur vaste marché intérieur à des concessions économiques, politiques ou diplomatiques.

### UN BILAN DÉSASTREUX

Indépendamment des gesticulations hystériques de Trump, le bilan d'un tel système est absolument désastreux. D'après le « Cost of War Project » de l'Université Brown (États-Unis), depuis 2001, les interventions militaires des États-Unis auraient provoqué 4,5 millions de morts. En 2025, une étude du Lancet (« Effets des sanctions internationales sur la mortalité par âge : une analyse de données de panel transnationales ») estimait le nombre de morts attribuables aux sanctions

internationales à plus de vingt-huit millions depuis cinquante ans, dont 51% d'enfants de moins de 5 ans. Plus largement, l'interventionnisme agressif des États-Unis exerce un effet profondément déstabilisateur sur les sociétés, les économies et les institutions des pays sur lesquels ce dernier se déchaîne : comment consolider des modèles politiques et économiques progressistes dans un tel contexte ?

Pour autant, la militarisation des relations internationales ne semble apporter aucune réponse viable aux problèmes que cette politique cherche à résoudre. Car, si la période actuelle semble être marquée par l'accélération du déclin de l'hégémonie étasunienne, ce déclin n'est pas en premier lieu de nature militaire ou diplomatique. Son origine est davantage à rechercher dans l'économie. Face à la montée en puissance de concurrents tels que la Chine, les États-Unis désindustrialisés tentent de réaffirmer leur domination par la coercition militaire et par le pillage, mais échouent à reconstruire une base productive permettant de pérenniser cette domination. La recrudescence des guerres d'agression a dès lors tout de la fuite en avant désespérée : chaque nouvelle attaque génère des réactions chez les pays visés, les poussant à se coaliser entre eux et à construire des institutions alternatives à celles placées sous le contrôle des États-Unis. Un autre effet pervers est de stimuler la montée de ►►

► nationalismes et de vellétés impérialistes « alternatives » (potentiellement dangereuses quoique relativement dominées pour l'instant), telles qu'on peut les observer dans le cas de la Russie. Même les « alliés » ne sont pas à l'abri : Trump a de nombreuses fois défié les Européens et se propose de leur tailler des croupières dans leurs zones d'influence, voire sur des territoires faisant partie de leur espace souverain (le Groenland...). Dans cette course folle, les États-Unis sont de plus en plus tentés de rejeter en bloc les cadres légaux et multilatéraux de la diplomatie traditionnelle, accélérant le délitement de l'ordre international. La perspective d'une conflagration mondiale semble ainsi se rapprocher dangereusement.

### RÉAFFIRMER LES VOIES DE LA PAIX

Face à un tel péril, il est urgent de réaffirmer les voies de la paix. Les communistes proposent des solutions devant être déclinées à plusieurs niveaux, qui seront développées dans les articles de ce dossier.

Au niveau international, il convient tout d'abord de construire un multilatéralisme renforcé et renouvelé. Cela passera par une réforme de l'ONU tenant compte de l'évolution des rapports de force au niveau mondial, et notamment des aspirations des pays du Sud global. La primauté du droit international doit également être réaffirmée. Il s'agit aussi de promouvoir un désarmement complet, multilatéral et négocié. Au niveau monétaire, la dédollarisation est un enjeu absolument central. Il ne convient pas de remplacer le dollar par une autre monnaie nationale telle que le renminbi (monnaie nationale officielle de la République populaire de Chine), mais de développer une monnaie internationale pour le commerce mondial, en donnant par exemple une nouvelle impulsion aux droits de tirage spéciaux du FMI. En Europe plus particulièrement, la question d'un « Helsinki 2 » émerge avec acuité. Il s'agit de quitter avec l'OTAN et de travailler à des accords de paix sans exclusive, incluant la Russie.

En France, il faut rompre avec la politique actuelle de vassalisation à l'OTAN et aux États-Unis, d'abandonner les vellétés sous-impérialistes de la Françafrique – en voie accélérée de délitement malgré le maintien de leviers tels que le franc CFA – et de créer une rupture de politique intérieure dans une direction sociale et démocratique. Cela suppose d'en finir avec la politique de la « technocratie libérale d'État structurellement

liée à la finance internationale » (voir article de Vincent Boulet dans le dossier) tenant actuellement les commandes de la politique internationale. Pour cela, la France conserve des leviers d'autonomie (économie dotée de nombreux points forts, services publics, Sécurité sociale, vaste extension géographique et rôle de la francophonie). Des urgences diplomatiques devront aussi être traitées, parmi lesquelles la mise en place d'un processus de paix en Ukraine, la création effective d'un État palestinien, l'application du droit international en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, l'inscription des Antilles et de la Guyane dans des coopérations régionales, etc. La question de la politique de défense ne saurait non plus être éludée. La question se pose notamment du bilan de l'armée de métier près de trente ans après la suppression du service militaire par Jacques Chirac, ou encore de la façon de construire une défense nationale indépendante.

---

« Dans les pays soumis à des agressions extérieures, l'enjeu est d'unifier et d'organiser les mouvements sur une base de classe pour éviter leur captation par des forces mieux organisées, comme à l'issue des printemps arabes. »

---

Pour finir, il convient de soutenir et d'impulser des actions de solidarité internationale et de défense de la paix. Dans les pays soumis à des agressions extérieures, l'enjeu est d'unifier et d'organiser les mouvements sur une base de classe pour éviter leur captation par des forces mieux organisées, comme cela est survenu à de nombreuses reprises, à l'issue des printemps arabes, par exemple. Localement, nous devons soutenir les initiatives permettant d'avancer dans la bonne direction. La campagne de solidarité menée par le PCF en faveur de Cuba est une de ces actions militantes que nous pouvons consolider dès à présent (lire l'article d'André Chassaigne dans ce dossier). ■

■ **Constantin Lopez** est membre du comité de rédaction de *Cause commune*. Il a coordonné ce dossier.

# Construire une politique indépendante de la France pour l'application du droit international

La France a les moyens objectifs de mener une politique indépendante, non soumise aux États-Unis et à l'OTAN, à la hauteur des attentes et de son histoire révolutionnaire.

PAR **VINCENT BOULET\***

## DES ATTENTES SE HEURTANT À DES CONTRADICTIONS

De Cuba à la Palestine, de l'Irlande à la Côte d'Ivoire, le rôle de la France suscite beaucoup d'attentes et d'exigences. L'alignement de la politique de ses classes dirigeantes sur les intérêts des États-Unis et les ultimes feux de son propre impérialisme suscitent d'autant plus d'incompréhension voire de colère.

Prenons quelques exemples : à Cuba, les discours tenus par la France et son action sur la dette cubaine dans le cadre du club de Paris sont accueillis positivement et la diplomatie française y est perçue comme moins alignée sur les États-Unis que celle de la grande majorité des autres gouvernements européens ; mais aucune action concrète n'est menée pour faire pression sur les États-Unis pour la levée du blocus criminel qui étouffe l'île.

En Palestine, le souvenir de l'action de la France dans les années 1990 est toujours vivace ; toutefois, il a fallu attendre trente-sept ans après la proclamation de l'État de Palestine par l'OLP pour que la France le reconnaisse ; or les orientations de la conférence franco-saoudienne de juillet 2025 à New York pour la paix, qui sur le papier prennent le contre-pied du « plan Trump », ne sont pas mises en œuvre.

En Irlande, le mouvement républicain se réfère à la révolution française et, après le Brexit, la France se trouve être géographiquement le pays membre de l'UE le plus proche ; mais cette dernière préfère construire un rapprochement militaire

et nucléaire avec les Britanniques et ne fait rien pour faire appliquer pleinement les accords de paix de 1998 qui prévoient de résoudre la question irlandaise par l'autodétermination.

En Côte d'Ivoire, comme dans d'autres pays africains, la colère contre la politique française ne pardonne pas, à juste titre, les différentes interventions néocoloniales de Paris dans les affaires intérieures du pays jusqu'à soutenir le régime décrépit d'Alassane Ouattara, fidèle relais des intérêts français et des institutions financières internationales.

Partout émerge la même question : comment faire pour changer ?

## UNE FIN DE CYCLE POUR LES CLASSES DIRIGEANTES FRANÇAISES

Le premier levier pour agir est l'actuelle fin de cycle dans laquelle se démènent les classes dirigeantes françaises, et les contradictions qu'ouvre cette situation. Les deux principales caractéristiques de la politique internationale de la France établie par le ►►

« La construction capitaliste de l'UE est en train de se fragmenter, tant les divergences sont grandes entre les intérêts des différentes classes dirigeantes nationales »

► gaullisme sont remises en cause et se trouvent dans une impasse.

La première caractéristique était de maintenir une certaine autonomie, relative mais réelle, vis-à-vis de l'impérialisme étasunien. Or les classes dirigeantes françaises mènent dans l'ensemble, depuis au moins deux décennies, une politique de vassalisation envers les États-Unis et l'OTAN. Le retour dans le commandement intégré de l'OTAN, décidé en 2007 par Nicolas Sarkozy est un élément majeur de cet alignement. La collaboration avec les diktats de Trump, en coordination avec l'Union européenne, en est un autre : que ce soit l'augmentation des dépenses militaires à 5 % du PIB, ou l'acceptation des droits de douane de Trump comme élément de la guerre commerciale que livre Washington dans le cadre de la recomposition actuelle de l'impérialisme étasunien. Le démantèlement de la spécificité et de l'expertise du corps diplomatique par Macron s'inscrit également dans cette logique. Cet alignement renforcé n'est pas le fruit du hasard. Il renvoie à la base de classe du pouvoir actuel, à savoir une technocratie libérale d'État structurellement liée à la finance internationale.

La seconde caractéristique est de ménager à l'impérialisme français un espace de domination propre en Afrique. Ce dernier est aujourd'hui largement en lambeaux. L'exigence des peuples africains à réaliser une « seconde indépendance » a conduit en quelques années à un basculement majeur sur le continent. Les bases militaires permanentes françaises sont fermées, à l'exception de celle de Djibouti. Mais l'impérialisme français est en train de se recomposer dans la région : l'arme toujours pesante du franc CFA et la recherche de nouveaux relais, que ce soit avec le Maroc, le Nigeria ou le Kenya.

Ces deux points de basculement créent aussi des contradictions au sein même des classes dirigeantes, entre capital national et capital international, alors que la France est commercialement moins dépendante des États-Unis que d'autres pays européens.

#### **DES LEVIERS OBJECTIFS POUR UNE ACTION INDÉPENDANTE**

La France a les moyens objectifs de mener une politique indépendante, non soumise aux États-Unis et à l'OTAN. Elle est membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, ce qui serait un levier pour réformer l'institution et agir en sou-

tien au multilatéralisme dans les relations internationales. Malgré un affaiblissement du fait des politiques libérales et de libre-échange que les classes dirigeantes françaises et européennes ont menées pour s'aligner sur les règles de la mondialisation capitaliste, il existe encore un système productif, agricole, éducatif de premier ordre. En dépit des attaques constantes et brutales qu'il subit, le système de Sécurité sociale demeure envié. La France peut faire preuve d'une liberté de décision concernant son organisation sociale et économique, et être souveraine en matière de politique étrangère et de défense.

Géographiquement, elle a des frontières avec trente-cinq pays en incluant les frontières maritimes. Elle a donc la possibilité objective d'assurer une politique étrangère à 360 degrés. Le basculement du monde, en cours depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, marqué par la remise en cause dans le Sud global du consensus de Washington et par l'émergence d'aspirations nouvelles à une politique internationale multilatérale et au respect de choix souverains devrait être une opportunité pour rompre avec une politique de bloc, occidental en l'occurrence.

---

« Le démantèlement de la spécificité et de l'expertise du corps diplomatique par Macron renvoie à la base de classe du pouvoir actuel, à savoir une technocratie libérale d'État structurellement liée à la finance internationale. »

---

Enfin, la francophonie, dont le fonctionnement doit être refondé, est également un atout. Le français n'est pas uniquement la langue de la France mais de l'ensemble des communautés qui l'utilisent. Quatre-vingt-cinq États s'y reconnaissent, regroupant trois cent vingt millions de locuteurs, ce qui en fait la cinquième langue parlée au monde. L'écrasante majorité de ces locuteurs se trouvent dans le Sud global. La francophonie est donc un outil qui peut permettre à notre pays de mener une politique de coopération indépendan-

te du bloc euroatlantique en faveur d'une autre voie de développement, indépendante des États-Unis et de ses vassaux. C'est également une base de coopération culturelle et industrielle pour des échanges mutuellement avantageux.

### RENOUER AVEC L'HÉRITAGE RÉVOLUTIONNAIRE ET LE DÉFENDRE

Notre conception d'une nation ouverte, fraternelle et solidaire, est le fondement de la République portant une politique de paix. Dans son discours à l'Assemblée nationale sur le droit de paix et de guerre (mai 1790, Robespierre) appelait la France « à renoncer à tout esprit de conquête et d'ambition ». L'esprit de la défense nationale repose sur sa concomitance avec la nécessaire politique de paix et la primauté de l'outil diplomatique et de l'application du droit international pour parvenir à la résolution des causes des conflits.

Cette idée révolutionnaire de la nation est développée par Jean Jaurès dans *L'Armée nouvelle* 1911. Elle élabore une dynamique dialectique entre les choix souverains de la république sociale et de la nation d'une part et l'internationalisme d'autre part. Le fondateur de *L'Humanité* appelait à arracher la patrie « aux classes et aux castes pour en faire vraiment, par la souveraineté du travail, la chose de tous ». C'est ainsi, complétait-il, qu'émerge une « patrie humaine, à la patrie universelle du travail affranchi et des nations réconciliées ». « L'action révolutionnaire, internationale, universelle, portera nécessairement la marque de toutes les réalités nationales. Elle aura à combattre dans chaque pays. » Le PCF est l'héritier de ce courant révolutionnaire.

### DES RUPTURES NÉCESSAIRES

Trois ruptures sont nécessaires pour mener une politique de paix :

- Une rupture avec l'OTAN. L'Alliance atlantique n'est pas autre chose que le bras armé des États-Unis, non pour assurer une quelconque « sécurité » mais pour maintenir le contrôle sur ses membres. La partie des classes dirigeantes qui spéculent sur un « pilier européen » de l'OTAN se livre à une tromperie. La conquête d'une politique indépendante nécessite la sortie immédiate du commandement intégré de l'OTAN (ce fut le cas de 1966 à 2007), comme première étape pour la dissolution de l'OTAN. Cela se pose avec d'autant plus d'acuité que les États-Unis sont aujourd'hui une menace directe même contre

des États européens membres de l'Alliance, à l'image du Danemark ou de l'Espagne.

- Une rupture envers les politiques de l'Union européenne. La construction capitaliste de l'UE, conçue depuis ses « pères fondateurs » et aggravée par les traités européens successifs depuis l'Acte unique de 1986, entraîne les peuples dans l'austérité, la militarisation de l'économie et la marche à la guerre. Mais elle est également en train de se fragmenter, tant les divergences sont grandes entre les intérêts des différentes classes dirigeantes nationales.

---

« Parler d'une République sociale et démocratique menant une politique indépendante n'est pas un retour vers un passé fantasmé mais une dynamique pour l'avenir. »

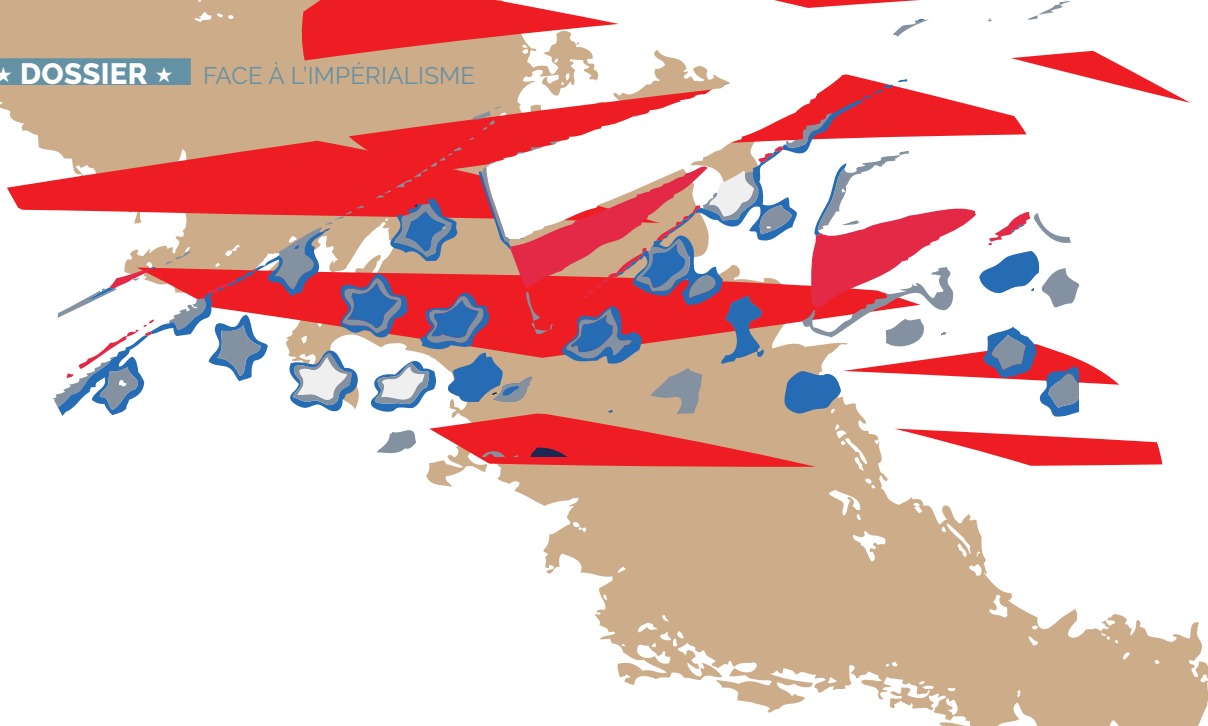
---

- Une rupture politique pour de profondes transformations sociales et démocratiques du pays. La république de Robespierre et celle de Jaurès ont toujours été des exigences et des motifs de luttes. Parler d'une république sociale et démocratique menant une politique indépendante n'est pas un retour vers un passé fantasmé mais une dynamique pour l'avenir. C'est la question centrale du combat politique d'aujourd'hui, contre l'extrême droite qui avance ses pions pour la « préférence nationale », c'est-à-dire la refondation du pays sur des bases racistes, discriminatoires et ethniques, alors qu'une partie de la gauche a renoncé à cette bataille.

### UNE DIPLOMATIE À 360 DEGRÉS

Ces ruptures sont un moyen pour mener une politique indépendante pour la paix, l'application du droit international et la construction de coopérations nouvelles. Mener une diplomatie à 360 degrés signifie ne pas s'enfermer dans une politique de blocs. Prenons quelques exemples :

- Une démarche pour une solution politique du conflit meurtrier en Ukraine. Emmanuel Macron a lancé une « coalition des volontaires » pour la guerre. La France peut au contraire construire une « coalition des volontaires » pour la paix. Cette guerre, qui a fait plus d'un million de victimes, n'a pas d'issue militaire. Seule une ►►



►► solution négociée sur la base de l'indépendance et de la neutralité de l'Ukraine, avec consultation des populations concernées, mettra fin au conflit en établissant une paix durable. C'est également le moyen pour mettre en chantier la construction d'un espace de sécurité collective en Europe, dans l'esprit de la conférence d'Helsinki (1975).

« La France peut créer une coalition d'États qui prennent des sanctions politiques, économiques et militaires contre l'État d'Israël tant que ce dernier n'applique pas le droit international. »

- La mise en place effective de l'État de Palestine sur la base des frontières de 1967, après la reconnaissance diplomatique. La France n'a pris aucune initiative à la suite de la conférence de New York de juillet 2025 qui, à l'inverse du « plan Trump », propose une solution politique sur la base du droit international. Il y a urgence ! Chaque jour, l'armée et les colons israéliens commettent des exactions et se livrent à une politique d'épuration ethnique en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Rien n'est réglé à Gaza. La

France peut également créer une coalition d'États qui prend des sanctions politiques, économiques et militaires contre l'État d'Israël tant que ce dernier n'applique pas le droit international. Elle peut agir, en soutenant la demande du gouvernement espagnol, pour que l'UE suspende l'accord d'association avec l'État d'Israël. Elle doit faire appliquer les mandats d'arrêt de la CPI contre Netanyahu et ses ministres.

- L'application du droit international pour le peuple sahraoui. Le changement de politique en 2024, qui reconnaît la « souveraineté marocaine » sur le Sahara occidental, est une honte car il ne respecte même pas les décisions de la Cour de Justice de l'UE.
- La refondation des relations avec l'Afrique par la dissolution de la zone CFA/Eco et la renégociation des accords inégaux de défense, afin d'établir des relations d'égal à égal, dans le respect mutuel, entre la France et les pays du continent africain.
- Une action pour l'application du droit international en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, que l'ONU place sur la liste des territoires sous tutelle, et l'encouragement aux territoires des Antilles et de Guyane à s'inscrire dans des mécanismes de coopération régionale.
- L'utilisation du siège de membre permanent du Conseil de sécurité pour défendre la nécessaire réforme de l'ONU afin de modifier son fonctionnement à l'image des évolutions du monde. Pour être à la hauteur de la gravité de la situa-

tion, alors qu'une partie des classes dirigeantes internationales, les États-Unis en tête, ne veulent plus simplement agir en dehors des cadres de l'ONU mais les détruire, il faut renouer avec l'esprit d'origine de l'ONU comme cadre intergouvernemental. Cela nécessite de travailler à une seconde conférence de San Francisco pour refonder l'ONU et la remettre au cœur des évolutions internationales.

- L'écoute des exigences des peuples du Sud global, pour le multilatéralisme, pour le respect des choix souverains et la remise en cause de l'hégémonie des institutions de Bretton Woods. Notamment, la question d'une monnaie commune mondiale, à l'heure de la guerre commerciale et industrielle menée par les États-Unis qui utilisent l'arme du dollar, est plus cruciale que jamais.
- Une action pour le désarmement global, multilatéral et négocié, pour signer le traité TIAN d'interdiction des armes nucléaires, pour relancer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), est fortement nécessaire pour aller à l'encontre des processus de surarmement et de mise à bas des traités de désarmement col-

« Mener une diplomatie à 360 degrés signifie ne pas s'enfermer dans une politique de blocs »

lectif ou de contrôle de l'armement. Défendre ces orientations est tout à fait possible. Le basculement du monde et l'émergence du « Sud global », avec ses contradictions, sont des leviers pour mener une politique en application du droit international. La France serait ainsi à la hauteur des attentes qu'elle suscite et de son histoire révolutionnaire. Elle agirait en application de la dialectique jauresienne : une politique d'indépendance souveraine pour construire des coopérations, nécessaires, pour résoudre les causes des crises internationales, en faveur des intérêts communs des peuples. ■

\***Vincent Boulet** est responsable du secteur International du PCF.

## 1997, la fin du service national et l'imposture de l'armée de métier

La restructuration des industries d'armement, sources d'énormes profits, de même que l'état de l'armée de métier interrogent sur le choix fait en 1997.

PAR **JEAN-CHARLES SCHMIDT\***

**E**n 1997, la bourgeoisie française se trouve face à un dilemme : réformer le service national pour répondre aux aspirations de la jeunesse, ou l'abandonner au profit d'une armée de métier. Une décision d'autant plus délicate que les sondages confidentiels commandés par Charles Millon, alors ministre de la Défense, révèlent un attachement profond au service universel (65 %, toutes générations confondues). Pire : de plus en plus de jeunes posent la question de l'engagement des femmes dans la défense du pays.

### LE SERVICE NATIONAL, UNE FORME DE RECONNAISSANCE CIVIQUE

Dans le même temps, la Commission armées-jeunesse accomplit un travail considérable sur les réformes du service et l'efficacité des appelés en unité. À l'époque, ce service dure dix mois d'un seul tenant. Les sursis permettent de partir à 18 ou 23 ans – sauf pour les médecins, versés d'autorité au service de santé en fin d'études. D'ailleurs, c'est le passage à dix mois et la liberté de choisir sa date d'incorporation après les études (souvent le contingent d'octobre pour profiter des ►►

►► vacances) qui désorganisent les régiments : un surplus d'effectifs pour lesquels l'armée n'a aucun emploi sérieux.

Contrairement à la jeunesse des « beaux quartiers » – qui considère cette parenthèse comme guère plus qu'une perturbation sur la voie d'une future carrière –, les jeunes d'Aubervilliers ou des quartiers nord voient dans le passage sous les dra-

« La mixité sociale et territoriale permise par l'affectation nationale, mêlait des jeunes de tout l'hexagone qui au contact les uns des autres, faisaient Nation. »

peaux une forme de reconnaissance civique.

Dans les années 1990 fleurissent les contre-vérités de toutes sortes, notamment dans l'affaire des exemptions. Alors que des chiffres farfelus mais largement diffusés alimentent tous les fantasmes, le nombre total des exemptions dépasse à peine celui de 14-18. Autre donnée parlante : 40 % des jeunes engagés professionnels le deviennent à l'issue de leur service, gage de qualité et de motivation. De plus, une part très importante des futurs chauffeurs routiers passent leurs permis VL et PL à l'armée. On comprend, dans ces conditions, le cri d'alarme de l'Union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA) à l'annonce de la suppression du service militaire – une profession toujours en tension aujourd'hui. Ajoutons à cela, les cours d'alphabétisation du contingent, délivrés par de jeunes appelés issus de l'enseignement supérieur, qui découvrent alors une réalité que beaucoup ignoraient : 10 % d'analphabétisme et d'illettrisme. On ne s'étendra pas ici sur la mixité sociale et territoriale permise par l'affectation nationale, mêlant des jeunes de tout l'Hexagone qui au contact les uns des autres, faisaient nation. Il conviendrait aussi de souligner l'importance pour les titulaires d'un CAP de bouche, du bâtiment ou de mécanique, d'un premier emploi opérationnel avec des tuteurs, opportunité offerte par le service militaire. Les jeunes gens les plus motivés avaient également la possibilité de prolonger leur expérience sous les drapeaux en signant un

engagement de volontaire en service long (seize ou vingt-quatre mois). L'armée française était forte de 500 000 hommes. La ressource composée des hommes de 18 à 35 ans représentait 5 millions d'hommes ayant effectué un service national. Même si, pour les quelques malchanceux assignés à défendre héroïquement une photocopieuse à la Cité de l'air, place Balard, l'expérience pouvait paraître moins enrichissante.

### LA PRÉSENCE DES IDÉES LES PLUS RÉACTIONNAIRES DANS L'ARMÉE

Certes, il n'en reste pas moins que beaucoup de jeunes, de plus en plus politisés après mai 68, supportaient de moins en moins la glorification de l'Armée d'Afrique. Et la présence des idées les plus réactionnaires dans les rangs. On trouvait ainsi dans les carnets de chant, *Les Lansquenets* ou *Véronika* – des chants des Waffen SS francisés pour l'occasion. Je ne m'étendrai pas sur la glorification des parachutistes du colonel Bigeard, les « paras » de la guerre d'Algérie, qui perdure longtemps dans les rangs des troupes aéroportées. Mais qui peut affirmer aujourd'hui que ces tendances n'ont pas prospéré davantage avec la professionnalisation. Enfin, il ne faut pas oublier les interdits politiques que connurent certains progressistes qui aspiraient à accéder aux responsabilités d'encadrement.

Il ne s'agit pas d'idéaliser le système. Mais toutes les études réalisées à l'époque, notamment par le Bureau du service national, montrent que les unités opérationnelles – chasseurs alpins, parachutistes, infanterie de marine – étaient plébiscitées par les jeunes.

### UNE ARMÉE DE MÉTIER, COÛTS ET PROBLÈMES SOCIAUX

Alors que tous les spécialistes confirment qu'une armée de métier coûte beaucoup plus cher pour un format plus petit et une ressource qualitativement plus faible, Jacques Chirac et ses godillots annoncent que cela ne coûtera pas un centime de plus. Mensonge. On s'aperçoit rapidement que les casernements ne sont pas adaptés à des militaires qui vont y vivre au moins cinq ans, souvent dans des locaux vétustes, voire insalubres. Et que l'armée de métier pose de nouveaux problèmes sociaux.

Chirac refuse de moderniser l'armée pour offrir le meilleur projet aux citoyens appelés à servir. Le choix du tout nucléaire plombe le renouvellement des matériels, provoquant une paupérisation des armées. Côté budget, le titre 5 « Investissements »

est siphonné au profit du titre 3 « Pensions et soldes », occasionnant des retards sans précédent dans la livraison des équipements. Conséquence directe : les effectifs de la réserve de notre armée s'effondrent – à peine 20 000 hommes.

Mais pourquoi refuser à tout prix la seule alternative crédible à un modèle en tous points insuffisant ? La réponse, je la tiens d'un officier supérieur à qui je posais la question : « Au moins, avec une armée de métier, on ne sera pas emmerdé par le Parlement pour intervenir. » Il faisait allusion à la guerre du Golfe, où François Mitterrand avait reculé devant la levée de boucliers contre l'envoi des appelés.

La gauche plurielle – une fois arrivée au pouvoir – offre-t-elle un moment de respiration ? Non. Après une entrevue entre Lionel Jospin et Robert Hue, alors secrétaire général du PCF, ce dernier déclare qu'il y aura assez de conflits en l'état pour ne pas en rajouter un autre. Il est vrai que, jusque-là, les socialistes, qui n'ont plus rien à voir avec ceux de l'« Armée nouvelle » de Jean Jaurès, étaient très partagés sur la question.

À partir de ce moment, nous assistons à la même logique implacable, renouvelée par les gouvernements successifs, jusqu'à nos jours.

### L'ARMEMENT, UNE SOURCE DE PROFIT

L'armement reste une source de profit majeure pour quelques grands groupes multinationaux à base française (Thales, Dassault, Airbus). La MAS (l'atelier de munition du Mans) est liquidée, l'arsenal de Tarbes de même, la manufacture de Tulle mise en sommeil. Les arsenaux de Roanne et Bourges, privatisés, deviennent Nexter, absorbé par un montage franco-allemand (KNDS France – char Leclerc, Cae-sar). Renault Défense passe sous le contrôle du groupe franco-belge John Cockerill (VCI, Scorpio...). La SNPE (Société nationale des poudres et explosifs) de Bergerac est relancée début 2024 seulement, le pouvoir s'inquiétant – vingt ans après – des alertes formulées par le syndicat CGT de l'entreprise, dénonçant une perte de souveraineté industrielle.

Nombre d'entreprises prospèrent grâce à l'optimisation fiscale, avec des sièges fiscaux à Amsterdam, dans les îles Anglo-Normandes, à Zurich, Genève ou au Luxembourg. Il convient d'ajouter à cela les entreprises-vautours qui mènent de véritables raids sur nos industries essentielles, avec prime de l'État et complicité. Europlasma est un spécialiste en la matière, ayant racheté récemment les Forges

« Des entreprises-vautours mènent de véritables raids sur nos industries essentielles, avec prime de l'État et complicité. Europlasma est un spécialiste en la matière, ayant racheté récemment les Forges de Tarbes, Valdunes, les Fonderies de Bretagne. »

de Tarbes, Valdunes, les Fonderies de Bretagne, puis, après avoir relancé la machine, envisage à présent de revendre avec bénéfices. Elle n'est pas belle, la vie ? S'ajoute à cela le nombre incalculable de PME stratégiques vendues ces dernières années à des capitaux américains – comme LMB, mais aussi Alstom Turbines et General Electrics, revendues quatre fois le prix à EDF. Enfin, n'oublions pas Atos, et Mistral AI : faute d'investisseurs français, les Américains ont pris une participation, la société cherchant un siège à... Lausanne. Côté recrutement, l'armée a des difficultés profondes – qualitatives et quantitatives. Le *turn-over* est très important, et les départs avant la fin de contrat souvent passés sous silence.

Que faire ? Se rappeler cette phrase de Jean Jaurès : « La défense est l'affaire de tous les citoyens. » C'est pourquoi le Parti communiste français, refusant à la fois le pacifisme bêlant et le militarisme chauvin, peut considérer que son refus d'abandonner le service national était une position juste et de classe, nécessaire pour reconstruire un projet novateur. Celui de reprendre les orientations du programme du CNR, appliqué notamment par le ministre Charles Tillon : une forte industrie nationale, avec Airbus dans la filière aérospatiale, le motoriste SNECMA, des arsenaux suffisants et des entreprises intermédiaires adossées à un pôle public de défense, sous le contrôle stratégique du Parlement et bénéficiant du soutien de l'État. Il s'agit de lier ce combat à une rupture claire : rompre avec l'OTAN pour assurer un nouveau cadre de sécurité collective des peuples et des nations. ■

**Jean-Charles Schmidt** est responsable de la commission Défense du PCF.

Pour échanger avec la commission : [com.def@pcf.fr](mailto:com.def@pcf.fr)

# Nous sommes à l'âge de l'hyperimpérialisme

La phase contemporaine du capitalisme mondial révèle une profonde contradiction structurelle : un système qui tirait autrefois sa légitimité du dynamisme productif se maintient désormais par la coercition, l'extraction financière et la pression militaire.

PAR VIJAY PRASHAD\*

Cette transition – que l'on pourrait appeler *hyperimpérialisme* – ne représente pas une rupture soudaine, mais plutôt le point culminant d'un long processus historique au cours duquel les fondements matériels de l'hégémonie se sont érodés, tandis que ses superstructures institutionnelles et coercitives se sont intensifiées. Le résultat est un ordre mondial de plus en plus défini non par le consentement ou la promesse de développement, mais par la contrainte, la fragmentation et la crise.

## L'ÉVOLUTION DE L'HÉGÉMONIE DU DOLLAR

Au cœur de cette transformation se trouve l'évolution de l'hégémonie du dollar. Le rôle mondial du dollar américain n'a jamais été simplement une question de conception institutionnelle ; il reposait sur la position dominante des États-Unis dans la production mondiale au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Alors que cette suprématie productive déclinait – un déclin accéléré par le virage stratégique vers la financiarisation et l'importation de capitaux à la fin du XX<sup>e</sup> siècle –, le système du dollar ne s'est pas

effondré. Au contraire, il s'est adapté en renforçant ses mécanismes d'extraction : sanctions, discipline de la dette et contrôle des liquidités mondiales. Il en résulte une dynamique paradoxale où les outils mêmes utilisés pour préserver la domination engendrent les conditions de son érosion. Alors que les sanctions prolifèrent et que la coercition financière s'intensifie, les États et les régions sont poussés à construire des infrastructures alternatives – systèmes de paiement, accords commerciaux et stratégies de réserves – qui sapent progressivement la centralité même du dollar.

Cette contradiction n'est pas confinée à l'architecture financière, elle imprègne le tissu social de l'ordre mondial. L'extraction impériale n'est pas un processus macroéconomique abstrait : elle se répercute directement sur le quotidien des populations actives, particulièrement dans les pays du Sud global. Le service de la dette, la dévaluation monétaire et les politiques d'austérité se traduisent par un sous-financement des soins de santé, une précarité de l'emploi et une expansion du travail reproductif non rémunéré. Ce fardeau retombe de manière disproportionnée sur les femmes, dont le travail assure la reproduction sociale dans des conditions de plus en plus tendues. La « journée de travail composée » – combinaison de travail salarié et non salarié – s'étend, fragmentant l'organisation collective et créant un terreau fertile pour les politiques réactionnaires.

## LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

De fait, la montée d'une extrême droite particulière dans de nombreuses régions ne peut se comprendre sans tenir compte de ces conditions matérielles.

---

« Une extrême droite d'un type spécial s'engouffre dans le vide créé, proposant des récits trompeurs traduisant la précarité économique dans les termes d'un antagonisme culturel ou racial. »

---

Comme les formes traditionnelles d'organisation de la classe ouvrière se sont affaiblies, et comme les institutions de la démocratie sociale ont administré l'austérité au lieu d'y résister, de larges segments de la population font l'expérience de la dépossession sans représentation politique. Une extrême droite d'un type spécial s'engouffre dans ce vide, proposant des récits trompeurs traduisant la précarité économique dans les termes d'un antagonisme culturel ou racial. Il ne s'agit pas essentiellement d'un glissement idéologique, mais du produit structurel d'un système incapable de réconcilier accumulation et stabilité sociale.

### **LE RECOURS ACCRU À LA FORCE MILITAIRE**

Parallèlement à cette crise sociale, on assiste à une escalade de l'instabilité géopolitique et militaire. L'érosion des mécanismes de contrôle des armements, l'émergence d'une configuration nucléaire multipolaire et le recours accru à la force militaire reflètent un système au sein duquel le déclin de la domination économique est compensé par des moyens coercitifs. Le risque n'est pas seulement celui d'un conflit régional, mais aussi celui d'un effondrement systémique, car la réduction des délais de décision et les transformations technologiques réduisent la marge de manœuvre politique face à l'escalade. La persistance d'une domination militaire sans base productive correspondante signale une transition d'un ordre hégémonique stable vers un paysage mondial volatil et imprévisible.

### **LA CAPACITÉ D'ACTION DES FORCES SOCIALES**

Au centre de ce terrain mouvant se trouve l'émergence de ce que l'on pourrait qualifier de « formation forteresse » – un alignement souple, mais structurellement significatif, d'États cherchant à se protéger de la coercition impériale. Cette formation n'est pas une alliance au sens traditionnel du terme, mais une convergence d'intérêts matériels façonnée par les sanctions, l'exclusion commerciale et la rivalité stratégique. Son développement illustre la dialectique plus large de l'hyperimpérialisme mené par les États-Unis : les tentatives d'endigement engendrent des structures compensatoires difficilement réversibles. La politique industrielle, l'autosuffisance technologique et les réseaux financiers alternatifs ne sont pas des réponses temporaires, mais des transformations à long terme aux effets cumulatifs.

« La persistance d'une domination militaire sans base productive correspondante signale une transition d'un ordre hégémonique stable vers un paysage mondial volatil et imprévisible. »

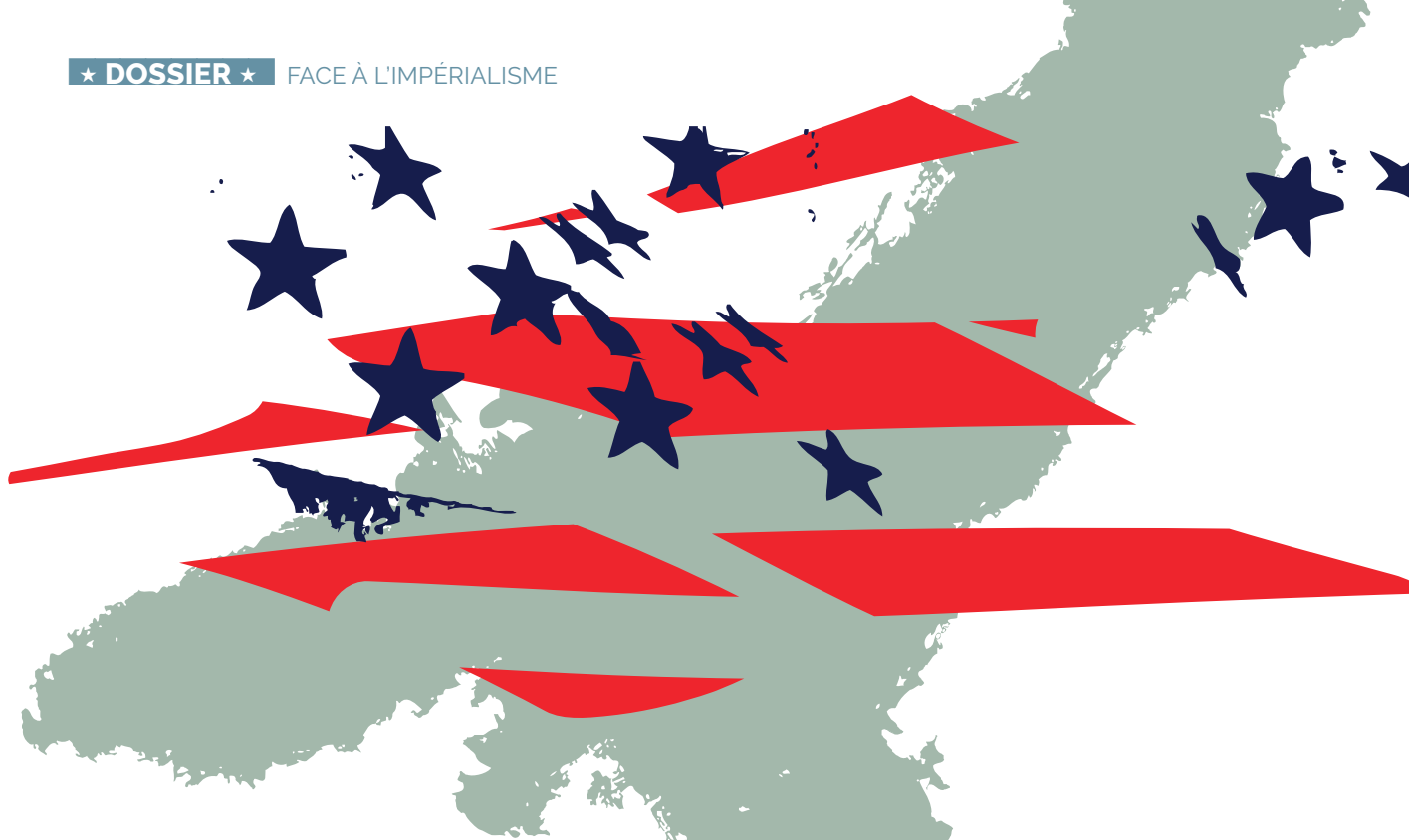
Pourtant, l'existence de telles formations ne garantit pas en soi des résultats progressistes. L'espace créé par l'affaiblissement d'un ordre unipolaire peut servir soit à une transformation émancipatrice, soit à la reconfiguration des hiérarchies existantes sous une nouvelle direction. Le facteur décisif demeure l'organisation et la capacité d'action des forces sociales au sein des États et entre eux. Là où les mouvements parviennent à lier les questions de souveraineté à la justice sociale – réforme agraire, services publics, droits des travailleurs –, ils peuvent commencer à redéfinir les conditions du développement. En l'absence d'une telle organisation, de nouvelles formes de dépendance pourraient émerger, même au sein d'un système formellement multipolaire.

### **LA CRISE DU DROIT INTERNATIONAL**

La crise du droit international illustre de façon frappante cette transition. L'effondrement des contraintes normatives sur la violence d'État, notamment dans les conflits majeurs, révèle à quel point les cadres juridiques ont toujours été dépendants des rapports de force sous-jacents. À mesure que ces rapports évoluent, la légitimité des institutions s'érode et le fossé entre les principes et la pratique se creuse. Il ne s'agit pas seulement d'une crise morale, mais aussi d'une crise structurelle : un système incapable de faire respecter ses propres règles doit recourir de plus en plus à la force et à la manipulation du discours pour maintenir l'ordre.

### **LE RÔLE DE LA CLASSE DIRIGEANTE CONTEMPORAINE**

Le rôle de la classe dirigeante contemporaine est crucial dans ce contexte. La concentration des richesses et du pouvoir entre les mains d'une élite transnationale – en particulier dans les secteurs ►►



► de la technologie et de la défense – a engendré une configuration où le contrôle économique, politique et idéologique est étroitement intégré. L'absence de dissidence significative au sein de cette classe limite la possibilité de réformes internes. Dès lors, la reproduction du pouvoir repose sur le renforcement des dynamiques mêmes – militarisation, extraction financière, contrôle technologique – qui génèrent l'instabilité.

#### QUELLES TRAJECTOIRES ALTERNATIVES ?

Dans le même temps, la transformation du travail et de la production – par l'automatisation, l'économie des plateformes et les chaînes de valeur mondiales – a fragmenté les bases traditionnelles

« La politique industrielle, l'autosuffisance technologique et les réseaux financiers alternatifs ne sont pas des réponses temporaires, mais des transformations à long terme aux effets cumulatifs. »

de l'organisation. La classe ouvrière n'a pas disparu, mais elle s'est restructurée, remettant en question les formes héritées de mobilisation politique. Le travail informel, le travail à la tâche et la production dispersée exigent de nouvelles stratégies organisationnelles qui articulent les luttes quotidiennes pour la survie avec une critique systémique plus large.

La question de l'organisation devient donc centrale. Le schéma répété de soulèvements de masse échouant à produire des transformations durables souligne l'importance de structures pérennes capables de transformer les mobilisations en pouvoir. Sans une telle organisation, les moments de crise sont capturés par des forces mieux organisées – soit militaires, technocratiques ou réactionnaires. La destruction historique des institutions de gauche, conjuguée aux pressions contemporaines de l'ONGisation et de la fragmentation numérique, a créé un vide important.

Néanmoins, des trajectoires alternatives restent visibles. Des expériences d'organisation coopérative, de services communautaires et de solidarité transnationale démontrent que différentes formes de vie sociale et économique sont possibles. Ces initiatives opèrent souvent en marge, mais offrent des exemples concrets de la manière dont

la production et la reproduction peuvent être réorganisées autour des besoins collectifs plutôt que du profit.

La transition mondiale en cours n'est pas prédéterminée. Elle est façonnée par l'interaction de forces structurelles – déclin économique, changement technologique, rivalité géopolitique – et de l'action politique. L'érosion d'un ordre unipolaire engendre à la fois des dangers et des opportunités : les dangers d'une intensification des conflits et de l'autoritarisme, et les opportunités de formes de développement plus équitables et démocratiques.

Ce qui est clair, c'est que le système actuel ne peut se maintenir indéfiniment sous sa forme actuelle.

Les contradictions de l'hyperimpérialisme mené par les États-Unis – entre coercition et consentement, extraction et développement, domination et déclin – s'accroissent. L'issue dépendra de l'émergence de nouvelles formes d'organisation pour s'attaquer à ces contradictions à la racine, en reliant luttes locales et transformations globales, et en construisant un monde dépassant la logique de la domination impériale. ■

\***Vijay Prashad** est historien, journaliste et éditeur marxiste indien. Il est directeur exécutif de l'Institut tricontinental de recherche sociale.

## « Helsinki 2 » : plus invraisemblable et plus indispensable que jamais !

Le 1<sup>er</sup> août 1975, tandis que le continent européen était divisé en deux blocs politiquement et militairement antagonistes, la totalité des États (à l'exception de l'Albanie) signait dans la capitale finlandaise un accord historique visant à libérer l'Europe de l'esprit de « guerre froide » : l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, resté dans les mémoires comme la Conférence d'Helsinki.

PAR FRANCIS WURTZ

**A**u prix de longs mois de discussions, les États avaient réussi à se mettre d'accord sur une série de principes fondamentaux fondés sur le droit international (inviolabilité des frontières, respect de l'intégrité territoriale des États, règlement pacifique des différends, coopérations, échanges humains entre les deux parties du continent...). Le suivi régulier de la mise en œuvre des engagements pris favorisa une baisse des tensions et la tenue de négociations fructueuses, en particulier en matière de contrôle des armements. Le bilan d'« Helsinki » est donc positif, au moins jusqu'aux premières années qui suivirent la fin du monde bipolaire.

### « L'ERREUR LA PLUS FATALE DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE »

Malheureusement, assez vite après la chute du système soviétique (1989-1991), la gestion déplorable

« Les relations entre les sociétés des deux parties du continent sont au point mort. Quant au dialogue diplomatique, à part quelques velléités sporadiques, il est inexistant »

des relations entre « l'Occident » et la Russie – en particulier l'élargissement de l'OTAN à l'est, qualifiée d'« erreur la plus fatale de la politique américaine de toute l'ère de l'après-guerre froide » par l'un des plus emblématiques diplomates des États-Unis de cette époque (George F. Kennan dans le *New York Times* du 5 février 1997 –, a puissamment ►►

► contribué à creuser un fossé entre les deux grands voisins du continent. Les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne snobent même la proposition du président russe, Dimitri Medvedev – annoncée le 5 juin 2008 depuis Berlin –, de signer ensemble un « traité paneuropéen de sécurité »... sous prétexte qu'il ne fallait pas « donner à Moscou un droit de regard sur les projets de l'OTAN » ! Par la suite, le conflit entre la Russie et la Géorgie puis, à plus forte raison, le déclenchement de la guerre contre l'Ukraine, ont sonné le glas de la normalisation des relations Occident-Russie.

### LA GUERRE EN UKRAÏNE ENTERRE POUR LONGTEMPS L'ESPOIR D'UN « HELSINKI 2 »

Si, en 2014-2015, la signature du Protocole de Minsk, puis de l'Accord de Minsk 2 par la Russie, l'Ukraine, l'Allemagne et la France, semblait laisser encore ouverte une chance de retour à la raison – même si Angela Merkel révélera n'avoir cherché qu'à gagner du temps pour permettre le réarmement de l'Ukraine ! –, la guerre ouverte lancée par Moscou contre Kiev en février 2022, en foulant aux pieds les principes fondamentaux sur lesquels était fondé le texte de 1975, enterra pour longtemps l'espoir d'un « Helsinki 2 ». Quatre ans – et d'innombrables morts – plus tard, cette perspective semble plus invraisemblable que jamais. Plus encore que l'hostilité, la haine réciproque, est à son comble. Les provocations – la « guerre hybride » – sont légion. La rhétorique guerrière atteint, de part et d'autre, des sommets, jusqu'à la gesticulation verbale irresponsable autour d'un recours possible à l'arme nucléaire ! Les relations des « Vingt-sept » avec Moscou se résument désormais à l'établissement successif de quelque vingt paquets de sanctions et à la participation de plus en plus poussée à une « guerre par procuration ». Les relations entre les sociétés des deux

« L'élargissement de l'OTAN à l'est est qualifié d'erreur la plus fatale de la politique américaine de toute l'ère de l'après-guerre froide par l'un des plus emblématiques diplomates des États-Unis de cette époque, George F. Kennan. »

parties du continent sont au point mort. Quant au dialogue diplomatique, à part quelques velléités sporadiques, il est inexistant. Venant s'ajouter à ce champ de ruines sans précédent, l'hypothèque Trump, qui menace de lâcher ses alliés européens, finit d'hystériser le climat politique en Europe. Bref, le simple fait d'évoquer dans ce contexte l'idée d'une conférence réunissant les deux grands ensembles du continent pour préparer un avenir de paix passe pour une rêverie, voire une trahison.

### UNE NOUVELLE ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ EUROPÉENNE EST INDISPENSABLE.

Celle-ci devrait intégrer nécessairement la Russie si on vise à créer les conditions d'une stabilité durable du continent. Si la réalisation de cette ambition est évidemment impensable tant que la guerre se poursuit, il n'est pas trop tôt pour engager, entre pays de l'Union européenne, une réflexion approfondie sur la stratégie à mettre en œuvre dès la fin du conflit. Étant donné l'ampleur des contradictions qui opposent, à cet égard, les États membres entre eux, il s'agit, en soi-même, d'un défi de taille ! Le plus difficile risque d'être de reconnaître les erreurs commises au cours des trente-cinq dernières années par les dirigeants occidentaux eux-mêmes dans leurs relations avec la Russie, erreurs qui ont alimenté le nationalisme grand-russe dont nous subissons les ravages aujourd'hui. Ce retour d'expérience lucide est pourtant indispensable pour concevoir à l'avenir une politique de prévention des conflits digne de ce nom, sans laquelle il n'y aura pas d'architecture de sécurité durable.

Une autre difficulté à surmonter pourrait être, de la part de certains de nos partenaires, l'exigence irréaliste, comme préalable au rétablissement du dialogue avec Moscou, de l'avènement d'un

« Un retour d'expérience lucide est indispensable pour concevoir à l'avenir une politique de prévention des conflits digne de ce nom, sans laquelle il n'y aura pas d'architecture de sécurité durable. »

nouveau régime, qualifié de « démocratique », en Russie. Enfin, il y a lieu de s'entendre entre Européens sur les « mesures de confiance » à obtenir, le moment venu, des Russes pour créer les conditions d'une interdépendance en matière de sécurité : transparence réciproque des activités militaires, protection réciproque des infrastructures critiques, abandon réciproque de tout type d'acte malveillant, etc.

Si ces objectifs sont laissés aux seules sphères dirigeantes européennes, il y a fort à parier qu'ils soient voués à l'échec. En effet, pour que ces réflexions puissent aboutir à un début de concrétisation, il faut que s'impose l'idée qu'il n'y aura pas de « gagnant » dans la poursuite de cet affrontement dantesque au cœur du continent et que la sécurité européenne sera commune ou ne sera pas. Or, à ce jour, cette vérité est loin de faire l'unanimité au conseil européen

comme parmi les partenaires orientaux de l'Union européenne. Il serait dès lors particulièrement bienvenu que voit le jour, dans chaque pays où cela est réalisable, des débats impliquant les citoyennes et les citoyens, notamment les jeunes, les mouvements sociaux, les militantes et militants de la paix, des droits humains et du droit international, les femmes et les hommes de culture, les scientifiques, les enseignantes et les enseignants... afin de susciter un climat politique propice à l'esprit de coopération, recréant de la confiance dans l'avenir, et plaçant les responsables politiques face à leurs responsabilités. Un sacré défi ! Mais l'enjeu est proprement vital : contribuer à créer les conditions d'une paix durable sur le continent. ■

\*Francis Wurtz est député honoraire (PCF) au Parlement européen.

## Le devenir de Cuba n'est pas qu'une affaire cubaine

Face aux menaces de l'administration Trump et à l'inertie du gouvernement français, il convient de ne rien lâcher sur la bataille politique et les actions de solidarité envers le peuple cubain.

PAR **ANDRÉ CHASSAIGNE\***

**D**epuis les menaces exprimées par les États-Unis à l'encontre de Cuba et le blocage de toute livraison de pétrole pour asphyxier l'île et son peuple, beaucoup a été dit sur l'extrême gravité de la situation et les mesures à mettre en œuvre pour limiter la crise humanitaire et éviter le pire :

---

« Ce qui se passe à Cuba ne concerne pas que le peuple cubain, il s'agit pour l'administration Trump d'affirmer et de sceller la domination sans partage de l'impérialisme des États-Unis. »

---

- nécessité d'amplifier les campagnes de solidarité en privilégiant l'urgence énergétique pour équiper l'île en panneaux photovoltaïques, sans abandonner pour autant l'envoi de médicaments, de nourriture et de produits de première nécessité ;
- mutualiser les énergies et coordonner les initiatives des différentes organisations et associations de solidarité pour acheminer au plus vite les collectes par un fret partagé en complétant les conteneurs en partance ;
- briser le mur du silence de nos médias qui occultent l'illégalité du blocus et ses terribles conséquences pour la population ou qui se limitent à mettre en cause le régime que se sont donné les Cubains.

Face à cette situation, la conscience grandit, les actions de solidarité se multiplient, les rassemblements de soutien s'amplifient et les interventions ►►

► politiques de nos parlementaires sont un point d'appui indéniable. Mais le pire reste à venir avec les menaces à peine voilées et répétées d'une intervention militaire étasunienne, formulées par l'administration Trump, notamment par la voix de son ministre Marco Rubio, rongé par un esprit de revanche et le rêve de mettre main basse sur l'économie cubaine.

Aussi nous faut-il porter au plus haut la réalité de cette menace en expliquant quelles en seraient les conséquences :

- sanglante pour le peuple cubain quand on connaît l'aveuglement de Trump et son refus de prendre en compte le sort des populations et les dégâts en vies humaines de ses délires de domination ;
- fatale pour la souveraineté du peuple cubain et l'indépendance de ses choix sociaux et économiques ;
- déprimante pour tous les peuples et les mouvements en lutte contre l'emprise impérialiste, qui perdront l'exemple et le repère de cette « étoile dans la nuit » que représente la révolution cubaine ;
- démoralisante pour toutes celles et tous ceux qui gardent l'espoir de rétablir le respect du droit international et agissent pour que ne soient pas jetés aux oubliettes les principes de la charte des Nations unies ;
- destructrice pour toutes les actions de coopération que notre pays continue à développer avec Cuba, aujourd'hui menacées, et celles qui sont en cours d'élaboration, comme dans le domaine médical par l'accueil de médecins cubains.

Ce qui se passe à Cuba ne concerne pas que le peuple cubain, il s'agit pour l'administration Trump d'affirmer et de sceller la domination sans partage de l'impérialisme des États-Unis là où elle le veut, sur les territoires qu'elle a choisis, quand elle considère que le fruit est mûr et sous les prétextes les plus fallacieux, tels que des menaces sur sa sécurité. Mais aussi quand elle prend acte que l'immobilisme des États de la planète lui laisse le champ libre dans son opération de remise en cause pour des décennies de l'ordre international. Sur ce point, nous ne pouvons que faire le constat d'un État français à la traîne, contrairement à d'autres qui marquent leur opposition à la politique conduite par les États-Unis à l'encontre de Cuba, tels que le Mexique, le Brésil et l'Espagne. Une inertie d'autant plus condamnable que la France est un acteur à part entière du bassin caribéen avec ses territoires antillais et guyanais.

« Briser le mur du silence de nos médias qui occultent l'illégalité du blocus et ses terribles conséquences pour la population ou qui se limitent à mettre en cause le régime que se sont donné les Cubains. »

Une faute grave quand la stabilité de la Caraïbe est d'un intérêt stratégique direct pour la France. Un manque de courage politique et une faillite de notre diplomatie, alors que les effets extraterritoriaux des lois américaines portent une atteinte directe à la souveraineté de la France et aux intérêts légitimes de ses entreprises et de ses ressortissants.

C'est donc avec solennité que je porte et relaie l'exigence d'une prise en compte encore plus forte par les communistes des enjeux que représente le devenir de la révolution cubaine.

Notre dernier congrès avait lancé une campagne nationale de solidarité. Bien que sa prise en compte ait été contrastée d'un département à l'autre, elle s'est concrétisée par de multiples actions et un suivi permanent par notre exécutif national. Notre dernière fête de *l'Humanité* a été marquée par une mobilisation inédite autour de la question cubaine. Toutes les collectes effectuées ont pu être expédiées par voie maritime ou aérienne. Le mois dernier, partout en France, de nombreuses fédérations ont été à l'initiative de manifestations de soutien au peuple cubain. Nous pouvons donc être majoritairement fiers de ce que nous avons déjà fait et je sais combien le peuple cubain salue notre action et nous en est reconnaissant.

Aujourd'hui, sur le terrain comme lors de notre prochain congrès, il s'agit de ne rien lâcher de cette priorité qui fait honneur à notre parti. Une priorité qu'il nous faut décliner dans ses deux dimensions : la solidarité concrète et la bataille politique. L'une ne va pas sans l'autre. ■

\*André Chassaigne est député honoraire PCF du Puy-de-Dôme.

# Contre l'hégémonie du dollar : les droits de tirage spéciaux, embryon d'alternative

Les droits de tirage spéciaux (DTS) constituent l'ébauche d'une monnaie internationale, composée des différentes monnaies nationales à proportion du poids de leurs économies nationales.

PAR **KEVIN GUILLAS-CAVAN\***

**P**armi les forces progressistes, il est communément admis que l'on est contre l'hégémonie du dollar et donc pour la dédollardisation du monde. Les sociaux-démocrates européens en font un argument pour l'euro, censé jouer le rôle d'un contrepoids au dollar pour donner naissance à un ordre monétaire multipolaire... qui ressemblerait cependant beaucoup à une compétition interimpérialiste. C'est pourquoi le Parti communiste prône davantage une monnaie véritablement internationale plutôt qu'une seconde monnaie mondiale pour limiter l'hégémonie de la seule véritable monnaie mondiale actuelle, le dollar.

## LES DTS : UN EMBRYON DE MONNAIE INTERNATIONALE

Le PCF propose de prendre appui sur un embryon de monnaie internationale, les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI, mais d'un FMI rénové et démocratisé, cessant d'être un instrument de domination aux mains des grandes puissances impérialistes qui concentrent la majorité des droits de vote (les États-Unis, à eux seuls, s'arrogent une minorité de blocage sur toutes les décisions). Les puissances impérialistes décident en effet quand et à quelles conditions l'ensemble des pays du monde, et notamment ceux du Sud, peuvent recourir à leurs droits de tirage sur les fonds collectivement placés au FMI sous la forme de réserves monétaires. Celles-ci ne sont pas constituées d'une seule monnaie mais d'un panier de devises reflétant le poids des différentes monnaies dans le commerce international. Ce panier doit donc permettre à

chaque pays de commercer avec le reste du monde. Quand un pays se retrouve à court de réserves ou ne peut plus accéder aux marchés financiers pour financer sa balance commerciale ou l'activité courante de son État, il peut faire appel au FMI pour bénéficier de ces lignes de crédit en devises étrangères, ce que le FMI, c'est-à-dire les grandes puissances impérialistes qui le dirigent, n'accorde qu'en échange de plans d'ajustement structurel, fortement austéritaires et violemment anti-interventionnistes dans les domaines commercial, industriel ou agricole. Cela a généralement pour effet d'ouvrir grand aux intérêts des multinationales occidentales les pays contraints de faire appel au FMI et laisse un sillage de misère, de maladies et de famines, lié à la destruction des protections commerciales bénéficiant aux agricultures vivrières et à la destruction des services publics. Pour abject que soit le fonctionnement actuel du FMI, il n'en porte pas moins les germes d'un autre monde. Les DTS constituent l'ébauche ►►

« Cette idée de faire des DTS la monnaie des échanges internationaux n'est pas neuve puisque, en 1944, John Maynard Keynes, avait déjà proposé une telle solution avec le "bancor" » ►►

► d'une monnaie proprement internationale, composée des différentes monnaies nationales à proportion du poids de leurs économies nationales. Au niveau international, les DTS peuvent jouer, sans grand changement technique (mais avec une immense transformation de la gouvernance du FMI), le même rôle que la monnaie sur le marché intérieur. En effet, la monnaie permet (entre autres choses) de fluidifier les échanges sur le marché intérieur en évitant la double concordance des besoins qui pèse sur le troc. Sans monnaie, si je produis du blé et que j'ai besoin de chaussures, encore faut-il que le marchand de chaussures ait quant à lui besoin de blé et, disons, de légumes. L'argent me permet de ne pas avoir à chercher le mouton à cinq pattes, le vendeur de légumes qui a besoin de blé et va me permettre d'échanger avec mon marchand de chaussures. Je vends mon blé à qui en a besoin contre de l'argent, j'achète avec les chaussures dont j'ai besoin et mon marchand de chaussures les légumes qu'il désire.

« Le "complexe pétrole-dollar-Wall Street" remplace l'or par l'énergie comme fondement de l'hégémonie monétaire. »

Cette idée de faire des DTS la monnaie des échanges internationaux n'est pas neuve puisque, en 1944, John Maynard Keynes, représentant le gouvernement britannique lors des négociations de Bretton Woods, qui devaient définir l'ordre monétaire international de l'après-guerre (du moins pour les puissances capitalistes et leurs colonies), avait déjà proposé une telle solution avec le « bancor ». Chaque pays échangerait dans cette monnaie internationale convertible en or. Chaque pays placerait ses réserves d'or auprès du FMI qui émettrait une certaine quantité de monnaie bancaire internationale définie comme un certain multiple des réserves d'or mises en commun.

#### LE PÉTRODOLLAR ET L'IMPASSE DE LA DÉDOLLARDISATION

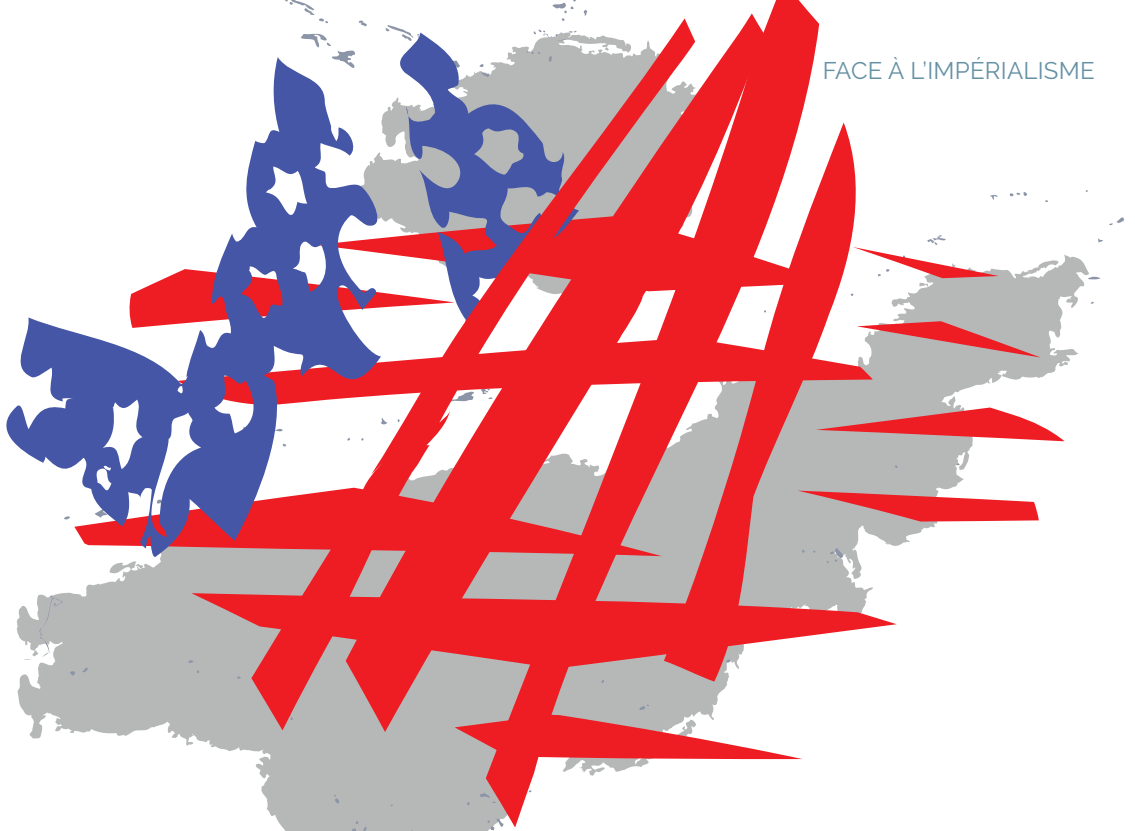
Les États-Unis, détenteurs des deux tiers des réserves d'or mondiales en 1945 avaient refusé cette proposition, la voyant pour ce qu'elle était, l'ultime tentative d'un Royaume-Uni sur le déclin

« Pour la Chine, les DTS présentent un avantage décisif : ils ne sont liés à aucune puissance nationale particulière. Composés d'un panier de devises, leur valeur est plus stable et moins sujette aux aléas géopolitiques. »

pour ne pas transmettre le flambeau de l'hégémonie financière à Washington, selon le principe de « si je ne peux plus être la puissance hégémonique que personne ne le soit ». Ce n'est pas ce qui s'est produit. L'ordre financier d'après-guerre serait fondé sur le dollar et celui-ci serait *as good as gold*, c'est-à-dire que la réserve fédérale des États-Unis s'engagerait désormais à maintenir la convertibilité du dollar et de l'or au taux de 35 \$ l'once. Dans un monde où les États-Unis détenaient l'essentiel des réserves d'or mondiales, cela faisait *de facto* du dollar la monnaie mondiale pour les échanges internationaux et les réserves.

Ce système a duré vingt-cinq ans jusqu'à sa chute en 1971 quand le président des États-Unis, Richard Nixon, suspend unilatéralement la convertibilité du dollar et de l'or. Les contradictions qui s'étaient accumulées au cours du quart de siècle écoulé étaient devenues insurmontables. À mesure que l'économie et le commerce mondial croissaient, les États-Unis devaient fournir de plus en plus de dollars au monde mais les réserves d'or, elles, ne croissaient pas au même rythme. L'or devenant plus rare par rapport à la monnaie en circulation, son prix augmentait. Un État spéculateur avait donc tout intérêt à demander la conversion de ses dollars en or au cours fixe de 35 \$ l'once puis de vendre l'or au prix du marché. C'est ce qui s'est passé en août 1971 quand le Royaume-Uni a demandé la conversion de 3 milliards de dollars en or.

Face au risque de panique bancaire, les États-Unis ont suspendu la convertibilité du dollar et de l'or et les DTS sont devenus un panier de monnaies flottantes adossées sur rien d'autre que la croissance de la production et du commerce international qui détermine leurs poids dans le panier. Loin d'être un problème, cette caractéristique aurait pu contribuer à faire des DTS la nouvelle monnaie mondiale.



Mais alors pourquoi le dollar est-il resté dominant après 1971 ? Précisément parce que les États-Unis ont transformé une faiblesse apparente en nouvelle source de puissance. Dès 1974, ils concluent des accords avec l'Arabie saoudite : le pétrole serait exclusivement facturé et réglé en dollars, et les excédents saoudiens seraient recyclés en bons du Trésor étasuniens. En échange, Washington garantit la sécurité militaire du royaume. Ce système du pétrodollar s'étend rapidement aux autres monarchies du Golfe.

Le mécanisme est simple mais redoutable. Tout pays important du pétrole doit se procurer des dollars, créant une demande structurelle pour la monnaie étasunienne. Les pays exportateurs accumulent des excédents massifs qu'ils réinvestissent dans les obligations du Trésor, finançant ainsi la dette étasunienne. Ce « complexe pétrole-dollar-Wall Street » comme le formulait récemment Vijay Prashad dans un récent article, remplace l'or par l'énergie comme fondement de l'hégémonie monétaire.

Cette architecture repose sur la puissance militaire. Ce sont les flottes des États-Unis qui sécurisent les détroits stratégiques, en particulier celui d'Ormuz. Ce sont leurs bases et leurs sanctions qui contraignent les États récalcitrants. Sans cette force brute, le pétrodollar s'effondrerait. C'est précisément pourquoi la dédollardisation est impro-

---

« Le monde multipolaire ne se fera pas avec deux ou trois monnaies nationales en concurrence, mais avec une monnaie véritablement internationale, libérée de toute tutelle impérialiste. »

---

vable à court terme : aucune autre puissance ne dispose à la fois de la profondeur financière, de la capacité de projection militaire et du pouvoir de sanction nécessaires pour imposer sa monnaie dans le commerce pétrolier mondial.

#### **L'ILLUSION DU YUAN ET LE SOUTIEN STRATÉGIQUE DE LA CHINE AUX DTS**

Certains imaginent le yuan comme solution. C'est une illusion. La Chine ne souhaite pas que le yuan devienne une monnaie de réserve mondiale. Pourquoi ? Parce qu'une monnaie pleinement convertible et internationale exigerait des déficits commerciaux chroniques (pour fournir des liquidités au monde) et une ouverture financière totale, bref, elle serait synonyme de désindustrialisation et de cycles spéculateurs déstabilisateurs. La ►►

►► Chine a observé ce qu'il est advenu du Japon dans les années 1980 ou des économies asiatiques en 1997. Elle préfère contrôler strictement sa monnaie pour protéger son appareil productif. C'est pourquoi le gouvernement de Pékin soutient de plus en plus bruyamment les droits de tirage spéciaux comme embryon d'une monnaie commune internationale. Ainsi, le 18 juin 2025, Pan Gongsheng, gouverneur de la Banque populaire de Chine (BPC), a rappelé qu'en 2009 l'un de ses prédécesseurs, Zhou Xiaochuan, avait proposé d'utiliser les droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international (FMI) comme base d'une monnaie de réserve internationale alternative au dollar. La proposition soutenue de longue date par le PCF n'est donc pas une simple lubie imaginée en chambre, elle participe au combat d'idées en faveur d'un système financier mondial, alternative désormais portée par l'une des deux premières puissances mondiales. Pour la Chine, les DTS présentent un avantage décisif : ils ne sont liés à aucune puissance nationale particulière. Composés d'un panier de devi-

ses, leur valeur est plus stable et moins sujette aux aléas géopolitiques. Pour les pays du Sud, c'est une protection contre l'arbitraire du pétrodollar et des sanctions étasuniennes.

Bien sûr, les DTS restent prisonniers de la gouvernance viciée du FMI, où les États-Unis disposent d'une minorité de blocage. Mais, sur le principe, ils constituent la seule véritable alternative à l'hégémonie du dollar qui ne soit ni une compétition interimpérialiste (comme l'euro) ni un projet national déguisé. Ils pourraient devenir ce que Keynes espérait avec le Bancor : une monnaie internationale neutre, adossée non à l'or ou au pétrole, mais à l'ensemble des économies mondiales. La Chine le comprend. C'est pourquoi, plutôt que de pousser le yuan, elle travaille patiemment à la transformation du système des DTS. Le monde multipolaire ne se fera pas avec deux ou trois monnaies nationales en concurrence, mais avec une monnaie véritablement internationale, libérée de toute tutelle impérialiste. ■

\*Kevin Guillas-Cavan est économiste.

## Quelles perspectives pour l'Organisation des Nations unies ?

Tout le monde connaît l'Organisation des Nations unies, l'ONU, pourtant le grand public ne mesure pas l'étendue de ses missions. Si on sait qu'elle doit garder la paix, la situation géopolitique actuelle amène des questionnements – légitimes – sur son efficacité et donc, sa légitimité. Ces questionnements ont pris de la force après le début de la guerre russe en Ukraine et israélienne à Gaza.

PAR JEAN-PAUL LECOQ\*

### UN IMMOBILISME APPARENT

Malgré un immobilisme apparent, l'ONU a des effets positifs beaucoup moins médiatisés mais tout aussi importants là où les missions sont menées. Cette impression d'immobilisme provient principalement du Conseil de sécurité. Il est composé de quinze membres, dont cinq permanents disposant du droit de veto : les États-Unis, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et la France. Une critique pouvant être faite à ce conseil tend également à sa représentativité géographique et d'in-

térêts : aucun pays africain, aucun pays d'Amérique du Sud ou d'Asie du Sud n'est présent. En somme, le Sud Global, pourtant disparate, n'est pas représenté. On peut ainsi facilement comprendre les revendications de ces dits pays pour une extension du nombre de membres permanents. C'est pour restaurer l'équilibre que la France et le Mexique ont conjointement proposé une résolution visant à élargir à vingt-cinq membres le Conseil de sécurité et à suspendre l'usage du droit de veto par les membres permanents lorsque des

atrocités de masse sont commises. C'est ce droit de veto qui a empêché toute adoption de résolution contre la Russie ou Israël ces quatre dernières années.

### LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE ET LE CONSEIL DE LA PAIX DE DONALD TRUMP

La lecture des actions et des positions de la France doit se faire à l'aune de la situation internationale actuelle. En somme, la guerre en Ukraine, menée par la Russie, a entraîné une augmentation colossale des budgets alloués à la défense. Les guerres au Moyen-Orient ont pu continuer grâce à un effondrement du respect du droit international et à un manque de volonté de sanctionner. La nouvelle élection de Donald Trump aux États-Unis a amené son lot de conséquences à l'échelle internationale. Déjà au début des années 2000, l'ONU était parfois écartée des conflits majeurs, traités dans d'autres forums ou *via* des accords bilatéraux. La guerre froide avait d'ailleurs éloigné l'ONU de ses objectifs initiaux, pour cause de séparation en blocs de ses états fondateurs. C'est d'ailleurs à cette période qu'est né le Mouvement des non-alignés. Il faut se rappeler que l'ONU n'est que ce que les États veulent en faire, elle n'est pas un organe indépendant. Elle est parfois surnommée « Parlement du monde », car c'est le seul forum au monde où tous les États sont représentés – à l'Assemblée générale – et où tous les diplomates peuvent échanger entre eux. Aucun autre organe, pas même le nouvellement créé et accessible pour un milliard de dollars américains *Board of Peace* de Donald Trump qu'il voulait rival voire remplaçant l'ONU, n'a une aussi large audience.

Concernant ce Conseil de la paix, il faut rappeler que la Commission européenne a assisté en tant qu'observateur à la première réunion, sans mandat ni accord des États membres de l'UE. Le mi-

« C'est le droit de veto du Conseil de sécurité qui a empêché toute adoption de résolution contre la Russie ou Israël ces quatre dernières années. »

nistre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, avait critiqué cela, à juste titre, et la France avait préalablement décidé de « ne pas donner de suite favorable » à la proposition de Donald Trump de rejoindre son Conseil de la paix. La raison de ce refus est que ce Conseil se veut remplacer l'ONU, alors qu'il avait été présenté la première fois par Donald Trump comme le conseil d'administration de son plan de paix en vingt points pour Gaza. Le Quai d'Orsay soulignait la faiblesse et le risque de ce plan de paix, alors qu'une dénonciation nette et précise aurait dû être prononcée, le plan étant déséquilibré, irréalisable au vu de la situation entre les parties, ne garantissant aucune mesure de sécurité pour les Palestiniens, sans compter le fait qu'il ne respectait pas le droit international et s'arrogeait des prérogatives du Conseil de sécurité.

### DIMINUTION DRASTIQUE DES CONTRIBUTIONS AMÉRICAINES

Si les États-Unis sont coutumiers de dénigrer l'ONU par-ci ou d'en louer ses victoires par-là, ils étaient restés jusque-là dans toutes les agences onusiennes et n'avaient pas diminué aussi considérablement leur contribution financière.

Donald Trump a fait passer un cap aux critiques américaines en diminuant drastiquement les contributions américaines à l'ONU : 11 milliards de dollars américains en 2024 (sous Joe Biden), 2,7 milliards en 2025 et 2 milliards prévus en 2026. Cette diminution nette des revenus de l'Organisation, qui dépend entièrement des budgets alloués par ses États membres, a contraint le secrétaire général, António Guterres, à diminuer de 20 % le personnel du secrétariat et à délocaliser des sièges d'agences, notamment vers Nairobi au Kenya car les coûts de fonctionnement, les loyers notamment, y sont moins élevés.

Les problèmes de ressources financières de l'ONU sont structurels. C'est pour amoindrir la dépendance de l'Organisation à la fluctuation des ►►

« L'ONU est le seul forum au monde où tous les États sont représentés – à l'Assemblée générale – et où tous les diplomates peuvent échanger entre eux. »

sommes versées par les États que nous avons proposé dans notre rapport parlementaire susmentionné que les montants de solde inutilisés puissent être conservés par l'ONU à la fin de chaque exercice budgétaire afin de sécuriser sa trésorerie en cas de crise de liquidités ultérieures ; mais aussi d'améliorer la transparence des financements des agences onusiennes pour diminuer la défiance de certains États à leur égard.

Comme si cela ne suffisait pas à affaiblir l'Organisation, Donald Trump a pris la décision que les États-Unis ne feraient désormais plus partie de l'OMS, l'organisation mondiale de la Santé, le Conseil des droits de l'Homme et l'Unesco, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. Ce retrait inquiète quant à un éventuel recul des droits et de la sécurité, notamment sanitaire, pas seulement aux États-Unis mais dans le monde. C'est la démocratie, *in fine*, qui est menacée. Mais ne serait-ce pas là le but des ultracapitalistes que de s'affranchir de toutes règles entravant leurs hyperprofits ?

#### **BAISSE DE LA CRÉDIBILITÉ DE LA FRANCE**

Mais revenons au rôle de la France. Elle est membre permanent du Conseil de sécurité, elle a donc un devoir d'exemplarité. On attend donc d'elle un respect du droit international en toutes circonstances autant qu'une vigilance à ce respect de la part des autres pays, et davantage de ses alliés et pays amis.

Pourtant, la France participe au déclin du respect du droit international, et cela notamment depuis la départementalisation de Mayotte, qui est devenue française par un référendum contestable. C'est sur ces mêmes « principes » juridiques qu'Emmanuel Macron a décidé, seul, de reconnaître le plan marocain pour le Sahara occidental, alors qu'un référendum doit y être organisé depuis plus de trente ans, empêché par le Maroc. Cette décision historique légitime l'occupation d'un territoire non autonome.

Si on prend en compte la guerre russe en Ukraine et israélienne à Gaza, on constate un double poids deux mesures quant aux sanctions. Cette double mesure pour un même crime, crime contre l'humanité, ce manque de cohérence, entraîne une baisse de la crédibilité de la voix de la France dans les négociations internationales.

La France a eu par le passé un rôle de médiateur dans les conflits et bien souvent de « plume » c'est-à-dire de rédacteur des résolutions qui al-

« On attend de la France un respect du droit international en toutes circonstances autant qu'une vigilance à ce respect de la part des autres pays. »

laient être discutées ensuite. Ces deux missions vont de pair et impliquent l'excellent travail des diplomates français. Seulement, ils sont tributaires des directions choisies par le Président de la République qui a, sous Emmanuel Macron, le monopole en ce qui concerne les Affaires étrangères. Ce qui nous distinguait avant aussi, était une voix singulière alors qu'aujourd'hui Emmanuel Macron n'a pas su défendre la souveraineté autant industrielle et économique que politique de la France vis-à-vis des États-Unis. Nous pouvons en faire le même constat final avec l'Union européenne, derrière laquelle le Président de la République se cache pour la prise de trop nombreuses décisions. Qu'il s'agisse de l'accord sur les droits de douane entre l'UE et les États-Unis suite aux menaces de Donald Trump (2025), de la mise en place provisoire de l'accord de libre-échange avec le Mercosur (1<sup>er</sup> mai 2026), ou des sanctions vis-à-vis des colons israéliens (12 mai 2026), la France n'a pas fait respecter sa voix : une opposition aux deux premiers exemples, des sanctions à l'égard davantage de colons israéliens pour le dernier. La France doit rester ferme sur ses positions et ne pas s'accommoder de moins, d'autant plus quand ses propres intérêts – autant économiques, souverains que moraux – sont mis en péril. Cette intransigeance redonnerait de la force à la diplomatie française au sein de l'Union européenne autant que dans les instances internationales et forums dont elle est partie prenante, y compris à l'ONU. ■

\* Jean-Paul Lecoq est député PCF de la Seine-Maritime.

Jean-Paul Lecoq et Laurence Vichniewsky sont les auteurs d'un rapport (juin 2024) sur les perspectives d'une réforme de l'ONU.

# La théorie marxiste de l'impérialisme aujourd'hui

L'un des défis centraux de la pensée marxiste est de clarifier la dynamique de l'impérialisme contemporain. Cette clarification est devenue particulièrement urgente dans un contexte marqué par une mutation historique de l'ordre mondial. Avec la guerre en Iran s'évanouissent tous les mythes de la primauté du Pentagone. Dans ce contexte, il est impératif de réexaminer et de réévaluer la théorie de l'impérialisme.

PAR **CLAUDIO KATZ\***

## LE CONTEXTE

L'impérialisme a retrouvé une place centrale sous l'effet de la logorrhée de Donald Trump, qui diffuse un message de domination explicite. Il est synonyme de bellicisme. Trump renforce cette orientation car l'économie lui a fait défaut. Sa stratégie visant à enrichir les capitalistes américains en soumettant le reste du monde a échoué ; il perd son pari contre les BRICS et risque une rupture avec ses partenaires transatlantiques traditionnels. Il doit également faire face à un affaiblissement politique interne accéléré et à une large désapprobation publique de sa personne. Trump enfreint les règles de l'ordre international sans proposer d'alternative viable.

Il cherche à réinstaurer un impérialisme pur et simple, se tournant à nouveau vers le programme de ses rivaux, le néoconservatisme républicain et le mondialisme démocrate. Incapable d'obtenir une trêve pour reconstruire l'industrie américaine, il reprend ses initiatives belliqueuses pour compenser la perte de compétitivité de l'économie yankee. Il maintient un modèle militaire obsolète, mis à mal par la prolifération nucléaire et une perte de contrôle des mercenaires.

Le principal déterminant des difficultés étasuniennes est son déclin impérial. Il est désormais avéré que l'absence d'un successeur mondial n'empêche pas un déclin, étroitement lié à la crise du capitalisme mondial, qui se concentre dans l'économie américaine.

## LES THÉORIES

L'impérialisme peut se définir comme la domination économique et politique d'un pays sur un autre, au profit de la classe capitaliste dominante, par l'intermédiaire de l'État. Ce type d'oppression est déterminé par la dynamique du capitalisme, qui constitue la logique sous-jacente de son développement. L'impérialisme renvoie à la rivalité géopolitique entre puissances, à l'exploitation économique des périphéries et à l'assujettissement politique des peuples.

Les grandes guerres illustrent de manière nette les problèmes inhérents à l'impérialisme. C'est pourquoi son analyse a refait surface ces dernières années avec les guerres en Irak, en Ukraine, à Gaza et en Iran. Ces conflits ont confirmé que le maintien du capitalisme exige une coercition impériale pour l'appropriation des ressources, la rivalité entre concurrents et l'assujettissement des opprimés.

« Le marxisme souligne que les conflits armés résultent de la rivalité pour le profit. Il s'oppose à la séparation artificielle des sphères nationale et internationale, insistant sur leur imbrication. »

L'impérialisme ne saurait être réduit à une « hégémonie » (sa dimension idéologique, permettant de créer une domination sans recourir directement à la violence). En effet, le capitalisme repose sur la domination militaire.

Lénine demeure la référence incontournable pour toutes les études sur ce sujet. Le dirigeant bolchevique a saisi, mieux que tout autre penseur marxiste, le lien structurel entre impérialisme et guerre, et son influence sur la dynamique révolutionnaire. Il a commencé le remplacement du cadre conceptuel qui envisageait la transition vers le socialisme comme la conséquence de crises économiques majeures par un autre centré sur l'incidence des guerres.

La théorie marxiste s'engage dans une polémique avec les approches conventionnelles qui nient l'impérialisme, le remplacent par des euphémismes ou le considèrent indépendamment de son régime social sous-jacent et de son contexte historique. Le marxisme réfute également la thèse libérale qui considère l'impérialisme comme un vestige du passé voué à disparaître avec la modernisation capitaliste. Cette approche néglige le fait que l'expansion même de ce système intensifie les guerres. Une seconde perspective présente l'intervention étrangère comme un acte humanitaire. Il s'agit de l'impérialisme des droits de l'homme, qui alimente toutes les hypocrisies du droit international. Une troisième perspective justifie l'impérialisme en exaltant sa fonction civilisatrice, l'exercice du paternalisme anglo-saxon et la supériorité de la culture occidentale. C'est sous ces justifications que sont perpétrées toutes sortes de massacres. Une quatrième approche rejette le caractère impérial des États-Unis, en soulignant l'absence de colonies, mais en omettant le fait que cette puissance a émergé et s'est consolidée en tant que république impériale, d'abord continentale, puis hémisphérique et, enfin, mondiale.

Le marxisme souligne que les conflits armés résultent de la rivalité pour le profit. Il s'oppose à la séparation artificielle des sphères nationale et internationale, insistant sur leur imbrication. De plus, il remarque que les déséquilibres signalés par le courant réaliste des relations internationales découlent de la dynamique du capitalisme et non de la simple contraposition des États-nations. Enfin, il remet en question les réflexions visant à déterminer si la bipolarité, l'unipolarité ou la multipolarité déterminent la stabilité mondiale, rejetant catégoriquement la nécessité d'un empire pour maintenir cet équilibre.

## L'IMPÉRIALISME TARDIF

Notre perspective propose de périodiser l'impérialisme, en considérant ses phases spécifiques, étant donné que nous ne considérons pas ce phénomène comme une étape du capitalisme.

Le meilleur critère pour périodiser historiquement l'impérialisme est d'observer le degré d'expansion du capital. Ce paramètre permet de reconnaître ses phases antérieures de développement immature, consolidé, plein ou déclinant. Cette vision permet également de dépasser une dichotomie entre colonialisme antérieur et impérialisme postérieur, qui méconnaît les variétés, continuités et les réinventions des modalités coloniales.

Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle s'est formé le système impérial qui succéda au système classique dans le contexte de la fin des guerres interimpériales et de la suprématie absolue des États-Unis. Ce modèle fonctionna à plein entre 1945 et 1970, combinant intervention militaire et domination économique de la première puissance, assise sur la prééminence du dollar comme monnaie mondiale. Durant cette période prévalut un impérialisme collectif de la Triade (Amérique du Nord, Europe occidentale et Asie du Sud-Est), mené par les États-Unis, qui imposa la primauté d'une structure internationale placée sous la coupe du Pentagone. Au sein de ce modèle, on peut distinguer des pays du centre, semi-périphériques et périphériques, ayant selon les cas des velléités alter-impériales, co-impériales et sous-impériales.

Les critères économiques d'absorption ou de drainage de valeur étaient tout aussi importants pour définir la place de chaque pays dans l'ordre mondial que les paramètres géopolitiques d'inclusion ou d'exclusion du système impérial. À partir des années 1970, ce système entra en crise, parallèlement au déclin des États-Unis et à la reconfiguration du Nord et du Sud en tant qu'entités géopolitiques remplaçant le premier, le deuxième et le tiers-monde.

« La fin de la mondialisation néolibérale, précipitée par la crise financière de 2008, a entraîné une fragmentation des différentes mondialisations, modifiant qualitativement la scène internationale. »

Nous assistons actuellement à une rupture radicale avec cette époque. La fin de la mondialisation néolibérale, précipitée par la crise financière de 2008, a entraîné une fragmentation des différentes mondialisations, modifiant qualitativement la scène internationale.

Le projet de restauration du *leadership* américain a abouti à l'effet inverse : la montée en puissance de la Chine. Ce changement a été accentué par la pandémie, et le point de bascule a été marqué par la guerre en Ukraine. Dans ce nouveau contexte, la géopolitique remplace l'économie comme principale discipline analytique pour évaluer les sentiers menant de la crise à l'effondrement du système impérial.

Toutes les relations dominantes au sein de ce modèle se fissurent à un rythme vertigineux, avec la fracture transatlantique, l'érosion potentielle de l'alliance israélo-américaine, la montée en puissance de la Chine, le redressement de la Russie et la formation des BRICS. Cette nouvelle période peut être qualifiée d'impérialisme tardif. Ce terme est plus précis que celui d'hyperimpérialisme, car il met l'accent sur l'érosion, le déclin, voire l'effondrement du système précédent.

La militarisation étant la caractéristique dominante du contexte actuel, les comparaisons avec le passé s'avèrent très utiles. L'analogie entre la situation actuelle et les deux guerres mondiales du siècle dernier est devenue indispensable, étant donné qu'une troisième guerre mondiale est jugée possible par de nombreux analystes.

La comparaison fréquente du contexte actuel avec la Première Guerre mondiale induit plusieurs erreurs. Elle occulte l'absence, à cette époque, de puissance comparable aux États-Unis et ignore le fait qu'il ne s'agit pas aujourd'hui d'un conflit entre puissances également offensives. Ce sont les guerres locales, résultant des agressions de l'empire occidental, qui prédominent. Cependant, de nombreux parallèles avec la Seconde Guerre mondiale peuvent être observés, notamment la parenté troublante entre Netanyahu/Trump et le fascisme.

Les trois factions de l'élite américaine – les souverainistes, les néoconservateurs et les mondialistes – intensifient les guerres pour contrer les difficultés économiques et accaparer effrontément des matières premières, avec le même manque de contrôle qu'exhibaient l'Allemagne ou le Japon au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Elles recourent également aux mêmes méthodes de génocide et d'extermina-

tion que celles employées par Hitler. La Seconde Guerre mondiale s'est propagée par sa propre dynamique, avec Pearl Harbor et Barbarossa, dans une dynamique comparable à l'expansion militaire déchaînée en Ukraine, en Palestine et en Iran.

Contrairement à la Seconde Guerre mondiale, ce n'est pas la puissance émergente, mais son adversaire déclinant qui pousse le plus ardemment à la guerre. Cependant, tout comme lors de ce conflit, deux blocs majeurs se forment, dans une configuration très similaire à celle des Alliés contre l'Axe. Cet alignement reproduit le scénario d'un ennemi prioritaire. Une fois de plus, les conflits entre puissances s'entremêlent avec des guerres nationales, sociales et démocratiques. Et comme on l'a déjà constaté en Ukraine et en Syrie, la dynamique des événements modifie la nature initiale de ces guerres.

---

« Toute lutte anti-impérialiste suppose aujourd'hui de s'attaquer avant tout au fascisme. Contrairement au siècle dernier, la révolution sociale n'est pas à l'ordre du jour immédiat, mais son éruption est une conséquence potentielle de la catastrophe actuelle. »

---

Aujourd'hui, ce n'est pas la défense de l'URSS qui est en jeu, mais plutôt celle de Cuba et de la Chine. De plus, toute lutte anti-impérialiste suppose de s'attaquer avant tout au fascisme. Contrairement au siècle dernier, la révolution sociale n'est pas à l'ordre du jour immédiat, mais son éruption est une conséquence potentielle de la catastrophe actuelle.

Dans ce contexte, des transformations économiques, militaires, techniques et idéologiques d'une ampleur comparable à celles du milieu du XX<sup>e</sup> siècle sont en cours. Comme par le passé, la stratégie socialiste exige d'identifier les ennemis et de reconnaître les alliés, de dénoncer les trahisons, mais aussi d'accepter les compromis. L'objectif est d'appuyer la dynamique anticapitaliste susceptible d'émerger en cas de guerre. ►►

## ► LES TENDANCES ET LES CONCEPTIONS

Plusieurs tendances futures découlent du contexte actuel. La première est sans aucun doute la guerre et ses conséquences incommensurables. La seconde est un cadre chaotique résultant de ces contextes de guerre. En répondant à leur déclin par des agressions extérieures, les États-Unis renforcent des situations ingérables qui influent sur le cours même de leurs agressions.

Une troisième tendance est celle de la transition hégémonique. Elle décrit le déclin des États-Unis et l'ascension fulgurante de la Chine. Cette prédiction devient très controversée lorsqu'elle est envisagée dans une perspective de succession hégémonique, où la Chine remplace les États-Unis, comme ce fut le cas par le passé pour la Grande-Bretagne, les Pays-Bas ou l'Espagne. Il s'agit d'une conception de l'ascension et du déclin des puissances comme une métathéorie impliquant différents systèmes sociaux soumis à une norme commune. Cette approche est étroitement liée à une philosophie de l'histoire discutable, peu compatible avec la théorie de l'impérialisme.

Cette vision se heurte également à des problèmes similaires à ceux des théories des cycles longs, qui présupposent un destin prédéterminé et ignorent le rôle déterminant des individus. Les notions d'étapes – en tant que périodes du capitalisme – sont bien plus pertinentes que celles de cycles.

Une autre interprétation de la transition hégémonique, envisagée comme un avenir multipolaire ouvert, s'oppose à l'idée d'un simple remplacement d'un empire par un autre. Cette perspective, intéressante et ouverte à toutes les possibilités, élude toutefois la possibilité d'une évolution potentielle vers le socialisme. Prendre en compte cette évolution est essentiel pour saisir le véritable sens d'une transition future.

Cette évolution peut être conceptualisée avec précision à l'aide des critères de développement inégal et combiné, qui ne prédéterminent pas l'avenir. Ils

« En répondant à leur déclin par des agressions extérieures, les États-Unis renforcent des situations ingérables qui influent sur le cours même de leurs agressions. »

explicitent les logiques et les tendances issues de la fusion de formations diverses ou du privilège des derniers venus (au développement). Cette approche éclaire la progression de la Chine aux dépens des États-Unis, explique l'émergence de formations intermédiaires et envisage des modèles futurs au sein d'une dynamique historique intersociétale. Elle constitue un critère qui renouvelle le vieux débat marxiste entre les évolutions objectives des forces productives et les dynamiques subjectives des classes sociales dans le développement historique. Ce sont là d'importants sujets de réflexion sur le postimpérialisme et le postcapitalisme.

## DES CONTROVERSES MARXISTES

Au sein du marxisme, il existe des controverses sur la nature et la trajectoire de l'impérialisme. En identifiant les principaux adversaires, les alliances ou les politiques anti-impérialistes, on structure les discussions.

Les débats sur l'impérialisme sous un angle purement économique se sont révélés stériles par le passé et ne doivent pas être reproduits. De nombreux débats marxistes ont porté sur la centralité du capital financier, la stagnation et l'exportation de capitaux, mais elles sont désormais secondaires. Forts de ces critères, il convient d'examiner quatre débats.

Le premier argument reprend la théorie d'Antonio Negri, très discutée dans la décennie précédente. Il postule l'existence d'une nouvelle ère postimpérialiste, où capital et travail s'opposent frontalement à l'échelle mondiale, et où toutes les fractions du capital sont liées par la dissolution des anciens centres et frontières. Il met en lumière l'émergence d'une classe dirigeante mondialisée, où les États-Unis diffusent leurs structures à la planète entière, tout en se dissolvant au sein du nouveau système impérial. La thèse de l'empire mondial est devenue totalement hors sol dans le contexte actuel. Elle a perdu de sa pertinence avec le déclin des États-Unis, le différend avec la Chine et la fin de l'euphorie entourant la mondialisation. Negri esquivait les problèmes, s'accrochant à une thèse de chaos généralisé et gardant un silence complet sur la Chine. Il persiste à ignorer que les revendications populaires se formulent et se concrétisent au niveau des États-nations. Son associé américain Michael Hardt postule la primauté d'un « régime de guerre », sans pour autant évaluer les conflits entre puissances. Il considère tous les belligérants comme semblables. Sans l'affirmer explicitement,

il suggère que la Chine et les États-Unis font partie du même empire, sans pour autant développer de réflexion convaincante.

Il existe une seconde perspective soutenant la thèse des classes et des États transnationalisés comme caractéristique dominante de notre époque. Cette dernière estime qu'il n'existe pas d'impérialisme étasunien, mais un empire capitaliste global aux capitaux entremêlés. Elle considère que chacun participe à ce même impérialisme, appuyé sur des individus fortunés d'origines nationales diverses. Avec un tel postulat, il devient impossible de comprendre les conflits géopolitiques actuels entre la Chine et les États-Unis, ou entre l'Europe et la Russie. À l'instar de la vision de Negri, cette perspective purement transnationaliste a perdu sa validité à l'ère du retour des conflits entre grandes puissances. La situation actuelle confirme les objections formulées dès l'origine par les critiques de cette conception quant à l'existence de classes ou d'États transnationaux. Ils ont souligné que le capitalisme a émergé parallèlement à l'État-nation et insisté sur l'improbabilité de son fonctionnement sans cette structure. La perspective transnationaliste renouvelée de l'impérialisme global tend à promouvoir des réponses politiques neutralistes aux tensions sino-américaines. Cette attitude promeut un internationalisme simpliste qui ne permet pas la mise en œuvre de politiques anti-impérialistes efficaces.

Une troisième perspective, partagée par de nombreux auteurs, postule directement l'existence d'un conflit interimpérialiste, très semblable à la Première Guerre mondiale, où la Chine et la Russie sont défiées comme puissances impérialistes équivalentes aux États-Unis ou à l'Europe. Certains courants de pensée, notamment ceux qui critiquent l'invasion de l'Ukraine, et d'autres, plus modérés, évitent de définir le statut du régime social chinois. Dans ce cas, ils se limitent à postuler une équivalence entre les actions impérialistes de Pékin et de Washington. Cette perspective influence de nombreux auteurs marxistes. Tous ces auteurs ignorent l'existence d'un bloc du Sud global distinct du Nord et la centralité de la lutte anti-impérialiste. Ils ne notent pas non plus la différence entre la politique agressive des États-Unis et l'attitude de la Chine consistant à éviter l'usage de la force. Ils omettent la position unique de la Chine, qui peut exercer des formes de domination économique sans modalités impérialistes. Cette perspective pousse les positions politiques neutralistes à l'extrême. Considérant que toutes les puissances représentent des ennemis tout

aussi dangereux pour les peuples, elle propose de soutenir les résistances de tous bords, sans tenir compte de l'influence du Mossad, de l'OTAN et des révolutions de couleur dans le déclenchement des conflits les plus dramatiques.

---

« Au sein du marxisme, il existe des controverses sur la nature et la trajectoire de l'impérialisme. En identifiant les principaux adversaires, les alliances ou les politiques anti-impérialistes, on structure les discussions. »

---

Durant la longue période de mondialisation et d'unipolarité, une quatrième approche pour expliquer le nouvel impérialisme de cette phase s'est développée. Les tenants de cette thèse affirmaient que le capital s'étendait en créant des crises de surproduction, en augmentant les dépossessions et en générant de nouveaux déséquilibres. Rétrospectivement, la thèse du nouvel impérialisme partage les présupposés problématiques de cette période, estimant que les États-Unis consolidaient leur position de puissance dominante, que la globalisation impliquait une intégration mondiale effective des capitaux, que la planète entière était devenue capitaliste (y compris la Chine) et que la tradition de dépendance consistant à drainer des ressources depuis les périphéries avait perdu son importance. Elle n'a pas perçu le déclin continu des États-Unis. Elle a mis en lumière le bellicisme mais l'a dissocié de ce déclin. D'une certaine manière, ces perspectives tendaient à considérer la mondialisation comme une période d'empire informel sous commandement américain. Or les États-Unis n'ont jamais modéré leur recours à la coercition et n'ont jamais exercé d'empire informel, comme le démontre leur principe directeur fondamental, la doctrine Monroe. Supposer que leurs actions étaient déterminées par la séparation croissante de l'économie et de la politique revient à ignorer que l'État impérial américain a mené des interventions militaires permanentes à l'échelle mondiale pour affirmer sa primauté. ■

\***Claudio Katz** est économiste.

Il est professeur à l'université de Buenos Aires.

# Suspendre l'accord d'association Union européenne-Israël !

Le 21 avril dernier, le conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne a refusé de donner suite aux demandes du gouvernement espagnol de suspendre l'accord d'association UE-Israël.

— PAR **VINCENT BOULET\*** —

Il a fallu attendre le 20 mai 2025 pour que ce même conseil décide d'un examen formel de l'accord d'association. Et encore quatre mois, jusqu'en septembre 2025, pour que la commission européenne propose au conseil de l'UE la suspension partielle de l'accord. Depuis lors, aucune mesure concrète n'a été mise en œuvre.

## UNE INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE

Le 15 avril dernier, plus de trois cent cinquante anciens ministres, ambassadeurs et hauts fonctionnaires, dont Josep Borrell, ancien président du Parlement européen et ancien haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères, ont demandé la révision de cet accord.

De plus, une initiative citoyenne européenne a obtenu un succès très rapide qui montre une indignation populaire face au maintien en l'état de cet accord. Elle a franchi le cap du million de signatures provenant d'au moins sept pays différents, ce qui oblige la commission à l'examiner. Et pour cause. Le gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu poursuit la guerre et le génocide à Gaza, alors que l'armée israélienne occupe toujours 58 % de la bande de Gaza.

Médecins sans frontières (MSF) vient de dénoncer les conséquences du blocus israélien : mortalité néonatale, pénurie d'eau, famine... Les colons et l'armée d'occupation poursuivent leur politique d'épuration ethnique en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Cette politique menée dans la zone C s'étend désormais sur la zone B. L'agression contre l'indépendance du Liban a entraîné l'exode de 10 % de la population du pays !

## L'ACCORD D'ASSOCIATION UE-ISRAËL

L'article 2 de cet accord stipule que les parties doivent respecter les droits humains. Il est plus qu'urgent de se conformer à cet article et de suspendre l'accord tant que le

gouvernement israélien ne respecte pas les droits humains. L'UE avait d'ailleurs très partiellement avancé en 2012, en gelant le dialogue politique au niveau ministériel. Mais, en 2022, elle l'a rétabli sans avoir obtenu aucune avancée en la matière. La situation s'est même fortement aggravée depuis.

Il ne s'agit pas d'un simple accord commercial. Il inclut l'État d'Israël dans plusieurs politiques communautaires.

## LA RESPONSABILITÉ DE LA FRANCE

Cette question soulève le problème du fonctionnement de la construction capitaliste de l'UE. Cet accord entre dans les compétences exclusives de l'UE décidées à la majorité qualifiée des États. Il faut donc le soutien d'un des principaux pays de l'UE. Or l'Allemagne et l'Italie s'opposent à la suspension.

Cela implique donc deux choses. Premièrement que la France agisse au sein de l'UE en faveur de la suspension de l'accord. Deuxièmement, qu'elle prenne, sans attendre la décision de l'UE, des sanctions économiques contre l'État d'Israël tant qu'il ne respecte pas le droit international. Elle peut agir dans ce sens en le proposant à d'autres États européens, ou extra-européens. Des alliances sont possibles au sein de l'UE elle-même : l'Espagne, l'Irlande, la Slovaquie veulent agir dans ce sens. Ce serait une véritable brèche ouverte dans la logique libérale capitaliste des traités européens !

Seule la pression internationale sera efficace pour contraindre le gouvernement israélien à respecter le droit international. La question centrale est celle de la constitution d'un État de Palestine pleinement souverain, aux côtés de l'État d'Israël.

Pour les Palestiniens, il y a urgence ! ●

\***Vincent Boulet** est membre du comité exécutif national. Il est responsable des Relations internationales

# Cause ★ commune

SPECIAL CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



**4 NUMÉROS  
UTILES POUR  
LA PRÉPARATION  
DU 40<sup>e</sup> CONGRÈS**

**4 NUMÉROS POUR 25 €  
2 NUMÉROS POUR 15 €  
1 NUMÉRO 10 €**

Frais de port gratuit - Bulletin à renvoyer à :  
Association Paul Langevin : 6, av. Mathurin-Moreau - 75019 Paris



Je souhaite recevoir  exemplaires du n° 41 • Je souhaite recevoir  exemplaires du n° 42

Je souhaite recevoir  exemplaires du n° 46 • Je souhaite recevoir  exemplaires du n° 47

Nom/prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Adresse électronique ..... Mobile .....

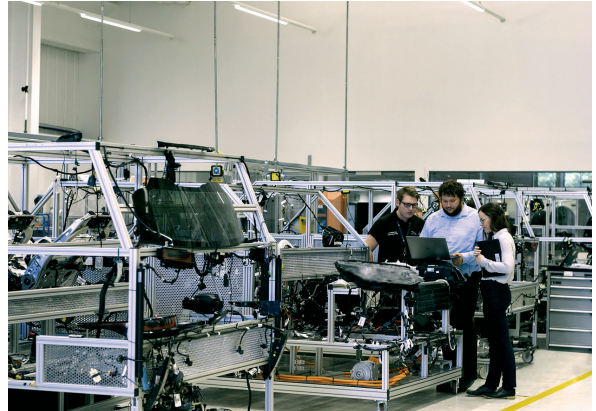
Je joins un chèque de .....

Je fais un virement de .....

Signature

IBAN : FR83 2004 1 000 01 B2 8870 OR02 003

Date : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_



# La politique à l'entreprise

— PAR GÉRARD STREIFF\* —

L'enquête dont il va être question ici s'intitule *La politique au travail*. Un titre qui fait un peu illusion car on s'attend à une étude sur les voies et les formes de politisation à l'entreprise. Erreur ou plutôt nuance : il s'agit de comprendre le comportement des salariés en entreprise à partir de leurs opinions politiques. Ces opinions sont schématiquement classées en trois catégories : la gauche radicale, le centre et la droite radicale. D'autres opinions sont à peine évoquées. Le sous-titre de cette recherche précise en effet : « Vécu en entreprise et fractures politiques des salariés en France ». Il s'agit d'une enquête de trois économistes de HEC, Yann Algan, Antonin Bergeaud et Camille Frouard, datée de mars 2026, réalisée auprès de trois mille neuf cents salariés du privé en 2024-2025. « Aucune enquête, disent les rapporteurs, ne croise pour la France les expériences de vie au travail (les émotions et inquiétudes professionnelles, la confiance dans le management...) ET le positionnement politique – et ce à l'intérieur d'une même catégorie socioprofessionnelle [CSP]. Les enquêtes électorales ignorent le vécu au travail. Les enquêtes sur le travail ignorent le vote. Ce travail vise à combler ce vide. »

« La solitude et l'absence de reconnaissance au travail sont un enjeu démocratique. »

## DES CONSTATS

L'étude met en évidence une suite de constats qu'on pourra naturellement discuter (on pourra aussi discuter le choix de privilégier trois catégories politiques ou une certaine tendance à psychologiser les choses...) mais les observations de nos trois économistes ne manquent pourtant pas d'intérêt :

- L'axe qui sépare les électorats au travail, estime les auteurs, n'est ni le salaire ni la CSP, c'est la qualité du lien social vécu au quotidien dans l'entreprise.
- Le salarié proche du RN a davantage confiance dans le projet de l'entreprise mais se défie fortement de ses collègues, il est isolé socialement.
- Le salarié de la gauche radicale se méfie de la direction mais fait confiance à ses collègues de travail.
- Le salarié de la gauche radicale est frustré par le sens de son travail.
- Le salarié de la droite radicale est frustré par l'absence de perspectives de promotion et de reconnaissance.
- Les salariés du centre seraient épanouis dans toutes les dimensions du vécu au travail... mais sont très peu nombreux.

- Les non-affiliés (33 %) ne sont pas « indécis », ils sont en atonie. Même isolement que le RN mais sans colère, ni espoir.
- La gauche radicale est la plus inquiète face aux transformations du travail (dont l'IA) mais plébiscite le télétravail ; le RN le rejette massivement, synonyme d'encre plus d'isolement.
- La confiance dans les collègues prédit les attitudes culturelles et en particulier l'ouverture à l'immigration (dans toutes les CSP), dit encore l'enquête.
- La droite radicale serait le premier parti des salariés ouvriers/employés (22,6 %) et des cadres (14 %, devant le centre à 13 %).
- Les salariés de la droite radicale ne constituent pas un bloc (voir l'extrait ci-dessous).

L'étude émet l'hypothèse que les salariés de la droite radicale et celui de la gauche radicale partagent « une colère commune » mais ont « deux vécus différents ». Et le texte poursuit : « Malgré son isolement, le salarié droite radicale se déclare en moyenne plus satisfait de son travail que le salarié gauche radicale qui pourtant bénéficie de meilleures relations avec ses collègues. Et à CSP, salaire et secteur identiques, l'écart persiste. C'est donc un filtre idéologique qui l'explique. En effet le salarié gauche radicale attend du travail qu'il change le monde : utilité sociale, équité, sens et forte inquiétude face à l'IA. L'écart entre ces attentes élevées

et la réalité nourrit alors sa déception. Le sympathisant droite radicale quant à lui attend du travail qu'il lui donne une place dans la société : fierté, promotion, statut. [...] Son rapport à l'institution entreprise reste déferent, c'est

sa place dans la société et l'entreprise, et le sentiment d'être bloqué dans ses promotions qu'il conteste, pas le modèle lui-même. »

## DES ENSEIGNEMENTS QUANT À LA CONSCIENCE DE CLASSE

Le rapport propose enfin des enseignements qu'on imagine établis à HEC plutôt dans une perspective managériale (voire du côté du DRH) mais qu'on peut également prendre en considération quand on entend approfondir l'état des classes sociales et de la conscience de classe en France aujourd'hui. Par exemple, à l'entreprise, « la solitude et l'absence de reconnaissance au travail sont un enjeu démocratique ».

Ou « la confiance sociale se construit dans l'expérience concrète en entreprise et pas uniquement par les politiques publiques de quartier, d'éducation, de redistribution ». Ou encore « un tiers des salariés, les plus isolés au travail, sont non affiliés et ne votent pas : l'atonie professionnelle précède l'atonie civique ». ●

\*Gérard Streiff est rédacteur en chef de *Cause commune*.

« L'axe qui sépare les électors au travail, estiment les auteurs, n'est ni le salaire ni la CSP, c'est la qualité du lien social vécu au quotidien dans l'entreprise. »

## LE RN N'EST PAS UN BLOC

Le RN n'est pas un bloc homogène. Derrière l'unité se cachent deux vécus du travail opposés mais, fait remarquable, au sein de profils sociologiques quasi identiques. Les RN « heureux » et « malheureux » comptent pratiquement la même proportion de cadres, d'employés, d'ouvriers. Ce qui les sépare n'est ni le diplôme ni la CSP, c'est la qualité de l'environnement relationnel au travail, et notamment la taille

de l'entreprise. Les « heureux » travaillent massivement plus dans des petites entreprises (TPE) où la proximité crée plus de confiance. Inversement les RN « malheureux » sont surreprésentés dans les métiers du tertiaire où la solitude est plus grande. Ce qui les unit, c'est le rejet de l'immigration, strictement identique dans les deux groupes. Ce qui les divise, c'est leur rapport à l'économie : dialogue social,

liberté des entreprises. Le RN est une coalition culturelle, pas un bloc économique, uni par ce qu'il rejette, divisé par ce qu'il vit au travail. Cela explique en grande partie l'hésitation actuelle du RN dans sa définition d'un programme économique.

Extrait de Yann Algan, Antonin Bergeaud, Camille Frouard *La politique au travail*, HEC, 2026.

# Edmund Husserl et les voies d'un humanisme original

Pour des raisons historiques complexes, la pensée d'Edmund Husserl est restée largement étrangère à la dialectique et au matérialisme historique. Elle a été appropriée par des courants de pensée souvent hostiles au marxisme, notamment à partir du début des années 1960, où certains de ses tenants l'ont orientée dans une direction délibérément idéaliste et parfois mystique. Cette évolution n'avait rien de fatal.

PAR **JEAN-MICHEL GALANO**

**C**omme l'observe Lucien Sève, dans *La Philosophie ?* (Editions La Dispute), elle peut même être interprétée comme une dénaturation. Husserl a été, dès le début et plus encore dans ses dernières recherches, non seulement un penseur des essences, pratiquant ce qu'il est convenu d'appeler l'*eidétique*, mais un penseur de l'essence humaine dans son historicité réelle, soigneusement distinguée par lui de l'histoire empirique. Le mouvement de l'histoire est selon lui celui d'une humanité

qui, malgré les vents contraires et les risques bien réels de régression (il n'en a lui-même pas été épargné dans sa vie personnelle), ne cesse de s'affirmer comme devenir de l'humanité et potentialité de paix.

## UNE CRITIQUE DES IDÉOLOGIES SIMPLIFICATRICES

Edmund Husserl (1859-1938) est par sa formation un scientifique de très haut niveau, élève puis collaborateur à Leipzig de Karl Weierstrass (1815-1897), l'un des plus grands mathématiciens

de son temps. Ce qui va l'orienter de proche en proche vers la logique, puis vers la philosophie (il n'a aucune formation académique dans cette dernière discipline) c'est une certaine incertitude par rapport aux fondements, et aussi aux finalités des sciences qu'on appellera bien plus tard « dures », à savoir, essentiellement, l'arithmétique et la géométrie, considérées dans leurs liens avec la logique et l'expérience. Il est vrai que le puissant développement des mathématiques à cette époque ne cesse de susciter problèmes et interrogations.

L'impérialisme des sciences humaines et le risque d'un réductionnisme vulgaire : d'un côté, la toute jeune mais ambitieuse psychologie tend à considérer les idéalités mathématiques comme purs et simples produits du cerveau humain, sans objectivité réelle ; d'un autre côté, la sociologie, elle aussi toute neuve et fortement influencée par le grand penseur relativiste Wilhelm Dilthey (1833-1911), considère que toute science, comme

---

« À la norme traditionnelle de vérité commencent à se substituer des critères flous tels que le succès, l'utilité ou la rentabilité. Husserl assiste à l'envahissement de ces normes utilitaristes, dans l'école et dans toute la société. »

---

d'ailleurs toute formation culturelle (art, institutions, idéologies, etc.), est partie prenante d'une « vision du monde » (*Weltanschauung*) propre à un temps et à un lieu donné dans le devenir d'une civilisation, susceptible d'être emportée avec elle par les aléas de l'histoire. À cette double mise en cause relativiste s'ajoute que, en ce tournant du XX<sup>e</sup> siècle, la complexité accrue des sciences et la prolifération de leurs applications techniques et technologiques favorisent un certain « pragmatisme », déjà théorisé aux États-Unis : à la norme traditionnelle de vérité commencent à se substituer des critères flous, tels que le succès, l'utilité ou la rentabilité. Husserl assiste à l'envahissement de ces normes utilitaristes, dans l'école et dans toute la société. Ce n'est pas seulement en philosophe, mais en citoyen qu'il s'en inquiète.

### LA PHÉNOMÉNOLOGIE : UNE RADICALITÉ FÉCONDE

La phénoménologie est donc, d'entrée de jeu, l'affirmation de l'unité et de la communicabilité universelle de la science, laquelle est posée comme constitutive de l'humanité en tant que telle. C'est le refus de tout relativisme, qu'il soit psychologique ou culturel. Cette affirmation n'est pas propre à Husserl, elle court dans toute l'histoire de la philosophie, de Platon à Kant en passant par Leibniz et Spinoza. Mais chez eux, elle se fait au nom de la *raison*, posée comme norme suprême et indiscutable. Husserl - et c'est là son immense originalité - s'efforce de remonter, ou plutôt de rétrocéder, à une couche de sens antérieure à la rationalité elle-même, à un sol humain partagé, à un préalable « archaïque », condition de possibilité de toute donation de sens et de toute rationalité.

La science, telle qu'elle se présente à nous, « toute prête » et déjà constituée, est une *tradition*, c'est-à-dire une transmission, qui nous relie

aux premiers pas de l'humanité. Les circonstances empiriques (nécessités du commerce, travaux de construction ou d'irrigation...) qui ont été l'occasion de sa naissance n'en ont justement été que *l'occasion*, et n'en disent pas la vérité. De fait, la science naît souvent de la réflexion sur l'échec d'une technique dont l'efficacité était circonscrite à un milieu matériel ou humain déterminé.

La mise entre parenthèses de l'histoire empirique - ce que Husserl appelle aussi *réduction* - a pour objet de nous

*péennes et la phénoménologie transcendante*) Husserl souligne l'importance en quelque sorte indéradicable de cette précondition : toute chose pour moi se détache sur un *horizon*, j'ai conscience d'appartenir à un *monde*, monde naturel mais aussi et surtout monde *humain* dans lequel je suis pour les autres aussi proche et aussi énigmatique qu'ils le sont pour moi. C'est l'épaisseur, la densité irréductible de l'adhérence au monde et de l'intropathie. « Avant même d'y prêter attention, nous sommes conscients de l'horizon

« La science naît souvent de la réflexion sur l'échec d'une technique dont l'efficacité était circonscrite à un milieu matériel ou humain déterminé. »

délivrer l'accès à ce que l'on est tenté d'appeler l'histoire profonde, histoire de long terme et affirmative du genre humain. Les commencements des diverses sciences nous resteront à jamais inconnus, et il ne sert à rien d'empiler les hypothèses à ce sujet. Inutile aussi de se donner, comme le fait par exemple Kant dans la préface de la deuxième édition de *La Critique de la raison pure*, une « raison » tout armée et préexistante. Le véritable point de départ de toute démarche qu'on dira rétrospectivement rationnelle doit être antérieur, en fait et en droit, à tout discours structuré : il doit être *antéprédictatif*. Chaque être humain, « à la différence peut-être des enfants et des fous », possède un savoir primordial, un savoir d'avant le savoir, qui n'est ni la science ni le langage mais qui en est la condition de possibilité. Que ce soit dans les *Ideen I*, dans les *Méditations cartésiennes*, dans *Expérience et jugement* (surtout) ou dans la *Krisis* (*La Crise des sciences euro-*

ouvert de notre cohumanité avec son noyau circonscrit, celui de nos proches et de ceux que nous connaissons en général. Solidaire de cette conscience, il y a la conscience dans notre horizon de l'étranger... » (*L'Origine de la géométrie*). Ce sol commun, cette coappartenance commune, c'est la possibilité même du langage. Je peux être dans un pays dont j'ignore totalement la langue, je sais toujours déjà que tout, absolument tout, y est *nommable* : l'idée d'humanité fonctionne déjà dans son univalence.

L'insistance de Husserl sur ce savoir primordial, ce savoir d'avant les raisons et les preuves, trouve son expression la plus singulière et la plus paradoxale dans le titre d'un de ses articles : « La terre ne se meut pas ». Au-delà de son aspect provocateur, ce titre a une fonction claire : attirer l'attention sur le fait que la science, galiléenne en l'occurrence, n'efface pas le savoir initial, celui qui nous lie à « l'arche originelle Terre » et qui fait de celle-ci, ►►

► avant qu'elle devienne un référentiel, une *référence* commune à tous les humains.

C'est donc à la fois sur cette base et en rupture avec elle que la science va se construire.

La difficulté qu'affronte Husserl est la suivante : le chercheur (par exemple le mathématicien) se contente-t-il de découvrir quelque chose de « réel », à la façon dont un explorateur découvre un cap ou une île ? Dans ce cas, ce serait un retour au platonisme, et il faudrait bien admettre, c'est ce que Lucien Sève reproche à Husserl, que les idéalités mathématiques ont été placées dans notre tête par « le bon Dieu ». Ou bien, et telle semble être la véritable position de Husserl, les sciences théoriques sont une production de l'esprit humain, certes au début dues à tel ou tel chercheur mais immédiatement partageables, répétables, traduisibles dans toutes les langues, émancipées en droit comme en fait du contexte où elles ont pris naissance ; et, de ce fait, émancipatrices.

C'est le langage qui permet cette universalisation. L'intersubjectivité est la condition de l'objectivité.

### TRANSMISSION DE LA TRADITION, UNE OPÉRATION PLEINE DE RISQUES

Élaborée sur la base de notre cohumanité, point de convergence de tous les langages humains, la rationalité, dont l'index est le développement des sciences, est ce qui permet de transcender à la fois le bariolage des langues naturelles, les particularismes institutionnels et l'histoire événementielle. Il y a une histoire de l'humanité qui, par-delà les errements et les errances, doit être vue comme la continuité d'un progrès, l'affirmation de plus en plus forte d'une identité et d'une communauté de destin.

Pour autant, rien n'est définitivement acquis à l'humanité. Si les accidents de l'histoire empirique (guerres, etc.) ne

« À mesure que les sciences se développent, leur origine s'obscurcit, et leur centre de gravité se déplace vers notre époque et nos préoccupations. »

rendront jamais faux le vrai, ils peuvent le rendre obscur et inopérant. Les civilisations sont mortelles, même si le vrai ne l'est pas. Mais il y a une menace plus immédiate encore.

En effet, la tradition, pour être véritablement transmise, doit être réappropriée. À mesure que les sciences se développent, leur origine s'obscurcit, et leur centre de gravité, si l'on ose dire, se déplace vers notre époque et nos préoccupations. Husserl signale de ce point de vue une difficulté et une conséquence. La difficulté, c'est, entre l'intuition originaire et nous, la médiation non pas du langage mais de l'écriture. La tradition se transmet, surtout de nos jours, davantage par la médiation de l'écrit que par l'oralité. Pour Husserl comme pour Rousseau, et déjà pour Platon, l'écriture, nécessaire pour fixer et consigner les acquis de la science, la dévitalise et en appauvrit la charge de sens initiale. Cette dépréciation de l'écriture tout au long de l'histoire de la métaphysique occidentale attirera l'attention critique de Jacques Derrida (1930-2004), donnant naissance à sa mise en cause du « logocentrisme ». Et il est certain en tout état de cause que, pour Husserl, l'écriture, médiation indispensable, est un obstacle à l'appropriation de la science par les générations à venir, ce qui crée des responsabilités nouvelles pour les institutions d'enseignement et une nécessité de vigilance pour tous.

La conséquence, c'est que dans les sociétés telles que le capitalisme les construit en ce début du XX<sup>e</sup> siècle et

depuis, la principale justification de la science et de la scientificité aux yeux de l'opinion, et surtout de ceux qui la forment, ce sont ses applications, l'incontestable et redoutable efficacité de ce que l'on appelle significativement « l'outil mathématique ». Produit exemplaire de la culture humaine dans ce qu'elle a à la fois de plus originel et de plus universel, la science bascule complètement sous nos yeux vers un simple statut d'*instrument*. Instrument de qui ? pour quoi ?

On peut considérer que Husserl anticipe ici sur la critique de la technique qui sera celle de son disciple infidèle Heidegger (très bien analysée dans ses ambiguïtés comme dans sa portée réelle par Lucien Sève dans *Pour une critique de la raison bioéthique*, Odile Jacob, 1994). Et il est permis de se demander si Husserl, comme tant d'autres, n'a pas minimisé la charge de sens, de rationalité et même d'ethnicité contenue dans les savoir-faire techniques et industriels élaborés tout au long de l'histoire humaine, et eux aussi, à leur façon, objets de transmission et de partage, voire d'une certaine universalisation. Réduire les techniques à n'être que des applications de la science relève de l'unilatéralité, une unilatéralité dans laquelle se manifestent les limitations idéalistes de la pensée de Husserl, ce qui ne saurait nous dispenser d'en reconnaître la pertinence et la fécondité. ●

\*Jean-Michel Galano est agrégé de philosophie.

# Lutter contre les souffrances au travail

*Cause commune* a interrogé Rémy Ponge sur son livre : *Se tenir debout. Un siècle de luttes contre les souffrances au travail* (La Dispute, 2025).

— ENTRETIEN AVEC **RÉMY PONGE\*** —

© **Votre livre retrace une histoire sociale et politique de la souffrance au travail depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Quels sont les grands enseignements de cette histoire, en particulier du côté des femmes ?**

L'histoire que j'ai retracée dans mon livre, en m'appuyant sur une variété d'archives et d'entretiens, apporte trois enseignements majeurs. Le premier est l'ancienneté du thème des souffrances au travail. Alors qu'on associe souvent ces maux aux transformations récentes du travail et du management, notamment sous les effets de la montée en puissance du néolibéralisme dans les années 1990-2000, je montre que, dès les années 1930, le thème des souffrances au travail apparaît.

On parle alors de « fatigue nerveuse » pour désigner une fatigue qui touche principalement les ouvriers des usines de montage de la métallurgie, en particulier dans l'automobile. En plus de la fatigue physique liée à un travail très répétitif, monotone, avec de fortes pressions sur les cadences et la productivité et un contrôle étroit de la hiérarchie, ces ouvriers souffrent

de troubles gastriques, ils perdent le sommeil, sont déprimés. Le repos ne parvient pas à effacer cette lassitude. Les patrons des grandes entreprises industrielles de l'époque redoutent que cette fatigue nerveuse ne vienne alimenter les grèves et les contestations. Sans doute, on parlerait aujourd'hui de *burn-out* pour désigner ces maux-là.

Le second enseignement du livre est qu'il aura fallu près d'un siècle de luttes sociales pour faire reconnaître les souffrances au travail et tordre le cou à la rhétorique patronale qui renvoie la cause des souffrances à des problèmes individuels (des salariés

fragiles, qui gèrent mal leur « stress », ont des problèmes personnels, etc.). Ce sont les catégories subalternes qui ont été les premières touchées par ces pathologies-là, et le sont encore. Aujourd'hui, les ouvriers, plus encore, les ouvrières non qualifiées sont largement plus exposés à des conditions de travail nocives pour leur santé mentale que les cadres.

Du côté des femmes enfin, le troisième enseignement de l'ouvrage est de montrer leur rôle déterminant et leurs mobilisations dans la reconnaissance des souffrances au travail, mais aussi dans la production scientifique. C'est à partir de luttes des femmes, ►►

« Il aura fallu près d'un siècle de luttes sociales pour faire reconnaître les souffrances au travail et tordre le cou à la rhétorique patronale qui renvoie la cause des souffrances à des problèmes individuels. »

► particulièrement des ouvrières et des employées, dès les années 1950-1960 en France, que vont être menées les premières recherches sur la fatigue nerveuse et que vont avoir lieu des mobilisations sociales et syndicales importantes.

© Vous montrez en effet que ces souffrances décrites comme des « crises de nerfs » d'ouvrières deviennent un objet politique grâce à une alliance entre syndicalistes, scientifiques et travailleuses.

**Comment expliquez-vous que cette dynamique s'essouffle par la suite ?**

Dans les années 1960, la population ouvrière féminine, notamment dans la métallurgie et le textile, connaît une forte croissance. Parallèlement, les grandes administrations (comme les PTT ou les banques) emploient de nombreuses jeunes femmes peu qualifiées, soumises à des tâches monotones et à un contrôle hiérarchique strict, souvent masculin. C'est le cas des téléphonistes ou des employées de banque.

La désindustrialisation et la montée du chômage affaiblissent le poids politique et social du monde ouvrier. La CGT, confrontée à ces enjeux, recentre ses luttes sur la défense de l'emploi et la précarisation, reléguant au second plan les questions de santé au travail. De son côté, la CFDT s'éloigne des mobilisations ouvrières en raison de son recentrage politique. La fatigue nerveuse, bien que prise en charge par les syndicats, reste associée à un problème « féminin »,

« C'est à partir de luttes des femmes, particulièrement des ouvrières et des employées, dès les années 1950-1960 en France, que vont être menées les premières recherches sur la fatigue nerveuse et que vont avoir lieu des mobilisations sociales et syndicales importantes. »

ce qui limite son intégration dans les revendications syndicales plus larges. Il faut ajouter pour terminer la très forte répression exercée par le patronat contre les syndicalistes et les luttes pour l'amélioration des conditions de travail. Ceci est un facteur souvent oublié, lorsqu'on évoque ces sujets. Il était et reste une dimension déterminante pour comprendre les limitations de l'action syndicale, encore aujourd'hui.

© Dans votre chapitre sur la période 2006-2009, vous montrez que la médiatisation des suicides chez France Télécom tient en partie au fait qu'ils touchaient plus particulièrement des cadres. Qu'en est-il des souffrances des salariées et salariés subalternes ?

La médiatisation des suicides chez France Télécom s'explique par le fait qu'ils ont concerné des cadres et des techniciens qualifiés, proches socia-

lement des journalistes, qui se préoccupent plus de leurs problématiques. À l'inverse, la presse « grand public » nationale ne se soucie pas ou peu des difficultés des salariés moins qualifiés (ouvriers ou employés), comme en témoignent le peu d'intérêt pour les suicides d'ouvriers dans l'industrie, souvent ignorés par les médias, et que des syndicalistes ont pourtant essayé de rendre public à plusieurs reprises. De plus, France Télécom, en tant que grande entreprise publique, était déjà sous les projecteurs médiatiques en raison de sa privatisation, lancée dès les années 1980, et des mobilisations sociales très importantes qu'elle a suscitées. Les syndicats, très actifs à l'intérieur, dénonçaient les effets néfastes de cette privatisation sur la santé des salariés, appuyés par des données chiffrées qu'ils avaient produites avec l'aide de scientifiques. Enfin, un facteur déterminant est le fait qu'en tant qu'ancienne entreprise publique dans laquelle l'État conserve une participation, les responsables politiques se sont trouvés directement questionnés dans les médias sur la situation de France Télécom. Ceci a facilité la politisation des suicides. À l'inverse, les problèmes de santé des salariés subalternes restent très peu visibles, et les discours de certains responsables politiques, à l'image de l'an-

« Les professions du soin ont considérablement augmenté et sont particulièrement touchées par la hausse des accidents de travail. »

cienne ministre du Travail, Agnès Pannier-Runacher, qui vantait « la magie du travail à l'usine », soulignent la méconnaissance de la réalité du travail ouvrier.

© Vous analysez la flexibilité ou les formes de contrôle comme sources de souffrance au travail. Mais avez-vous également relevé comment les contraintes famille/travail (charge domestique, parentalité, temps partiel...) pèsent sur les femmes salariées ?

Dans mon travail, je me suis concentré sur les facteurs professionnels des souffrances, en analysant comment des catégories ont été créées pour identifier ces souffrances, en comprendre les causes et agir dessus. Toutefois, les contraintes familiales, surtout pour les femmes, jouent aussi un rôle important, notamment dans les formes d'épuisement auxquelles elles sont exposées. Cela mérite d'être approfondi, car les femmes assument encore majoritairement le travail domestique, même dans les couples qui prônent une répartition équitable des tâches. Cependant, il faut être vigilant : l'argument des facteurs externes est souvent utilisé par les entreprises pour éviter de reconnaître leur responsabilité dans les mauvaises conditions de travail. Il est essentiel de rappeler que ce qui se passe en dehors du travail ne concerne pas l'employeur, qui a l'obligation de prévenir les risques dans l'entreprise. Il convient donc de parler peut-être de

cumuls de « facteurs de risque » ou de « pénibilité », sans opposer travail et hors travail.

© Serait-il possible de prendre en compte la souffrance que peut générer un travail de *care*, c'est-à-dire un travail invisible et féminin, souvent exercé dans les métiers de l'éducation et de la santé, qui consiste à prendre soin d'autrui, à anticiper et à répondre constamment à ses besoins ?

Les études sur les travailleuses du *care* (travail social, aide à domicile, femmes de ménage, aides aux enfants en situation de handicap, etc.) sont nombreuses et ont permis de décrire en détail les facteurs de pénibilité de ces métiers, majoritairement féminins. Ces professions ont considérablement augmenté et sont particulièrement touchées par la hausse des accidents de travail. On dispose d'outils d'analyse pour saisir les exigences de ces métiers. On parle par exemple d'exigences émotionnelles : être confronté à la souffrance d'autrui, devoir masquer ses émotions, sourire et rester agréable en permanence. On constate également que la reconnaissance, tant symbolique que financière, et le soutien social (aide des collègues, stabilité du collectif de travail) sont faibles, souvent fragilisés par la précarisation et la réduction des coûts. Tous ces éléments sont des facteurs psychosociaux de risque que

l'employeur doit éliminer ou réduire, conformément au Code du travail. Il y a donc une reconnaissance légale, même si l'on peut aller beaucoup plus loin, ce qui est difficile en raison de l'affaiblissement du syndicalisme et de l'inspection du travail.

© Comment penser aujourd'hui le croisement entre engagement syndical et engagement féministe ?

Lutter contre les souffrances au travail est un enjeu féministe et politique majeur. Deux femmes sur trois sont exposées à plus de trois facteurs de risques psychosociaux, contre un homme sur deux. Sur un même poste, les femmes sont plus exposées et plus nombreuses à déclarer une *burn-out*. À ces inégalités face aux risques s'ajoutent les écarts de rémunération et de carrière, les femmes gagnant en moyenne 20 % de moins que les hommes. Les conditions de travail des femmes sont liées à des inégalités sociales et à notre société patriarcale. Lutter contre les souffrances au travail, c'est donc aussi un combat féministe, visant à réduire les inégalités de pouvoir et de domination qui nourrissent les violences sexistes et sexuelles. Sur les lieux de travail, ces violences sont majoritairement perpétrées par des hommes en position de pouvoir par rapport à leur victime. S'engager syndicalement sur ce terrain peut de ce fait constituer un engagement féministe, si l'on resitue les souffrances au travail dans le contexte plus large du patriarcat qui structure très largement le salariat. Enfin, s'engager sur cette question, c'est rendre visibles les difficultés des classes populaires, surtout des femmes dans le monde du travail, qui demeurent largement plus exposées que le reste du salariat. ●

• Rémy Ponge est maître de conférences en sociologie à l'université Aix-Marseille.

« Lutter contre les souffrances au travail, c'est aussi un combat féministe, visant à réduire les inégalités de pouvoir et de domination qui nourrissent les violences sexistes et sexuelles. »

# Histoire politique des figures du football au XX<sup>e</sup> siècle

Dans de nombreux pays, le football marque l'histoire du mouvement ouvrier. Si le football populaire et politique n'est pas dominant aujourd'hui, ce sport reste une arène où la gauche peut encore mener le combat.

ENTRETIEN AVEC **NICOLAS KSSIS-MARTOV**

© Vous étudiez les liens complexes entre la gauche et le football du début du XX<sup>e</sup> siècle à nos jours par l'histoire de différentes figures de ce sport. Pourquoi ce sujet et pourquoi cette approche prosopographique ?

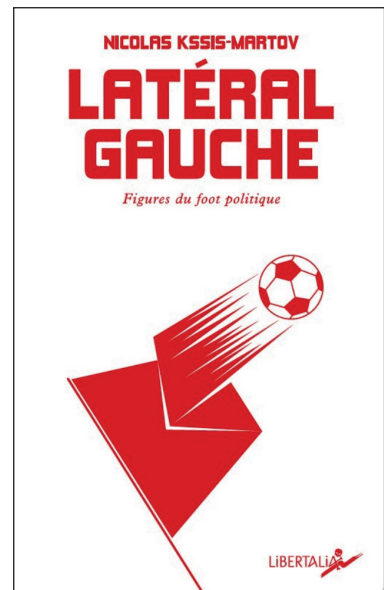
J'ai collaboré par le passé au dictionnaire biographique du mouvement ouvrier *Le Maitron*, l'approche prosopographique m'a toujours intéressé. Je m'appuie aussi sur les livres de l'écrivain américain Nick Tosches qui établit une histoire du rock à travers des biographies. Mais ma démarche n'est pas qu'historique, je cherche également à démontrer comment le football peut prendre une place dans les combats actuels de la gauche en m'appuyant sur des exemples du passé. De

« L'apolitisme du sport a toujours été un mythe. »

nombreux ouvrages académiques ont été écrits sur le football et les footballeurs – je pense à l'ouvrage de Jean Vigreux et Dimitri Manassis sur Rino Della Negra (*Rino Della Negra, footballeur et partisan*, Libertalia, 2022). Pour ma part, je voulais interpeller les représentations contemporaines de ce sport en démontrant que le football par le passé a aussi été vécu comme un « socialisme de la jouissance ». Mais les figures mobilisées dans mon travail ne se limitent pas aux joueurs et aux joueuses, elles s'intéressent également à des artistes, des intellectuels, des militants, des journalistes de la presse ouvrière et, naturellement, les supporters.

© Le nom d'une organisation traverse l'ensemble de votre travail : la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT). Rappelez-nous son histoire et son rôle dans l'histoire du football français ?

La FSGT est très présente dans mon travail, je trouve que c'est un terrain d'expérimentation et de réflexion très intéressant sur le football et j'ai



beaucoup écrit sur la notion de sport ouvrier et populaire ou « travailliste ». La FSGT est née le 24 décembre 1934 de la fusion d'une organisation socialiste, l'Union des sociétés sportives et gymniques du travail (USSGT), et de son équivalent communiste, la Fédération sportive du travail (FST). Elle est le produit du rassemblement antifas-



© Frédo Coyère

ciste, qui a fait suite aux événements du 6 février 1934, afin de mener la lutte politique dans le monde du sport. Le terrain sportif était à l'époque un petit milieu que le mouvement ouvrier avait déjà investi dès le début du XX<sup>e</sup> siècle avec une figure comme Abraham Kleynhoff, footballeur et premier journaliste sportif à *L'Humanité*. Par la suite, la FSGT élargit son combat pour développer un « sport populaire », c'est-à-dire une pratique de masse qui mêle les notions d'émancipation et de plaisir. Dans la continuité du mouvement de mai 1968, on voit apparaître des revendications d'autogestion avec la création du football à sept joueurs (au lieu de onze) « auto-arbitré », dans le but de démontrer qu'il est possible d'avoir une pratique sportive débarrassée de l'autorité coercitive de l'arbitre tout en restant *fair-play*. Ainsi, le football pratiqué par la FSGT a été un moyen de subversion permettant aux catégories populaires à la fois de s'emparer du football, tout en lui apportant un discours social et politique.

« La FSGT est le produit du rassemblement antifasciste, qui a suivi les événements du 6 février 1934, afin de mener la lutte politique dans le monde du sport. »

La FSGT ne s'est pas limitée au football, elle a aussi joué un rôle important dans l'escalade, le volley-ball, les arts martiaux en particulier dans le MMA (arts martiaux mixtes) quand il était encore marginal.

© **Votre étude démontre le caractère de classe qui traverse l'histoire du football français, qu'il soit amateur ou professionnel. Pourtant, il ne semble pas être très partisan sur le plan politique. Comment expliquer cette contradiction ?**

Le football français a été très marqué par les ouvriers et tout particulière-

ment par les travailleurs immigrés. Il n'a pas une dimension politique très prononcée. Il ne faut pas oublier qu'il est « transclasse » car c'est une pratique de masse et nationale. Certains clubs professionnels comme l'AS-Saint-Étienne, le FC Sochaux ou le RC Lens portent de manière assumée une histoire ouvrière mais sans être liés à des engagements politiques. Le football devait être le lieu du « creuset républicain » et dépasser les clivages sociaux pour être un outil d'intégration des classes populaires et des travailleurs immigrés. Cet aspect a été particulièrement mis en avant dans le cadre de la sélection nationale. Mais ►►

►► la France n'est pas un cas unique, en Angleterre on retrouve un phénomène similaire. Les clubs se caractérisent socialement par un public ouvrier sans pour autant avoir une couleur politique définie. Ainsi que le disait l'historien Eric Hobsbawm, l'identité et la sociabilité de l'ouvrier anglais reposaient sur trois piliers : le pub, le syndicat et le club. Pour en revenir à la France, si des grands joueurs d'origine populaire tels Raymond Kopa, Michel Platini ou Zinédine Zidane ne portent pas personnellement d'engagement politique, qu'ils le veuillent ou non, ils ont été des

🕒 **Quand on parle de football et de politique, on parle du souvent du cas italien. Quelle est la spécificité historique de ce pays ?**

Le football italien s'est massivement construit sous le *ventennio fascista*, c'est-à-dire sous le régime mussolinien, et cela a beaucoup participé à le politiser et à connaître une appropriation véritablement nationale de ce sport. Après 1945, les partis politiques ont contribué à structurer le football italien : les catholiques ont fondé le Centre sportif italien (*Centro sportivo italiano*, CSI) en 1944 et les commu-

ouvrière de son temps mais qui a pourtant éprouvé un amour presque religieux pour ce sport. C'est d'ailleurs dans ce pays que les pratiques des groupes de supporters ont été codifiées dans les années 1960 avec le « mouvement ultra » (groupes défendant avec ferveur l'identité d'un club et souvent politisés), ainsi que les *tifosi* (supporters organisant des animations lors d'un match), illustrant bien la dévotion spécifique à ce pays.

🕒 **Le football a permis à des pays latino-américains et africains d'exprimer des revendications anti-impérialistes sur la scène internationale et d'être un moyen de promotion de certains régimes dictatoriaux. Comment les figures de gauche du football du Sud ont-elles vécu cette dialectique ?**

C'est un sujet intéressant. Effectivement dans les pays du Sud, la fierté nationale passe beaucoup par le sport. Cela donne lieu pour les joueurs à des situations paradoxales. Par exemple, le joueur brésilien Sócrates s'opposait au régime militaire au Brésil avec son club des Corinthians mais n'a pas hésité à porter les couleurs de son pays au sein de la sélection nationale en 1982. Diego Maradona est un autre cas paradigmatique, car il n'a jamais caché sa proximité avec les régimes de gauche latino-américains comme Cuba et pourtant il a été aussi la figure de la revanche nationale du régime militaire argentin de Videla contre l'Angleterre, en battant son équipe nationale à la coupe du monde de 1986 grâce à sa célèbre « main de Dieu ». À

« Des clubs continuent d'être amateurs, de porter une identité populaire et de s'ouvrir à certaines luttes, notamment en accueillant des joueurs migrants ou à travers des associations LGBT+. »

symboles politiques aux yeux des catégories populaires. En effet, être enfant d'ouvriers immigrés, ce n'est pas neutre dans notre société et cela s'impose à eux lorsqu'ils sont parfois victimes d'attaques racistes et xénophobes.

L'apolitisme du sport a toujours été un mythe : Pierre de Coubertin était de droite conservatrice, Jules Rimet (fondateur de la Fédération française de football et de la FIFA) était un catholique de gauche et s'opposa à Vichy pendant la guerre, etc. Cependant, la position du football dans la société a grandement évolué, particulièrement en 1998 où la Coupe du monde a augmenté considérablement l'intérêt du public – en particulier des notables et des intellectuels – pour ce sport. Formellement, l'image du football s'est extrêmement lissée mais, paradoxalement, la politique s'en empare de plus en plus.

nistes l'Union italienne du sport populaire (*Unione italiana sport popolare*, UISP) en 1948. L'Italie est un des rares pays à avoir un mot dans sa langue pour nommer le football : le *calcio*. Cette assimilation fut si vaste en Italie que, contrairement à la France, les intellectuels se sont passionnés pour lui. Gramsci a écrit sur les théories tactiques du football, Pasolini aussi. Le cas de ce dernier m'a passionné car il est pour nous très atypique : artiste, cinéaste, homosexuel, communiste qui a écrit sans illusions sur la classe

« Il n'y a pas de pureté dans le football : c'est à la fois un outil de joie du peuple mais aussi d'instrumentalisation par des régimes politiques. »

l'inverse, Pelé ne s'est jamais opposé au régime dictatorial brésilien mais il a représenté pour les couches populaires, de par sa position de joueur noir, la lutte contre le racisme dans son pays et aux États-Unis quand il jouait à New York en 1975. D'ailleurs, il deviendra le premier homme noir à intégrer un gouvernement au Brésil en 1995.

Le cas de l'Algérie est très singulier car le FLN a constitué une sélection nationale avant l'indépendance de cet État, afin de faire connaître ses revendications anticolonialistes avec de nombreux joueurs qui pratiquaient en France, comme Rachid Mekhloufi de l'AS Saint-Étienne, et qui désertèrent leur club durant cette période. Il n'y a pas de pureté dans le football : c'est à la fois un outil de joie du peuple mais aussi d'instrumentalisation par des régimes politiques.

**© Le football a été un moyen de promotion pour les pays socialistes. On parlait parfois d'une doctrine du « football socialiste ». Quels étaient les principes de cette doctrine ?**

Le football de l'Est ne forme pas un bloc homogène. En URSS, le football porte l'empreinte de la révolution bolchevique. Dans les autres pays de l'Est, parmi lesquels la Pologne et la Yougoslavie, le football est apparu avant les régimes socialistes. Après la Seconde Guerre mondiale, ces pays étaient en ruine et l'investissement dans de grandes infrastructures sportives a été un moyen pour eux de se reconstruire. La sélection nationale de la Hongrie de 1954 est souvent utilisée comme l'exemple même de ce football socialiste. Elle fut dirigée par Gusztáv Sebes, qui avait vécu en France et avait joué au sein du club olympique de Billancourt appartenant à l'entreprise Renault. En son sein, se trouvaient de grands joueurs tels Ferenc Puskás ou Sándor Kocsis ;

elle proposait un football avant-gardiste. Beaucoup d'historiens et de spécialistes considèrent sa victoire contre l'Angleterre à Wembley en 1953 comme le match qui a fait basculer le football dans son ère moderne par une tactique plus flexible fondée sur

tité populaire et de s'ouvrir à certaines luttes, notamment en accueillant des joueurs migrants ou à travers des associations LGBT+. Ce football n'est pas dominant mais il montre que ce sport reste une arène où la gauche peut encore mener le combat. C'est

« Certains clubs professionnels comme l'AS-Saint-Étienne, le FC Sochaux ou le RC Lens portent de manière assumée une histoire ouvrière mais sans être liés à des engagements politiques. »

le mouvement permanent des joueurs sur le terrain. L'intervention soviétique en 1956 a mis fin à cette parenthèse enchantée.

Au-delà des sélections nationales, les pays de l'Est avaient des clubs qui ont eu un important palmarès ou qui ont marqué les esprits comme le Dynamo Kiev, le FK Partizan Belgrade ou le Fotbal Club Steaua Bucarest. Le football de l'Est était, malgré les caricatures qui lui ont été faites, extrêmement innovant et en contradiction avec les régimes stalinien qui s'enlisaient dans ces pays. Ces entraîneurs n'ont pas conçu le football socialiste après une lecture de Marx mais en structurant leur tactique autour de principes basés sur le collectif et sur la liberté pour chaque joueur d'exprimer son génie personnel.

**© Que reste-t-il aujourd'hui de cet esprit de rébellion qui s'est exprimé dans l'histoire du football ? Peut-il survivre à l'hégémonie du marché capitaliste sur ce sport ?**

Le football populaire et politique existe toujours. Des clubs continuent d'être amateurs et de porter une iden-

un espace où il est impératif d'être présent, il n'y a pas beaucoup d'endroits qui donnent autant de joie et de bonheur de se battre. Il est aussi un moyen de s'adresser à la masse, entre autres aux couches populaires qui ont pu se perdre vers le vote d'extrême droite. Bien entendu, il est pétri de contradictions et il ne faut pas idéaliser les choses. À ce titre, la coupe du monde qui va se dérouler aux États-Unis cet été sera intéressante : si l'on peut craindre que Trump l'instrumentalise pour sa gloire personnelle, on peut aussi espérer que ce sera un moment où la population américaine et les supporters étrangers pourront exprimer leur opposition à ses politiques violentes. Bref, en filant la métaphore, on pourrait dire qu'il faut jouer le match pour l'emporter tant que le coup de sifflet final n'est pas donné. S'il est minuit dans le siècle, on peut encore décrocher les prolongations. ●

\*Nicolas Kssis-Martov est historien et journaliste à *So Foot* et *Sport et Plein Air*, la revue de la FSGT.

Propos recueillis par Baptiste Giron.

# Un paysage droitisé ? Ça se discute

— PAR **GÉRARD STREIFF** —

Depuis des années, on entend cette petite musique selon laquelle la France glisserait à droite, et c'est bien ce que confirmeraient les sondages. Or ça se discute. En tout cas, on peut contester cette lecture des sondages. Et considérer que les enquêtes nous montrent une opinion bien plus partagée. Les partisans de la thèse de la droitisation répètent que les sondés sont très attentifs aux thèmes dits « régaliens » sécurité/insécurité, dette/finances publiques, immigration/terrorisme. Mais la thèse inverse peut se défendre, à savoir que ces mêmes enquêtes indiquent que les préoccupations sociales, les aspirations progressistes sont souvent majoritaires dans l'opinion. Ce que montre une des dernières études d'ampleur (plus de dix mille sondés inscrits sur les listes électorales) qui date de février/mars 2026. Elle a été réalisée par Ipsos BVA CESI, École d'ingénieurs pour *Le Monde*, CEVIPOF et la Fondation Jean Jaurès. Il est demandé aux personnes interrogées d'indiquer quelles sont leurs principales

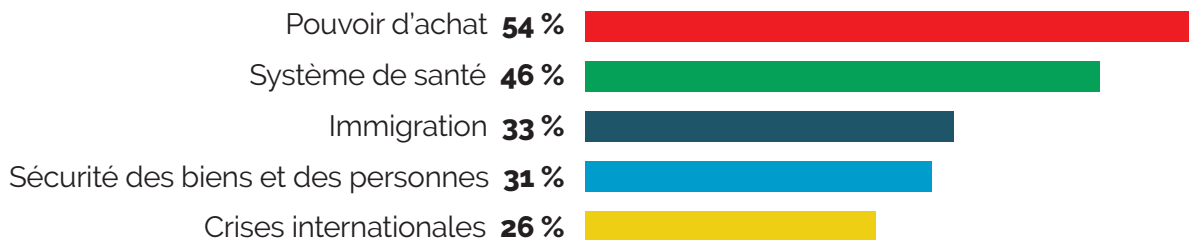
préoccupations parmi la liste suivante : chômage, place de la France, fiscalité, terrorisme, vie politique, retraites, inégalités, éducation, environnement, climat social, déficit, crises internationales, sécurité, immigration, santé, pouvoir d'achat.

Les cinq préoccupations qui viennent en tête sont le pouvoir d'achat (54 %), le système de santé (46 %), l'immigration (33 %), la sécurité des biens et des personnes (31 %) et les crises internationales (26 %).

Une opinion bien partagée donc. Des thèmes comme le déficit public ou la menace terroriste, pourtant abondamment et quotidiennement traités par les médias, ne sont qu'assez faiblement évoqués. On remarquera aussi – pour s'en étonner – la quasi-disparition du thème du chômage, qui se classe bon dernier dans ce palmarès.

Commentant cette enquête, *Le Monde* titre (10 mars 2026) : « Un paysage politique fortement droitisé ». Encore une fois, ça se discute. ●

## LES PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT LA SITUATION EN FRANCE



# Concilier aide et vie personnelle : le défi quotidien des proches aidants

— PAR **ADRIEN MONTBRISSON** —

En France, 7,1 millions de personnes apportent une aide régulière à un proche en situation de handicap, de maladie ou de perte d'autonomie, soit environ 11 % de la population (Anne-lore Verhagen, DREES, *Études et résultats*, décembre 2025, n° 1358). Trois aidants sur dix accompagnent seuls leur proche, six sur dix sont en activité ou étudiants.

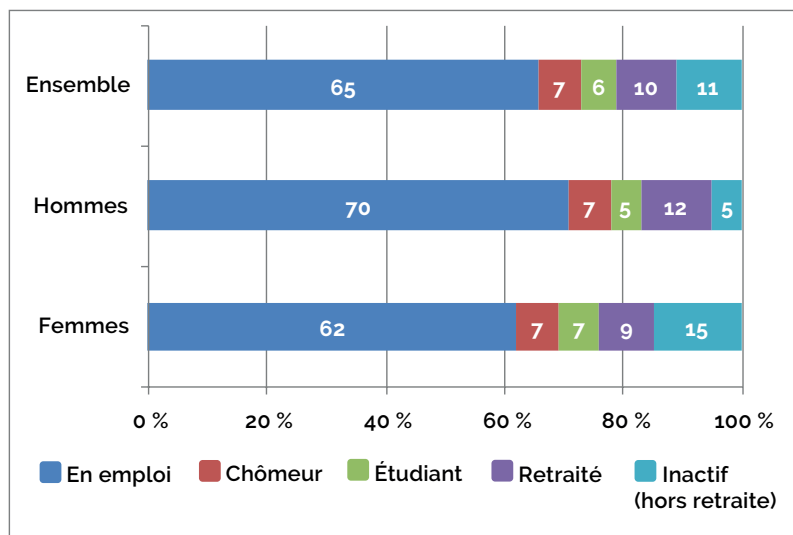
Cette aide concerne 5 millions de personnes vivant à domicile et prend des formes variées : 95 % des aidants apportent un soutien moral, 83 % participent aux activités de la vie quotidienne et 42 % contribuent financièrement ou matériellement. Derrière ces

chiffres se dessine une réalité souvent peu visible : celle d'un engagement régulier, parfois intense, qui s'inscrit dans la durée et tend à se renforcer avec le vieillissement de la population. La charge d'aide elle-même est très variable, mais peut devenir particulièrement importante. Si 44 % des aidants consacrent moins de 7 heures par semaine à l'aide, ils sont 11 % à y consacrer trente-cinq heures ou plus, soit l'équivalent d'un temps plein. Par ailleurs, trois aidants sur dix assument seuls cette responsabilité, sans aucun autre aidant, ni informel ni professionnel. Cette situation renforce les difficultés de conciliation avec la vie

professionnelle : certains réduisent leur temps de travail, interrompent leur carrière ou renoncent à certaines opportunités. De fait, les aidants sont légèrement moins souvent en emploi que le reste de la population (65 % contre 67 %), un écart qui traduit les contraintes spécifiques liées à leur rôle.

Les surcharges amenant isolement et repli sur soi méritent qu'on y apporte des solutions collectives, de solidarité intergénérationnelle. Ces tensions soulignent également l'importance des politiques publiques en faveur des aidants. Si des dispositifs existent, leur diffusion reste limitée au regard de l'ampleur du phénomène. Le recours massif aux proches s'explique en effet par plusieurs facteurs : le vieillissement de la population, le développement du maintien à domicile, mais aussi une pénurie d'aidants professionnels, notamment dans l'aide à domicile. ●

**LE STATUT D'ACTIVITÉ DES PROCHES AIDANTS D'ÂGE ACTIF, SELON LE SEXE**



**Note :** La distribution ne somme pas à 100 % en raison des arrondis.

**Lecture :** Le taux d'emploi des proches aidants âgés de 15 à 64 ans est de 65 %.

**Champ :** Proches aidants de 15 à 64 ans qui déclarent apporter régulièrement au moins un type d'aide à une personne âgée de 5 ans ou plus vivant en logement ordinaire, France métropolitaine.

**Source :** DREES volet Aidants de l'enquête Autonomie-Ménages, 2022.



Lire, rendre compte et critiquer, pour dialoguer avec les penseurs d'hier et d'aujourd'hui, faire connaître leurs idées et construire, dans la confrontation avec d'autres, les analyses et le projet des communistes.

Bien que le dernier ouvrage paru de Tanguy Viel remonte à 2024 (*Vivarium*, Les Éditions de Minuit), Gérard Streiff nous propose un détour littéraire dans l'œuvre de celui qui, dit-on, a « blanchi la noire ».

L'écrivain Tanguy Viel s'impose dans le monde de la littérature noire dès sa première publication, *Le Black Note* (Les Éditions de Minuit, 1998), monologue halluciné d'un musicien de jazz qui tente de reconstituer l'origine d'un crime qui le hante. Toujours fidèle à son éditeur, Tanguy Viel est aujourd'hui l'auteur d'une douzaine de romans énergiques, souvent primés, toujours très remarquables. Il a volontiers utilisé les codes du roman policier (crime, enquête, mystère, etc.) par exemple dans *L'Absolue Perfection du crime* (2001), *La Disparition de Jim Sullivan* (2013) ou *Article 353 du Code pénal* (2017), mais son écriture est si singulière, son style si percutant, ses méthodes de narration, sa façon de mettre en scène les lieux, les objets, sa façon de décrire les comportements sont tels, et je reprends l'expression d'un critique, qu'il a « blanchi la noire ».

Viel a blanchi la noire. La formule est provocante car la noire, depuis Simenon, Phyllis Dorothy James ou Didier Daeninckx, n'a pas attendu la blanche pour nous proposer de la grande littérature, elle n'a pas besoin d'être blanchie pour s'imposer. Cela étant, l'expression dit assez bien la puissance et l'originalité du style de Tanguy Viel.

### UNE FORME PLUS PACIFIÉE D'ÉCRITURE

Ses romans ont pu suivre aussi des thématiques plus résolument sociales, comme *Paris-Brest* (2009) sur la famille et la Bretagne (un roman adapté à la télévision). Ou *La Fille qu'on appelle* (2021) – un titre qui est la traduction littérale de *call-girl* – sur l'emprise (sexuelle et sociale) et la domination de classe, un texte radicalement féministe.

Et puis voici *Vivarium*, son dernier opus (2024). Il peut

surprendre. Comme l'essai *Icebergs* (2019), ce n'est pas un roman, pas une fiction, on n'y raconte pas une histoire, c'est une série de réflexions sur la lecture, l'écriture, la littérature et c'est passionnant. C'est un livre étape également pour un auteur qui, après avoir donné « des coups de boutoir trente ans durant », sent venir le besoin d'« une forme plus pacifiée d'écriture ».

Dans *Vivarium*, Tanguy Viel fait un pas de côté, il se regarde lire et écrire, il regarde et commente l'auteur au travail et s'interroge : comment écrire, pour qui, pour quoi, comment décrire les lieux, trouver les mots justes ? Il s'observe et nous raconte « les machineries de l'esprit ». Bien sûr, certains vont parler de nombrilisme. Viel aborde de front la question : « Quelquefois, quand je me sens trop empêtré au milieu de moi, je me dis qu'il est urgent que je m'arrache à mon propre royaume qui soudain me semble si étroit. »

Et là, retournement de sens : l'auteur revendique ce nombrilisme, si l'on ose écrire, comme ces moines du mont Athos, les « omphalopsyques », littéralement : « ceux dont l'âme est dans le nombril », eux qui faisaient de

ce retour sur soi leur code de conduite. Viel, à son tour, explique ce cheminement qui n'est pas une entreprise solitaire. Dans *Vivarium*, en effet, Tanguy Viel anime en quelque sorte une réflexion collective, chorale, il accompagne sa recherche d'une multitude de citations d'autres auteurs-auteurs qui ont pu partager à un moment ou à un autre ses préoccupations de créateur. Il y a là plus de soixante-dix citations, de George Sand à Paul Valéry, de Gustave Flaubert à Charles Dickens en passant par Virginia Woolf (que Viel affectionne particulièrement) ; c'est une sorte de dialogue littéraire de haut niveau.

## Un pas de côté Tanguy Viel

— PAR GÉRARD STREIFF —

## SAISIR LE PROCESSUS D'ÉCRITURE

C'est donc à un exercice rare et précieux que Tanguy Viel nous invite pour saisir le processus d'écriture. On se retrouve dans l'atelier de l'artisan écrivain, on voit ses outils, le décor (la cathédrale de Tours), on comprend ses démarches, on partage ses doutes. On mesure les rapports qu'il entretient avec le cinéma (un de ses romans s'intitule d'ailleurs *Cinéma*, 1999), avec la musique, l'influence de ses lectures aussi.

On pourrait comparer *Vivarium* à cet écrit de Julien Gracq *En lisant, en écrivant* (Corti, 1980), recueil de notes « centré sur une problématique unique : celle d'un écrivain qui écrit en lisant, et qui lit en écrivant ».

Ces deux hommes, d'ailleurs, Viel le Breton et Gracq le Mainoligérien, ont une passion commune, la Loire, un fleuve si volontiers mis en mots par eux.

Au fil des pages, on trouve, page 37, ce passage éblouissant sur le processus d'écriture : « Au fond, ce qui nous émerveillera toujours, nous, les écrivains, bons ou mauvais, amateurs ou professionnels, c'est la puissance d'extraction de l'écriture dans son acte même : tout ce qu'on peine à croire qu'il se passera en écrivant, et qu'on redécouvre à chaque fois qu'on se lance à nouveau dans une phrase, à quel point celle-ci sera, comme le disait Claude Simon, plus riche que son intention. Avec elle, par elle et en elle, un monde soudain aimanté par la pointe métallique du langage apparaît, s'étend, se ramifie. Mais le plus étrange alors, le plus énervant presque, c'est qu'on oublie sans cesse : il suffit de lever la main de la page, il suffit

« Tanguy Viel est aujourd'hui l'auteur d'une douzaine de romans énergiques, souvent primés, toujours très remarquables. »

d'aller chercher un verre d'eau à la cuisine, pour non seulement l'oublier mais craindre déjà que ça ne revienne plus jamais. Comme si, quitté l'instant même de l'écriture, on ne pouvait se souvenir de l'expérience qui s'y joue : diffi-

culté de ramener à la lumière du jour non le résultat, qui a bel et bien lieu, mais la croyance que ça se reproduira. » Les pages de *Vivarium* fourmillent d'annotations fulgurantes, sur la rencontre avec le monde animal (p. 33), sur le

temps présent (p. 42), sur l'intellectuel et le soldat (p. 96), sur la littérature et la politique (p. 99), la mystique et l'émotion méditée (p. 102), sur l'importance de voyages en train pour un contemplatif tel que Viel (p. 121), sur les limites qui nous bornent tous un peu beaucoup (p. 132). Hélas.

Il est volontiers question ici de la Bretagne et l'on retrouve l'écrivain, le poète à la recherche du mot juste pour décrire le paysage : « Il existe un mot en langue bretonne pour dire la couleur de la mer quand elle hésite entre le bleu et le vert et même, par extension quelquefois, le gris qui vient l'assombrir : chaque fois que la mer ne respecte pas l'identité nominale des couleurs, on dit en Bretagne, avec l'ironie qui convient, le "glaz". Mais il n'empêche : au cœur même de l'indistinction, on sait soudain de quoi on parle. On voit le spectre de la couleur dans son indétermination

même. Aussi est-ce bien dommage que, dans la même langue bretonne, il n'y ait pas un autre "intraduisible" pour qualifier les tons âpres et chancelants de la lande en hiver, le camaïeu de vert élégiaque venu se perdre dans la bruine de plus en plus opacifiante, le tulle de cendres qui tombe en nappes sur l'ombre noire des aubépines – quatre ou cinq lettres qui diraient l'entrelacs des bruyères par mauvais temps, les tapis d'herbes rouille et les mauves liturgiques qui persistent par essaims, bref, qu'un signifiant à lui seul soit assez cespiteux pour tenir par la racine toutes espèces landicoles assoupies sous la brume. »

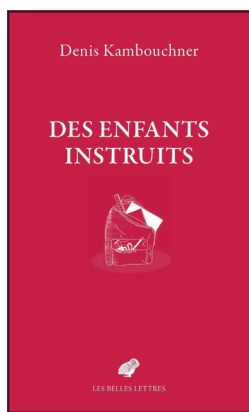
On retiendra encore des pages rouges sur la lutte des sardinières de Douarnenez (p. 92-93) sans oublier, enfin, une séquence remarquable où l'auteur évoque sa vie au collège à Sancerre et revoici son obstinée quête du mot précis : « Combien de fois dans ma vie ai-je prononcé la phrase suivante : "J'étais au collège à Sancerre" ? et pour cause : j'étais au collège à Sancerre. Simple donnée biographique donc, séquestrant en son octosyllabe la pluie des jours passés, aussi pénétrante pourtant que celle qui tombe quelquefois... ». À ce moment-là, l'écrivain Tanguy Viel s'élançait, il décrit ce passé sur une, deux, trois pages et c'est tout simplement magique. ●

## Des enfants instruits

Les Belles Lettres, 2026

**DENIS KAMBOUCHNER**

PAR **JEAN-MICHEL GALANO**



Ce livre au titre prometteur, dense et passionné mais exempt de tout dogmatisme, se présente d'abord comme une réflexion sur la crise actuelle du système éducatif. Se tenant résolument à l'écart des modes et des simplifications, mais partie prenante des débats actuels, Denis Kambouchner développe une réflexion empreinte de gravité et de responsabilité, qui va bien au-delà du constat. Le fond du problème auquel la société

tout entière doit faire face est selon lui de décider ce que deviendront nos enfants, et donc quels citoyens l'école doit former, mieux encore : quelle forme de citoyenneté l'on envisage dans les conditions de notre temps. L'école n'est pas seulement une question pédagogique, ni même une question politique au sens étroit du terme : elle est l'enjeu d'un débat de normes portant sur ses finalités et les valeurs qu'elle promet (ou pas) et à ce titre elle constitue aussi un enjeu philosophique.

Or le fait est que les choix de l'ultralibéralisme, la glorification des solutions individuelles, un usage sans règles des nouvelles sources d'information et des nouveaux moyens de communication ont créé beaucoup de malentendus, favorisé des choix de facilité et brouillé de nombreux repères.

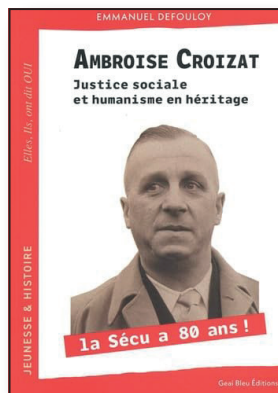
Face à cette situation, il convient selon l'auteur de « donner beaucoup » aux élèves, ce qui était déjà l'idée que se faisait de l'école cet autre philosophe qu'était Jean Jaurès. Ce « beaucoup », il ne faut pas l'entendre dans un sens seulement quantitatif : l'auteur souligne l'ardente obligation de confronter les enfants, dès le plus jeune âge, à « des choses grandes et belles », les émancipant par là même de la soumission aux valeurs du consumérisme généralisé et de la rentabilité à court terme. ●

## Ambroise Croizat. Justice sociale et humanisme en héritage

Geai Bleu Éditions, 2025

**EMMANUEL DEFOULOUY**

PAR **MATHIEU MENGHINI**



Il y a quelques mois, à l'occasion des quatre-vingts ans de la Sécurité sociale, le journaliste de l'AFP et syndiqué CGT Emmanuel Defouloy publiait une biographie d'Ambroise Croizat. Dans des pages édifiantes et pleines de ferveur, Emmanuel Defouloy nous rappelle qu'ouvrier communiste sans certificat d'études, dirigeant pendant près de quinze années de la Fédération

CGT des travailleurs de la métallurgie, député du Front populaire jusqu'à son emprisonnement plus de trois années durant sous le régime de Vichy, Ambroise Croizat devint ministre du Travail et de la Sécurité sociale entre novembre 1945 et mai 1947. Dans ce laps de temps, soit moins de dix-sept mois, il contribua – entre autres – à abaisser le temps de travail, relever les salaires (en particulier féminins), majorer les heures supplémentaires, constituer des comités d'entreprise, établir des délégués du personnel, développer la médecine du travail, la médecine scolaire et généraliser la Sécurité sociale !

Dans une note de bas de page, Emmanuel Defouloy cite la conviction de son protagoniste : « [L']organisation [de la Sécurité sociale] nous fournit [...] l'instrument de tous les progrès sociaux qui doivent, dans l'avenir, se réaliser [...]. » De fait, le principe communiste « de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins » est susceptible de s'étendre à tous les risques de l'existence – risques, dans la plupart des cas, produits par l'organisation socioéconomique elle-même : une Sécurité sociale plus audacieuse ne pourrait-elle, il est vrai, ordonner la production de certains médicaments, assurer la sécurité et la qua-

lité de l'alimentation, la disposition d'un logement pour chacune et chacun, mais aussi le partage de la culture et d'autres biens encore ?

Par son ouvrage, Emmanuel Defouloy inscrit méritoirement ses pas dans ceux de ses trop rares devanciers – eux aussi émus voire révoltés par l'oubli d'Ambroise Croizat : citons Michel Étiévent, Bernard Lamirand ou encore le cinéaste Gilles Perret (*La Sociale*). ●

## Un taylorisme augmenté. Critique de l'intelligence artificielle

Éditions Amsterdam, 2025

JUAN SEBASTIÁN CARBONELL

PAR MATHIEU MENGHINI



Le monde est embarqué dans une course erratique à l'intelligence artificielle (IA), or les enjeux sont majeurs, comme les détaille Juan Sebastián Carbonell dans *Un taylorisme augmenté*. Sociologue du travail et des relations professionnelles, l'auteur pointe les risques avérés de dégradation et de déqualification du travail, de surveillance numérique, d'emplois pervertis de la reconnaissance

faciale, de manipulations lors d'élections, d'usages militaires sinistres pour ne rien dire des conséquences écologiques de pratiques particulièrement énergivores.

Bien sûr, des voix se font entendre qui s'inquiètent de tel ou tel aspect et réclament ici ou là une régulation de l'IA. Avant tout attaché au monde du travail, Juan Carbonell observe toutefois que les promoteurs d'une IA « éthique » sont souvent insoucieux des droits des travailleuses et des travailleurs, de la qualité de l'emploi et des conditions de travail, alors que l'IA s'est massivement introduite dans les entreprises et dans certaines institutions.

Cité dans *Un taylorisme augmenté*, l'économiste étatsunien Stephen A. Marglin dresse le séquençage historique d'une double dépossession : 1° dans la

transition du travail artisanal (*domestic system*) au marchandage (*putting-out system*) s'est jouée la perte du contrôle des travailleuses et des travailleurs sur le produit fini et sur l'accès au marché ; 2° par le système de la fabrique et l'organisation scientifique du travail, c'est le contrôle ouvrier sur le procès de travail lui-même qui s'est vu confisqué.

Acteur de cette seconde phase, le fameux ingénieur Frederick Winslow Taylor saisit avec une singulière acuité le lien entre maîtrise ouvrière du procès de production et capacité de résistance des travailleuses et des travailleurs. D'où les trois principes qui – pour l'économiste marxiste Harry Braverman (*Travail et capitalisme monopoliste*, 1976, rééd. 2023) – définissent le taylorisme : 1° la dissociation du processus de travail et de l'art de l'ouvrier de métier ; 2° la séparation de la conception et de l'exécution (sous la forme, par exemple, d'une dépossession machinique) ; 3° l'utilisation du monopole de l'organisation du travail pour contrôler chaque étape du processus de la production.

Les nouvelles technologies ne font que renforcer les dynamiques de dissociation entre la conception et l'exécution, de parcellisation du travail et d'atomisation des collectifs par la mise en concurrence des uns avec les autres – aussi peut-on parler d'un « taylorisme augmenté » pour signifier ce management algorithmique qui contribue de manière décisive à l'asymétrie de l'information sur la production au profit du commandement. L'assujettissement du travail par le capital gagne en sophistication et soulage – dans le même mouvement – la maîtrise de ses besognes les plus ingrates.

Le sociologue Juan Carbonell affirme que « la technologie n'est pas neutre », que son histoire « est façonnée [...] par des rapports de pouvoir, de genre, de classe et de race ». En somme, « la technologie n'est pas politique sous certains aspects (son usage, par exemple), elle est politique *en soi* » ; aussi Juan Carbonell fustige-t-il certains auteurs « postmarxistes » insinuant que le numérique et l'IA pourraient devenir les vecteurs d'un « communisme de luxe » (Aaron Bastani, *Communisme de luxe : un monde d'abondance grâce aux nouvelles technologies*, Diateino, 2021). Un « simple » changement de propriétaire ne saurait abolir les effets aliénants inhérents à ladite technologie : « De la même façon qu'il ne peut pas y avoir de chaîne de montage socialiste, parce qu'il n'y a rien de potentiellement émancipateur dans la dissociation ►►

► entre la conception et l'exécution, il ne peut pas y avoir d'*IA socialiste* » (Carbonell).

Sur la base de ces constats, *Un taylorisme augmenté* plaide pour un renouveau *luddite*, pour le contrôle de la production par les travailleuses et les travailleurs et le contrôle démocratique de l'innovation, ce qui ne manquera pas d'alimenter le débat chez celles et ceux qu'intéressent les transformations du monde du travail. ●

## Mondes postcapitalistes

La Découverte, 2026

**SOUS LA DIRECTION DE JÉRÔME BASCHET**

**ET LAURENT JEANPIERRE**

PAR **HOËL LE MOAL**



Depuis de très nombreuses années, les éditions La Découverte offrent au lecteur des travaux innovants qui touchent à l'écologie politique et à la critique du capitalisme. L'ouvrage dirigé par l'historien Jérôme Baschet et le sociologue Laurent Jeanpierre s'inscrit dans cette dynamique, le premier ayant approfondi récemment les enjeux de « temporalité » (*Défaire la tyrannie du présent*,

La Découverte, 2018) et de « possibles désirables » (*Basculements*, La Découverte, 2021), le second multipliant les travaux sur les conjonctures révolutionnaires (codirection d'*Une histoire globale des révolutions*, La Découverte, 2023, postface à Erik Olin Wright...).

L'intérêt principal de l'ouvrage est qu'il s'intéresse de près à ce que les marxistes ne considèrent pas toujours assez : comment rendre désirable et pensable le monde de « l'après-capitalisme » afin de « dépasser la simple critique du présent ». On attend d'ailleurs que des marxistes « classiques » (l'expression demanderait à être précisée) produisent un travail de même ampleur car, pour ceux-ci, le livre dirigé par Baschet et Jeanpierre ne peut qu'être trop souvent déroutant.

S'inscrivant largement dans le courant décroissant, l'ouvrage se présente comme un livre d'« expérimentation de connaissances » qui se situe dans la

tradition du « romantisme révolutionnaire » approché par Michael Löwy et Robert Sayre en leur temps. Beaucoup de contributions se caractérisent par une forte méfiance à l'égard de la rationalité universaliste au profit de la subjectivité, des épistémologies situées, et « en opposition aux appareils bureaucratiques devenus les gestionnaires de cette canalisation attentiste des aspirations révolutionnaires » (p. 22), suivez mon regard... Aucune entrée ni renvoi vers la question des classes, de l'organisation ou des partis (sauf l'article « Stratégies transitionnelles » de Laurent Jeanpierre, assez stimulant pour celui qui s'intéresse au « comment y arriver »), mais de nombreuses propositions sur les questions agroécologiques, d'ontologies post-naturalistes (Philippe Descola), d'écologie des savoirs (Isabelle Stengers)...

L'ouvrage n'en demeure pas moins très riche pour qui cherche à approfondir et éventuellement dépasser les lignes de clivage entre les conceptions classiques de l'émancipation et les propositions plus écosocialistes et libertaires : le livre avance davantage des positions « communalistes » plutôt que centrées sur l'État (en ne balayant pas l'enjeu des « échelles », objet d'une contribution de Jérôme Baschet) ; défend l'autonomie et une approche non productiviste de la production plutôt que celle d'un essor des forces productives ; remet en cause les pré-supposés de la modernité (universalisme et objectivation de la nature). Ne cachons pas que lorsqu'on se situe plutôt dans la tradition issue des Lumières, du marxisme et des organisations ouvrières, le livre bouscule utilement. Nous partageons en tout cas l'ambition de combiner des moyens politiques et intellectuels appartenant à des traditions différentes, car force est de constater qu'« aucune des stratégies anticapitalistes existantes n'a été ou n'est en mesure de parvenir seule à une sortie du capitalisme » (Laurent Jeanpierre, p. 122). ●



# ORGANISEZ DES DÉBATS !



avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

<https://www.causecommune-larevue.fr/>

Contactez-nous au 01 40 40 13 50



Claude Saigny

ou au 01 40 40 12 30



Monique Renault

Mail :

[redaction@causecommune-larevue.fr](mailto:redaction@causecommune-larevue.fr)



Cause  commune  
est sur **Facebook**

[Facebook.com/CauseCommunepcf](https://www.facebook.com/CauseCommunepcf)

## ..... L'ÉQUIPE DE LA REVUE .....



**Guillaume Roubaud-Quashie**  
Directeur



**Dorian Mellot**  
Rédacteur en chef  
(Grand entretien)



**Gérard Streiff**  
Rédacteur en chef  
(Controverses/  
Sondages)



**Sébastien Thomassey**  
Mise en page



**Frédo Coyère**  
Mise en page  
et graphisme



**Noëlle Mansoux**  
Secrétariat  
de rédaction



**Chantal Guerre**  
Secrétariat  
de rédaction



**Hoël Le Moal**  
(Critiques/Lire)



**Vincent Boulet**  
(Chronique  
européenne)



**Aurélien Bonnarel**  
(Droit)



**Florian Gulli**  
(En débat)



**Maëva Durand**  
(Féminisme)



**Igor Martinache**  
(Féminisme)



**Baptiste Giron**  
(Histoire)



**Lukas Tsipsios**  
(Histoire)



**Nicolas Tardits**  
(Grand entretien)



**Aurélien Aramini**  
(Philosophiques)



**Jean-Michel Galano**  
(Philosophiques)



**Victor Blanc**  
(Poésies)



**Pierre Crépel**  
(Réactions)



**Élodie Lebeau-Fernández**  
(Regard)



**Flavien Ronteix**  
(Sciences)



**Fanny Chartier**  
(Statistiques)



**Adrien Montbrousous**  
(Statistiques)



**Claudine Périllaud**  
Relecture



**Mathieu Menghini**



**Constantin Lopez**  
Réseaux sociaux



**Julien Rossi**  
Débats



**Saliha Bousseadra**



**Nicolas Lambert**



**Jean Quétier**



**Sabrina Royer**



A stylized graphic of Europe in gold, overlaid with a blue background. The top left features a cluster of white stars, and the bottom half is dominated by thick, wavy red and blue stripes, reminiscent of the French flag.

PROCHAIN NUMÉRO  
MAI/JUIN 2026

# Front populaire



Prix : 10€